



Avant-propos¹

L'ouvrage comporte trois chapitres, respectivement consacrés aux XIX^e, XX^e et XXI^e siècles. La première partie, c'est-à-dire ce volume, regroupe les premier et deuxième chapitres.

De quoi s'agit-il ? *« donner à comprendre de façon tout autre qu'il n'est coutume ce que l'humanité a vécu de la révolution russe d'octobre 1917 à la disparition en 1990-1991 de l'Union soviétique et de son camp, d'où résulte que la visée communiste marxienne, bien plutôt qu'au-delà de son crépuscule, en est seulement à son aube, lecture inédite du passé qui transforme de fond en comble la façon de penser le présent et de préparer le futur, à l'heure où changer non pas seulement de système social et politique mais de*

civilisation devient si visiblement pour le genre humain une question de survie ».

Afin de satisfaire la curiosité (compréhensible) du lecteur par rapport à la suite, un avertissement, en fin de cette première partie, lève le voile sur la 2^e partie du tome IV, c'est-à-dire le troisième chapitre.

¹ Ouvrage publié en 2019 (670 pages). Conventions de présentation des citations : *« citations de Lucien Sève »*, *« citations d'autres auteurs »*. Convention de présentation des titres de livres : *L'idéologie allemande*.

Présentation.

Communisme, autrement² (p. 9-30)

« *Née plus complexe même qu'il ne semble (au XIX^e siècle), (...) (la question communiste) a tourné à la complète énigme avec ses développements violemment contradictoires au XX^e siècle, avant de trouver réponse – finale aux yeux de la plupart – dans l'autodestruction du monde soviétique, au point que, pour beaucoup, n'existe plus désormais nulle "question communiste", si ce n'est sous l'angle de la rétrospective historique accablante, et, chez ceux mêmes qui lui accordent toujours une vraie actualité, la mésentente quant à ce que le communisme veut dire et commande ne manque pas d'aspects déconcertants, parfois même stupéfiants ».*

Rude défi que d'écrire un livre à visée fondamentale sur le communisme : faire le point sur les faits, et embrasser pour cela deux siècles d'histoire ; démêler les conflits d'interprétation ; surmonter les passions persistantes ; et surtout, déterminer *de quoi* au juste il s'agit de traiter dans un livre sur le communisme.

On a tôt fait de se heurter au mur des formules d'allure évidente : ***Le passé d'une illusion, Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle***³, ***Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression***⁴, « ***l'aventure extraordinaire du communisme, cette nouvelle para-religion***⁵ ».

Or, « *ni l'Union soviétique ni aucun des pays de semblable régime social et politique n'ont jamais été en un sens tant soit peu correct, et ne se sont du reste jamais dits eux-mêmes communistes (...)* ». Et pourtant, le sigle URSS voulait dire Union des Républiques *Socialistes* *Soviétiques*. Elle est là l'énigme justement : qu'en 75 ans le passage au socialisme n'ait pas pu même être amorcé.

Parler de "chute du communisme" est donc fallacieux, ce que nombre d'historiens veulent bien admettre, mais c'est pour avancer à la place la notion de totalitarisme, dont une part croissante de la communauté historique reconnaît le caractère également problématique⁶. Pour Sève, le vice majeur de cette notion de totalitarisme est de procéder à un amalgame qui

² La présentation est datée de février 2016.

³ François Furet, Robert Laffont et Calmann-Lévy, 1995.

⁴ Stéphane Courtois, Nicolas Werth, Jean-Louis Panné, Andrzej Paczkowski, Karel Bartosek, Jean-Louis Margolin, Robert Laffont, 1997.

⁵ Formule d'Andrea Graziosi dans *Histoire de l'URSS*, PUF, 2010.

⁶ Cf. Roger Martelli, *Pour en finir avec le totalitarisme*, La Ville brûle, 2012.

masque le « *sens expressément anticapitaliste* » de la révolution d'octobre, de l'URSS et du mouvement communiste qu'elle s'efforça d'animer. En atteste de manière irrécusable le fait que, « *de bout en bout, (l'URSS) et son camp aient été en butte à l'irréconciliable hostilité des puissances capitalistes* » alors que, par ailleurs, le fascisme et le nazisme, dans le même temps qu'ils se revendiquaient tapageusement du socialisme⁷, recevaient le soutien sans équivoque et efficace du grand capital ; alors aussi que l'URSS fut l'adversaire décisif du nazisme et du fascisme durant la seconde Guerre mondiale. Les similitudes formelles – qu'il n'est pas question de nier (le livre va y revenir longuement) – ne sauraient donc justifier un amalgame dont – aussi bien – on ne voit que trop les raisons : masquer le caractère marxiste (fût-il déformant ; là-dessus aussi le livre va revenir longuement) et anticapitaliste du mouvement communiste.

L'amalgame et la manipulation prennent aussi la forme d'une égalité cruciale : Lénine = Staline. Le communisme est *un* (crime d'Etat, utopie, religion séculière...) soutiennent, par exemple, les auteurs du *Livre noir du communisme*. Les auteurs de *Le siècle des communismes*⁸, quant à eux, revendiquent le pluriel (le communisme a pris des visages divers et variés au cours de son histoire) sans récuser pour autant le singulier, sauf que ce singulier se résume à la notion bien vague de projet (le communisme est « *diversité unifiée par un projet* »).

L'un des objectifs de L. Sève sera de donner du contenu à ce mot de communisme, et sa réponse viendra en son temps, mais il indique d'emblée que celle-ci sera placée sous le signe de cette indication fondamentale de *L'idéologie allemande* : « *Le communisme n'est pour nous ni un état de choses qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui met fin à l'état de choses actuel*⁹ ». Sève récuse donc ce mot de *projet* et pose que « *le communisme, au sens très général où Marx l'a pensé, renvoie à une transition sociale immense au cours imprévisible vers un nouveau monde dont la description anticipée est illusoire, la voie d'accès problématique, l'échéance temporelle indéfinie* ». Et Sève ajoute : « *ce qui change tout* ». Sève ne parlera donc pas dans ce livre de *projet* communiste, mais de *visée* communiste, pour connoter moins des motifs que des buts ; moins un programme qu'un chemin ou une direction de l'action ou une dynamique de transformation, de transition ; moins un élan purement subjectif (pouvant, le cas échéant, pêcher par trop de volontarisme et faire flop) qu'une action subjective-objective inscrite dans l'histoire et la politique avec leurs inévitables contraintes, ainsi que leurs évolutions.

⁷ Ce qui n'empêchait pas Hitler, dans *Mein Kampf*, de qualifier le marxisme d'ennemi mortel.

⁸ Publié en 2000 aux Editions de l'Atelier sous la direction de Michel Dreyfus, Bruno Groppo, Claudio Ingerflom, Roland Lew, Claude Penner, Bernard Pudal et Serge Wolikow.

⁹ Indication renforcée, bien des années plus tard, dans la postface de Karl Marx à la 2^e édition allemande du livre Ier du *Capital*, où il se refusait « *à dire ce que contiendraient concrètement « les chaudrons de l'avenir » {die Garküche der Zukunft}* ».

A cet égard, Sève ne va pas limiter son enquête au seul XX^e siècle. Il va d'abord chercher à savoir, dans le premier chapitre, comment le communisme est né au XIX^e siècle. Il veut faire *« l'histoire critique de la visée communiste »*, de cette *« revendication révolutionnaire de l'égalité sociale vraie »* qui se met à fermenter vers 1839-1840 ; à laquelle Marx et Engels vont fournir son manifeste en 1848 (*« de faible écho immédiat mais d'immense portée historique »*) ; qui se structurera plus tard internationalement ; qui se déploiera vers la fin du XIX^e en divers courants, *« dont le plus puissant (choisira) de se nommer lui-même non plus communiste mais socialiste »* (pour quelles raisons ? Pour quels enjeux ?).

C'est alors seulement qu'il passera au XX^e siècle ; à Lénine, qui anime en Russie le parti socialiste, mais qui vise une révolution communiste ; à Staline ensuite, et bien sûr au stalinisme¹⁰, aux bilans si douloureux. Le parcours passera aussi par Khrouchtchev, Mao, Den Xiaoping, Cuba, la Yougoslavie, l'eurocommunisme, et enfin Gorbatchev.

¹⁰ Près de 150 pages ; presque un quart du livre.

Chapitre premier.

Communisme chez Marx et Engels (1843-1895)

Peu d'ouvrages étudient l'histoire de la visée communiste dans son ensemble. Celle qui va être entreprise ici va mêler la théorie et la pratique et plaider même que la visée communiste inaugure « *une façon neuve de penser la pratique et pratiquer la pensée* ».

La première occurrence du mot communisme chez Marx date d'octobre 1842¹¹, à une époque où il ne connaît pas encore bien la question. Un an plus tard, en septembre 1843, une lettre à Arnold Ruge montre qu'il a commencé de travailler le sujet, mais, de par sa culture philosophique d'ascendance hégélienne, il en reste encore éloigné.

A la même époque, Engels est plus avancé que Marx. En novembre 1843, il a déjà écrit une longue étude¹² sur *La réforme sociale sur le continent*. Et début 1844, il publie une *Esquisse d'une critique de l'économie politique*. Ces deux-là vont se rencontrer à Cologne fin août 1844, constater qu'ils sont d'accord en tout et nouer une solide amitié. « *L'élaboration de la visée communiste marxienne sera l'œuvre d'un des plus productifs tandems intellectuels de l'histoire* ».

Communisme en 1840 (p. 36-44)

Que veulent dire les mots socialisme/socialiste et communisme/communiste en 1840, avant que Marx et Engels ne s'en mêlent ?

La revendication du communisme se répand à toute vitesse chez les ouvriers parisiens à partir de 1840. Lui sont associées des « *significations à haute valeur éthico-sociale – amour du prochain, égale dignité de tous les humains, rejet de l'égoïsme possessif, excellence du partage, supériorité du choix collectif, idéal de l'être-ensemble...* ». Et face à ces significations, on trouve « *l'irrépressible aspiration à la communauté des biens* ».

Au XVIII^e siècle déjà, on trouve ces idées chez le curé Meslier, Restif de La Bretonne ou Morelly¹³. Agrégées à celles de Rousseau et de Robespierre, elles inspireront plus tard Babeuf et ses amis de la Conspiration des Égaux.

¹¹ *Rheinische Zeitung* (Gazette rhénane).

¹² *The New Moral World*.

¹³ *Code de la nature*, 1755 (réédité en 1841 par Villegardel).

« *Communisme, en 1840, c'est donc clairement la revendication de la communauté des biens* ». Quels biens ? Essentiellement la terre. « *La terre n'est à personne* », « *Les fruits sont à tout le monde* », peut-on lire en 1796 dans le *Manifeste des Égaux* de Sylvain Maréchal. Un communisme agraire, en quelque sorte, intimement lié à l'idée de nature et – liée à celle-ci – à celle d'égalité des êtres humains. « *L'égalité ! Premier vœu de la nature* », écrit Maréchal. Vœu que « *la morale et la politique vulgaire* » contredisent perpétuellement, lui répondait par avance Morelly en 1755. Au passage, les Églises, liées aux possédants, en prennent pour leur grade. C'est l'Être suprême – celui que Buonarroti décrit comme « *le créateur, le législateur et le protecteur de l'égalité* » - qui a leurs faveurs. « *Communisme déiste donc* ». Un communisme nostalgique d'un supposé âge d'or, aussi. Un communisme conservateur, quoi !

Saint-Simon va bousculer tout cela en déclarant que l'âge d'or n'est pas derrière nous, mais devant nous ; il n'est pas à la terre, mais dans les usines ; pas à la campagne, mais à la ville. Et le mot communisme devient « *une autre manière de concevoir la « communauté des biens* », appropriée à ce nouveau monde où s'active et peine le prolétariat urbain (...) ». Pointe donc l'idée d'un communisme de l'âge industriel. Mais l'appropriation collective de la terre est une chose, celle des moyens variés de la production industrielle en est une tout autre. Plus que du jugement éthique, il y faut un savoir économique ; peut-être même un parti communiste¹⁴.

« *Les débats sont intenses ; une fondamentale mutation de la pensée de transformation sociale radicale s'amorce* ». Le communisme de 1840, « *qui se définit par « la propriété commune des instruments de travail et la gestion collective de la production* », est bel et bien le premier surgissement de ce qu'on appelle en ce livre la *visée communiste* ».

Communisme, socialisme : une ambiguïté capitale (p. 44-52)

Les partisans de la communauté des biens se désignent par des termes variés – communautaristes, communautistes, communistes, égalitaristes, égalitaires... - mais c'est communiste qui s'impose dès le début des années 1840. Sauf, qu'à l'époque, « *la société nouvelle qu'il s'agit d'inventer possède déjà son nom attribué : socialisme* ». Quel rapport entre les deux termes ? La question, qui va nous occuper s'agissant du XX^e siècle, est donc déjà présente ! Elle est « *d'une déconcertante complexité sémantique, idéologique, historique, politique (...)* ».

Le mot socialisme apparaît et se répand au cours des années 1830-1835, et communisme autour de 1839-1840. Socialisme est alors largement synonyme de science sociale. Dans

¹⁴ Un article de presse rendant compte du banquet de Belleville de 1840 l'envisage.

Qu'est-ce que la propriété ?, Proudhon parle de socialisme scientifique. Le socialisme est alors à la fois un but et le moyen d'y parvenir, de sorte qu'il « *serait permis de dire que les communistes de 1840 sont une variété particulière de socialistes* ». A l'époque, du reste, les deux mots peuvent être employés l'un pour l'autre. Marx lui-même, en octobre 1842, emploie ces deux mots l'un pour l'autre.

Ceux qui veulent passer à l'appropriation *sociale* des moyens de production parleraient-ils de *socialisme* ; et ceux qui voudraient passer à son appropriation *commune* parleraient-ils de *communisme* ? Mais alors, n'est-ce pas deux manières différentes de dire la même chose ? Henri Lefebvre semble le penser en 1947¹⁵. Franck Fischbach aussi en 2010¹⁶. Sans parler d'Engels qui, en 1877, intitule "Socialisme" la troisième partie de l'*Anti-Dühring* consacrée aux questions du communisme.

On aura à revenir sur tout cela, mais qu'en est-il en 1840, quand les mots apparaissent ? La synonymie *socialisme = science sociale* va rapidement se résorber, et on va bientôt parler de *doctrine politique*. Socialisme désigne alors une formation sociale particulière, à faire advenir par une action réformatrice, et on ne peut pas ne pas relever qu'il est fermement distingué du communisme par Victor Considerant, Pierre Leroux ou Proudhon. Par ailleurs, après 1840, on ne trouve pratiquement pas de socialistes ou de communistes qui intervertissent les appellations.

Il y a donc bien une différence. Elle serait dans le système de répartition¹⁷ : égalitaire dans le système communiste de Morelly et Owen, hiérarchique (« *respectant la propriété* ») dans le système socialiste de Fourier. Voilà donc le point, selon Sève : le socialisme s'oppose à l'« *individualisme égoïste et prédateur* », mais sans nier les « *différences jugées natives entre individus, lesquelles auraient pour corollaire une hiérarchie sociale légitime* » ; pour le communisme, au contraire, « *l'idée d'une inégalité originelle du prolétaire censée justifier la persistance d'une hiérarchie des revenus du travail et des pouvoirs sociaux* » est un « *pur préjugé de possédant* ». C'est donc ressemblances et différences, ces dernières conduisant, - déjà au XIX^e siècle, - à des anathèmes réciproques (cf. p. 50-52 pour les détails).

Très vite, une scission supplémentaire va se faire jour, au sein même des communistes, entre ceux – tel Dezamy - qui pensent que la nouvelle société ne pourra pas advenir sans révolution, ce qui les conduit à souhaiter la création rapide d'un parti révolutionnaire, et ceux – tel Cabet - qui pensent qu'on peut faire appel à la persuasion et à la conviction. C'est dans les thèses du premier nommé que Marx et Engels se reconnaîtront.

¹⁵ *La pensée de Karl Marx*, Bordas, 1947.

¹⁶ *Marx et le communisme*, in *Actuel Marx*, n° 48, 2010.

¹⁷ A cette époque, indique Sève, « *on croit encore que la différence des systèmes économiques serait à juger non au mode de production des richesses, mais à leur principe de répartition (...)* ».

Marx métamorphose le communisme (p. 52-59)

« *En cet été 1844 où Engels et Marx scellent amitié définitive, le champ de la transformation sociale a donc été largement balisé déjà* ». Mais les choses n'ont pas encore été pensées, et – bien-sûr – elles ne sont pas viables. Critiques, analyses et propositions abondent, mais rien de solide. Les lois de fonctionnement du capitalisme et les logiques du développement historique sont inconnues. « *L'anthropologie en est à sa préhistoire, la psychologie plus loin encore, l'économie politique bourgeoise attend sa critique radicale* ». Pas de matérialisme élaboré. Une once de dialectique venue d'Allemagne « *dénaturé(e) en éclectisme par Victor Cousin* ».

De 1843 à 1848, Marx va se colleter avec « *une foule d'auteurs proches ou lointains* » en apportant « *sur presque tous les plans une nouveauté proprement bouleversante de conceptions*¹⁸ ».

Communisme et humanisme (p. 59-65)

Marx écrit à Ruge en septembre 1843 : le communisme « *n'est lui-même qu'une manifestation originale du principe de l'humanisme* ». Déclaration précoce, certes, mais qui suggère tout de même que « *le communisme est de portée non point seulement politique, mais proprement anthropologique* ». Marx voit donc tout de suite « *la profondeur de champ de cette visée (communiste)* ».

Il faut dire que sa réflexion bénéficie d'apports précieux. Feuerbach vient de publier *L'essence du christianisme* (1841) et *Thèses provisoires pour la réforme de la philosophie* (1842). Et, en 1843, il publie *La philosophie de l'avenir*, où il écrit que l'essence humaine n'est effective que dans « *l'unité de l'homme avec l'homme* », et d'abord dans « *l'unité du moi et du toi* », « *non dans l'individu isolé mais dans le rapport humain, la communauté humaine – et en ce sens, dira de lui-même Feuerbach en 1845, il est « homme communautaire, communiste* » ».

Sève souligne ici que « *ce qui est entièrement inédit par rapport au socialisme et au communisme français ou anglais de l'époque, c'est le fort sens théorique qu'a de longue date le thème humaniste dans une culture allemande nourrie de Luther et des penseurs de l'Aufklärung, sens qui se renouvelle en s'approfondissant chez Feuerbach, passe chez des communistes comme Moses Hess ou Wilhelm Weitling, et que Marx va retravailler encore de façon révolutionnaire* ».

¹⁸ Sève souligne que Marx est seul cité ici, et pas Engels. Si celui-ci, en effet, a considérablement participé à la mise en branle de la machine Marx, et s'il continue, tout au long des années 1843-1848, à apporter des contributions importantes, « *l'élaboration fondamentale de la visée communiste (...) a été pour l'essentiel le fait de Marx* ». L. Sève s'en explique p. 55-59.

« En quoi cette référence fondatrice à l'homme telle qu'elle se présente dans le communisme allemand en gestation se différencie-t-elle de la préoccupation humanitaire qu'arborent les communistes français des années 1840 ? En ceci que "l'homme" n'y est pas le simple intitulé populaire d'un discours moralisant mais le concept inaugural d'une anthropologie critique, et par là révolutionnaire ».

On est aussi aux antipodes de la pensée religieuse, qui « dépossède l'homme de ses qualités humaines pour les transfigurer en puissances surnaturelles ». Début 1844, Marx écrira dans l'introduction à la *Critique du droit politique hégélien* : « **La critique de la religion aboutit à cet enseignement que l'homme est pour l'homme l'être suprême, c'est-à-dire à l'impératif catégorique de renverser tous les rapports qui font de l'homme un être humilié, asservi, délaissé, méprisable (...)** ».

En un mot comme en cent : « **ce qui (...) motive (les communistes) n'est autre que le bien général de l'homme et de l'humanité** ». Significativement, le journal que Jaurès fonde en 1904 s'intitule *L'Humanité*.

Le communisme entre social et politique (p. 65-71)

Le communisme tend vers l'affranchissement politique et l'émancipation sociale. Mais dans quel ordre ? Et quels rapports entre les deux ? Politique d'abord (conquête du suffrage universel), disent les chartistes et les lassalliens. Insurrection d'abord, disent les blanquistes. Pour les fouriéristes, s'il s'agit de changer l'ordre social, la politique ne peut mener à rien. Marx tente d'élucider cette question dans les premiers mois de son exil parisien. Un article de Bruno Bauer sur la question juive va lui en donner l'occasion. Dans *La question juive*, il explique que l'émancipation politique que réclament les juifs, si elle peut constituer un progrès, « **est bien loin encore d'être l'émancipation humaine à laquelle (ils aspirent)** ». Jouir des droits de l'homme ? Mais, dit Marx, « **aucun des droits dits de l'homme ne dépasse l'homme égoïste** », « **l'individu de la société bourgeoise refermé sur son intérêt privé et séparé de la communauté – en bref, l'homme en proie à « l'aliénation »** ». « **En d'autres termes, poursuit Sève : d'une émancipation politique nous laissant entièrement captifs de l'aliénation sociale générale, il faut passer à une émancipation humaine totale qui désaliène pour de bon l'individu parce qu'elle désaliène la société elle-même** ». Marx écrit, en juillet 1844, dans le *Vorwärts* ! : « **l'homme est plus immense que le citoyen, et la vie humaine que la vie politique. Et donc, si partielle que puisse être la révolte industrielle, elle recèle en elle-même une âme universelle ; quelque universelle que puisse être la révolte politique, elle dissimule sous la plus colossale des formes un esprit mesquin**¹⁹ ». Pour Marx, une révolution renverse à la fois l'ancienne société (elle est sociale) et l'ancien pouvoir (elle est politique). La révolution

¹⁹ Dans une réplique à un article d'Arnold Ruge.

est nécessairement sociale et politique. Si elle est sociale, elle est politique. Et les deux sont un acte politique. Sans révolution (acte politique), pas de socialisme ; et dès que celui-ci commence à agir, il fait sauter les cadres politiques. En passant par une révolution politique pour engager une révolution sociale est donc une nécessité²⁰. Mais l'inverse n'est pas vrai : vouloir donner un contenu social à une révolution purement politique est pure rêverie.

C'est donc par la philosophie (l'humanisme encore feuerbachien) que Marx avance politiquement et qu'il pose les repères : *« L'homme est incomparablement plus immense que le citoyen. Et donc l'émancipation sociale plus immense que l'émancipation politique »*. Ce faisant, il bouscule tous les débats en cours, entre ceux qui ne jurent que par la révolution politique (violente ou pacifique) et ceux qui n'envisagent que la révolution sociale. C'est les deux qu'il faut articuler, dit Marx. La révolution sociale – qui est tout à fait nécessaire – passe par la révolution politique. Il faut renverser les pouvoirs en place pour engager le changement social et l'expliquer. Mais ce renversement des pouvoirs n'est qu'un passage obligé. L'enjeu est bien le changement social. Le peuple ne s'y trompe d'ailleurs pas, qui rêve de "la sociale". *« Mais se mettre en état de l'atteindre passe par la révolution politique, sauf à demeurer éternellement l'arme au pied »*.

On est partis d'une réflexion sur les rapports entre l'homme et le citoyen, et on en arrive à une clarification des rapports entre la révolution sociale et la révolution politique.

« Du coup, la question théorique se déplace : qu'est-il au juste cet homme à émanciper qui déborde immensément le citoyen ? ». C'est le prolétaire, le travailleur, l'ouvrier, le salarié. Comprendre tout cela va passer *« par l'appropriation critique de l'économie politique »*. Marx engage ce travail dans les **Manuscrits de 1844** tout en fréquentant, par ailleurs, les ouvriers parisiens, ce qui lui donne l'occasion de constater (il le dit dans les **Manuscrits**) qu'à l'occasion des réunions sur des questions de doctrine et de propagande *« ils s'approprient (...) un nouveau besoin, le besoin de société »*. Marx admire la fraternité qui unit ces hommes. *« De fondation, dit Sève, la visée communiste est bien autre chose que politique et théorique : elle est humaine. Changer le monde change la vie »*.

L'aliénation en 1844 : un concept piégé par l'humanisme abstrait (p. 71-77)

Le concept d'aliénation occupe une place centrale dans les **Manuscrits de 1844**. C'est, indique Sève, *« ce processus capital où l'activité productive (tätigkeit) d'un sujet se concrétise en une extériorisation (Entäusserung) où elle devient comme étrangère à elle-même (Entfremdung) (...) – objectivation de l'être-actif où l'on peut voir (...) la destructrice »*

²⁰ Étant entendu *« qu'une fois engagée la révolution sociale, la forme politique de la révolution est caduque et doit être rejetée comme telle, car elle ne fait qu'en réduire inacceptablement le champ »*. Où l'on voit poindre la question du sort de l'Etat dans la révolution.

*perte de soi à laquelle est soumis le prolétaire dans son activité laborieuse – c'est le travail aliéné²¹ ». le prolétaire est dessaisi de son produit, mais aussi de son activité productive et, en fin de compte, « frustré de sa vie même, dont le travail est une part centrale ». L'aliénation au travail confine donc à la déshumanisation. "Perdre sa vie à la gagner", disent les prolétaires. Les **Manuscrits de 1844** contiennent à cet égard des pages très fortes qui inspirent encore les chercheurs.*

Pour autant, l'ouvrage trahit la *« grande inexpérience encore (de Marx) dans les questions économiques²² »*. L'objectivation de l'activité laborieuse dans son produit est systématiquement confondue avec l'aliénation, ce qui mérite débat ; *« comme le croyant s'aliène dans la religion, l'ouvrier s'aliénerait lui-même dans le travail »* ; et le capitaliste ? Fantôme ? Tout cela mène à l'idée d'auto-aliénation, Marx allant jusqu'à dire que le travail aliéné serait *« la cause immédiate de la propriété privée »*. En fait, Marx a transféré sans critique le processus de l'aliénation religieuse²³ sur l'aliénation du travail dans l'entreprise²⁴ ; sauf que si les dieux ne sont qu'illusion humaine, les capitalistes non ! *« Dit plus crûment : ce n'est pas le dehors – le capital, le monde social concrètement existant – qui induit le dedans – l'aliénation du travailleur – mais l'inverse »*. On voit tout de suite l'issue : il faut supprimer l'aliénation pour faire advenir *« la propriété véritablement humaine et sociale²⁵ »* ; mais comment ? *« L'aliénation version 1844 est logiquement inaccordable avec la visée communiste »*.

L'humanisme de Marx est encore spéculatif et abstrait. En ce qui concerne l'anthropologie, la nature reste la référence fondamentale²⁶.

²¹ Sur ce thème de l'aliénation, voir Lucien Sève, *Aliénation et émancipation*, La dispute, 2012.

²² Cf. les explications de L. Sève p. 74-77 (je les ramasse ici en une quinzaine de lignes).

²³ *« les dieux ne sont pas originellement la cause, mais l'effet de la confusion mentale humaine »* (p. 126 des Manuscrits).

²⁴ C'est le travail aliéné qui *« engendre »* le rapport capitaliste (p. 126 des Manuscrits).

²⁵ P. 128 des Manuscrits.

²⁶ C'est l'époque des "bosses du crâne" du Dr Gall.

Vers une anthropologie matérialiste-historique (p. 77-82)

Ce qui va faire sortir Marx de l'impasse dans laquelle il se trouve, c'est le mouvement qu'il va faire, en 1844-1846, vers une anthropologie matérialiste et historique. Cela commence – dès les *Manuscrits* - par cette distinction : si nous naissons *Homo sapiens* (homme-femme ; doté(e) de telles et telles capacités physiques), « *de ce que nous allons être en tant que sujet parlant et pensant, personne juridique et morale, personnalité fruste ou cultivée, citoyen actif ou non, rien n'est donné d'avance, rien ne se comprend en dehors d'une vie elle-même de part en part interactive avec un monde historico-social donné* ». On est tout de suite très loin des "bosses du crâne" du Dr Gall. Pour devenir scientifique, la psychologie doit s'ouvrir au monde de l'industrie et du travail social. Le bougé est notable.

Mais il reste engoncé dans une conception naturaliste. L'histoire de l'homme reste une partie de l'histoire de la nature. L'essence humaine « *reste conçue comme d'ordre ultimement naturel – « essence humaine » demeure largement synonyme de « nature humaine »* ». Le dogme de l'intériorité de l'essence humaine n'a pas encore été déconstruit : « *ce que nous sommes en tant que personnalité évoluée ne fait qu'exprimer une nature humaine invariable originairement présente en nous* ». Impossible, dans ces conditions, de penser une « *visée de transformation sociale anthropologiquement radicale* ».

Autre bougé, à l'automne 1844, dans *La Sainte Famille*. Marx souligne « *la toute-puissance de l'expérience, de l'habitude, de l'éducation, des circonstances extérieures sur l'homme, la grande importance de l'industrie* ». Et il fait cette remarque : « *Si l'homme est formé par les circonstances, il faut former les circonstances humainement* ». L'anthropologie est encore naturaliste (l'homme change en fonction de ses sensations et de son expérience), mais commence à poindre une humanité « *ne résidant pas à l'intérieur de « l'homme » individuel, à la façon d'une nature* ».

Autre avancée au printemps 1845. Marx est à Bruxelles. Engels l'a rejoint. Ils griffonnent sur un carnet les *Thèses sur Feuerbach*. Et la 6^è dit ceci : « *L'essence humaine n'est pas une abstraction inhérente à l'individu pris à part. Dans sa réalité, c'est l'ensemble des rapports sociaux* ». L'essence humaine (et non pas la nature humaine) est référée à des rapports et des conditions externes qui s'intériorisent en l'homme. « *essence excentrée avant d'être internalisée* ». Essence historique et muable, comme les rapports et conditions.

Et Sève de conclure : « *à notre humanité première d'Homo sapiens, identité biologique native qui fait de nous des primates, est venue s'adjoindre puis se surimposer avec une grande puissance, au fil de millénaires d'activités productives variées, une deuxième*

humanité historiquement créée, ensemble évolutif d'outillages et langages, rapports sociaux et acquis culturels en croissance exponentielle, sa cumulation extraorganique l'affranchissant des limites de l'individualité, chacun(e) ne pouvant dès lors s'en approprier qu'une part très limitée et infiniment singulière, ce qui, par-delà son individualité biopsychique, définit sa personnalité historico-culturelle. Tout être vivant naît porteur de son espèce biologique, seul le petit d'Homo sapiens a de plus à devenir membre du genre humain produit par les générations antérieures – ce que vise l'appellation feuerbachienne d'« être générique » ». Le petit d'homme a à s'hominiser ; à s'approprier une humanité. C'est plus qu'une condition, c'est une tâche.

Le pas en avant est énorme. Et ce n'est pas terminé.

Le développement universel des individus, condition du communisme (p. 82-87)

« L'Idéologie allemande commence à déployer cette novation ». Marx et Engels reprochent à Feuerbach de dire *« l'Homme »*²⁷ au lieu de dire *« les hommes historiques »* ; *« Il ne saisit pas les hommes dans leur contexte social donné, dans leurs conditions de vie préexistantes, qui en ont fait ce qu'ils sont »*. Ils explicitent la 6^e thèse : *« Cette somme de forces productives, de capitaux, de formes de l'échange social que chaque individu et chaque génération trouvent en préalable comme quelque chose de donné est le fondement réel de ce que les philosophes se sont représenté comme "substance" et "essence de l'homme" »*. L'aliénation se définit maintenant comme *« la radicale séparation qui s'est historiquement établie entre les hommes et leurs forces productives »*, puisqu'elles ne sont plus *leurs* forces productives justement, mais *« celles de la propriété privée »*. Mais de cette aliénation-là, les hommes réels – *« et non plus cette grande abstraction vide qu'est "l'homme" »* - peuvent sortir. *« Voilà qui met à l'ordre du jour une révolution plus radicale que toutes celles du passé »*.

L'humanisme philosophique s'est transmué en anthropologie matérialiste, et est devenu la *« composante de base de la visée communiste »*. Pour le genre humain, c'est la perspective que les puissances sociales se rangent *« sous leur contrôle et domination consciente »*, et pour les individus c'est celle de pouvoir devenir *des « individus complets »*.

C'est la perspective d'une appropriation (*Aneignung*) dont le sens doit être précisé : non seulement s'approprier des avoirs nouveaux, mais aussi s'approprier des savoirs nouveaux, les faire soi. Autrement dit : prise de possession et développement. Révolutionner la société

²⁷ ...et de penser *« l'Allemand »* !

et l'individu à la fois. Et revoilà l'essence humaine. *« L'anthropologie sous-jacente à la visée communiste marxienne est donc d'un même mouvement et inséparablement théorie de la formation sociale et de la formation individuelle »*. C'est ce que Marx dit à Annenkov dans une lettre de décembre 1846 : *« L'histoire sociale des hommes n'est jamais que l'histoire de leur développement individuel... »*. Libérer les rapports sociaux pour libérer les individus. Libérer les individus pour qu'ils puissent libérer les rapports sociaux.

Les résultats acquis à ce stade (période 1843-1845) :

En 1840, avant que Marx et Engels ne s'en mêlent, le communisme c'est la revendication de l'égalité et de la communauté des biens (surtout de la terre). C'est un communisme agraire, déiste et nostalgique d'un supposé âge d'or, conservateur donc. Saint-Simon bouleverse une première fois les termes du débat en plaçant l'âge d'or non plus dans le passé, mais dans l'avenir (la ville, les usines, les prolétaires), c'est-à-dire en avançant vers l'idée d'un communisme de l'âge industriel. La différence avec le socialisme tient alors au fait que ce dernier – à la différence du communisme – ne nie pas les différences natives entre individus, lesquelles justifient la diversité des positions sociales.

En 1843, Marx, qui est alors nourri de la lecture de Feuerbach, dit du communisme qu'il *« n'est lui-même qu'une manifestation originale de l'humanisme »*. Le concept d'homme, toutefois, a déjà perdu chez ces auteurs ses relents moralisants et désigne déjà un *« concept inaugural d'une anthropologie critique, et par là révolutionnaire »*. Le communisme tend vers l'affranchissement politique et l'émancipation sociale.

Oui, mais par quoi commencer ? Le social (l'insurrection) ou le politique (la conquête du suffrage universel) ? Chacun y va de sa réponse. Pour Marx (cf. *La question juive*), *« l'homme est plus immense que le citoyen, et la vie humaine que la vie politique »*. Si la révolution est sociale, elle sera politique. Bien sûr qu'elle doit aussi être politique car il faut renverser l'ancien pouvoir. En fait, il faut articuler les deux.

C'est dans les *Manuscrits de 1844* que Marx va définir cet homme aliéné (à émanciper) qui dépasse immensément le citoyen. *« (...) l'activité productive du sujet se concrétise en une extériorisation où elle devient comme étrangère à elle-même (...) »*. Le prolétaire est dessaisi de son produit, mais aussi de son activité productive et, en fin de compte, *« frustré de sa vie même, dont le travail est une part centrale »*. Mais Marx, qui a transféré sans critique le processus de l'aliénation religieuse sur le travail dans l'entreprise, voit l'ouvrier responsable de son aliénation. Nulle visée communiste envisageable dans ces conditions. Dans les *Manuscrits*, toutefois, même s'il reste dans une conception de l'homme naturaliste, et même s'il continue donc de parler de nature humaine, il commence à dire que *« rien n'est donné d'avance (chez l'homme), rien ne se comprend en dehors d'une vie elle-même de part en part interactive avec un monde historico-social donné »*.

Ce bougé est confirmé à l'automne 1844 dans *La Sainte Famille* : *« Si l'homme est formé par les circonstances, il faut former les circonstances humainement »*, et débouche, au printemps 1845, sur l'avancée décisive des *Thèses sur Feuerbach*, et notamment de la 6^è d'entre elles : *« L'essence humaine n'est pas une abstraction inhérente à l'individu pris à part. Dans sa réalité, c'est l'ensemble des rapports sociaux »*. Exit la nature humaine. C'est d'essence humaine qu'il faut parler.

L'Idéologie allemande va commencer à déployer les innovations des *Thèses*. L'aliénation se définit maintenant comme *« la radicale séparation qui s'est historiquement établie entre les hommes et leurs forces productives »* et l'émancipation comme la réconciliation des deux instances : libérer les rapports sociaux pour libérer les individus, et libérer les individus pour qu'ils puissent libérer les rapports sociaux. L'anthropologie est maintenant matérialiste, et elle est devenue la *« composante de base de la visée communiste »*.

Chemin faisant, *« le centre de l'attention théorique (est passé) de la nature à l'histoire »*.

Vers une conception matérialiste de l'histoire. Les forces productives (p. 87-92)

« *Le centre de l'attention théorique (est passé) de la nature à l'histoire* ». Sur cette base, « *L'élaboration d'une conception matérialiste de l'histoire est un deuxième moment capital dans la formation de la visée communiste marxienne (...) si "l'homme" est en vérité ce qu'en fait le monde social, alors la clé de son devenir est à chercher dans l'histoire de ce monde* ». Pour l'heure, les socialismes et communismes français des années 1840 sont loin de cela. Les idées mènent le monde. La parole et l'écrit, prolongés par l'exemple, ont une efficacité décisive permettant de faire l'économie de la révolution. C'est l'époque des phalanstères (Fourier, Cabet, Dezamy), de la Banque du peuple de Proudhon. Autant d'échecs.

Marx s'assigne « *une nouvelle tâche : comprendre l'histoire aussi de façon matérialiste* ». Il s'inscrit en faux contre la croyance que les idées mènent le monde et s'intéresse aux « *conditions matérielles de la production et des rapports sociaux* ». Il va s'appuyer pour cela sur la toute nouvelle et bien concrète catégorie d'activité productive (tätigkeit), c'est-à-dire sur les rapports sociaux que celle-ci présuppose et engendre. Il emprunte à Engels le terme de force productive (die Produktivkraft). Au pluriel (die Produktivkräfte), le mot désignera « *l'ensemble des facteurs de l'activité produisant les biens sociaux, savoir les êtres humains qui fournissent un travail productif, les ressources naturelles et les instruments de production eux-mêmes produits par ce travail* ». Au singulier (die Produktivkraft), il désignera le « *niveau d'efficiency des forces productives, c'est-à-dire leur productivité* ».

Le niveau de développement des forces productives régit celui des humains eux-mêmes. Le chemin de fer suscite les voyages, lesquels enrichissent les hommes. « *ce n'est pas le procès idéal hégélien de la conscience-de-soi qui peut rendre compte de l'histoire, c'est à l'inverse le procès réel de la production matérielle qui fait comprendre jusqu'au développement de la conscience-de-soi* ». Fort de ces découvertes, Marx fait la leçon à Proudhon dans *Misère de la philosophie*. On commence à comprendre l'histoire, et on commence à voir comment en changer le cours. « *Il n'est pas possible de réaliser une libération réelle ailleurs que dans le monde réel, et autrement que par des moyens réels* ».

L'étude des forces productives et de la division du travail est donc centrale dans le matérialisme historique en cours d'élaboration. L'Idéologie allemande, toutefois, ne distingue pas encore entre division technique (ramification socioprofessionnelle) et division sociale (structure de classe de la formation sociale) du travail. C'est une source de flou qui rend difficile encore de penser les rapports ville-campagne ou les rapports travail matériel-travail intellectuel. Le terme de "rapports de production" (Produktionsverhältnisse), quoique présent ici ou là, n'est pas encore installé. On rencontre plutôt, à la place, "mode d'échanges" (Verkehrsform).

Classe et lutte des classes (p. 92-100)

Dans « *L'Idéologie allemande, les considérations sur le développement des forces productives s'articulent avec cet autre concept-clé qu'est la lutte des classes* », concept emprunté à Augustin Thierry²⁸ et François Guizot²⁹, c'est-à-dire à des auteurs bourgeois. Cela nous vaut des analyses suggestives mais qui, faute d'être pensées dans le cadre d'une dialectique forces productives-rapports de production, ne conduisent pas encore à une « *intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique*³⁰ ».

Ce pas en avant est fait en 1847 dans *Misère de la philosophie*³¹ : « *Une classe opprimée est la condition vitale de toute société fondée sur l'antagonisme des classes. L'affranchissement de la classe opprimée implique donc nécessairement la création d'une société nouvelle. Pour que la classe opprimée puisse s'affranchir, il faut que les pouvoirs productifs déjà acquis et les rapports sociaux existants ne puissent plus exister les uns à côté des autres. De tous les instruments de production, le plus grand pouvoir productif, c'est la classe révolutionnaire elle-même. L'organisation des éléments révolutionnaire comme classe suppose l'existence de toutes les forces productives qui pouvaient s'engendrer dans le sein de la société ancienne* ». On retrouvera ce tableau, en plus développé, quelques mois plus tard, dans le *Manifeste*.

Ce qui est acquis à la veille du *Manifeste* :

- « *Universellement aliénée, la classe ouvrière ne peut s'émanciper sans mettre fin à l'aliénation en en libérant la société entière, et cela à l'échelle internationale qui est déjà la sienne* ».
- « *Pareille émancipation présuppose le développement complet des forces productives que la société actuelle est capable de contenir, la classe laborieuse étant elle-même la principale de ces forces* ».
- « *Elle ne peut s'accomplir qu'au travers d'une lutte à la fois sociale et politique, puisqu'il y faut transformer de fond en comble les rapports sociaux en mettant fin à toute sujétion politique* ».
- « *Le terme de cette lutte sera la formation d'une société sans classes, qui sera aussi une société sans Etat, entendons par là sans pouvoir politique de classe* ».
- « *Est inévitable pour y parvenir une évolution violente, mais qui inaugurerà une histoire enfin libérée de toute violence de classe* ».

²⁸ https://fr.wikipedia.org/wiki/Augustin_Thierry

²⁹ https://fr.wikipedia.org/wiki/François_Guizot

³⁰ Formule du *Manifeste*.

³¹ Dans cet ouvrage, Marx se dit encore socialiste, mais c'est la dernière fois.

C'est sur ces bases que Marx écrira le **Manifeste**. Reste encore pendante, par contre, cette question : « *entre les forces productives et la lutte des classes – les deux concepts-clés du matérialisme historique -, quel est en dernière instance ce qu'on peut tenir pour le moteur de l'histoire ?* ». Si c'est les forces productives, il ne reste plus qu'à attendre que celles-ci mettent la révolution à l'ordre du jour (maturarionisme). Si c'est la lutte des classes, la balle est dans le camp de la classe révolutionnaire (volontarisme). Dans la réalité, bien sûr, cela peut être un peu des deux. Vu de manière pratico-pratique : quand sait-on qu'une situation est mûre, si ce n'est en faisant mouvement ? A l'inverse, quand on fait mouvement, comment sait-on que ce sera pour la "lutte finale" parce que la situation est mûre ? Ces questions hantent l'histoire du communisme jusqu'à aujourd'hui.

Mais cette question du moteur de l'histoire est-elle bien posée ?

Essor des forces productives, lutte des classes : quel moteur ? (p. 100-107)

Séparer et opposer forces productives et rapports de production c'est négliger ce qui les unit au sein d'une unité organique - le mode de production – dont elles constituent des fonctions. « *Considérer un mode de production du point de vue de ses forces productives (...), c'est le regarder comme système de rapports des humains avec la nature ; le considérer du point de vue des rapports de production (...), c'est le considérer comme système de rapports des humains entre eux* ». Lequel est déterminant ? Eh bien, les deux. Déterminants tous les deux, mais peut-être pas de la même façon ; car les forces productives sont soumises « *à la nécessité naturelle et aux impératifs technologiques* », alors que les rapports de production sont faits « *d'intérêts de classes et de rapports de forces politiques* ». Deux ordres de nécessités hétérogènes qui entrent en conflit, « *et cependant contraintes de constituer une unité dans la division technique du travail, forme immédiate de l'unité du mode de production*³² ».

Déterminants tous les deux donc, mais pas de la même manière. Ici encore, Sève reprend des analyses avancées en 1980. Il propose de distinguer le *fondamental* et le *décisif*³³. Est « *fondamental ce qui détermine le registre général du possible et/ou du nécessaire pour une réalité donnée. (...) Sera au contraire appelé décisif ce qui détermine à chaque moment parmi tous les possibles celui ou ceux qui vont se réaliser (...)* Le fondamental est déterminant dans l'ordre structurel, le décisif dans l'ordre conjoncturel (...) A terme, c'est toujours le fondamental qui s'avère en fin de compte décisif ».

³² L. Sève, *Une introduction à la philosophie marxiste*, éditions sociales, 1980.

³³ Sève explique que cette distinction, quoique « *catégoriellement inexplicitée dans L'Idéologie allemande* », y est « *activement présente sous l'idée d'une conflictualité économique-sociale progressive qui à un moment donné « éclate en révolution ouverte* », selon une formule du **Manifeste** ».

Forces productives et lutte des classes sont donc décisives toutes les deux, les premières « *de façon fondamentale et dans la durée* » ; la seconde « *de manière décisive et sans cesse au présent* ».

Prenons, pour illustrer cette idée, **Le 18 Brumaire** : « *Les hommes font leur propre histoire* » (← rôle *décisif* de la lutte des classes), mais dans des conditions qu'ils ne choisissent pas librement, « *qui leur sont données* » (← rôle du *fondamental*).

Cette catégorie de fondamental est liée à celle de présupposition, et toutes deux conduisent à l'idée d'une certaine prévisibilité de l'historique, tout du moins dans sa « *lourde tendance générale*³⁴ ». Cette idée est tout sauf secondaire car s'il est possible d'analyser « *les logiques de passage du passé au présent* », il doit l'être aussi « *d'éclairer celles qui peuvent conduire du présent au futur* », ce qui fait de la perspective « *d'un passage de l'humanité à une forme d'organisation sociale sans classes (...) tout autre chose (qu'une) annonce messianique ou (un) vœu pieux* ».

Cela veut dire aussi que le matérialisme historique nous prémunit à la fois du "contingentisme" type « *qui aurait dit ?* » et du "nécessitarisme" type « *ça devait arriver* » pour nous donner accès à « *l'idée marxienne de rationalité conditionnelle de l'histoire, unité dialectique de nécessaire et de contingent – nous pouvons décider avec une relative liberté ce que nous choisissons de faire, mais ce faisant nous activons des logiques inévitables dans le vaste répertoire du déterminé* ». Nous sommes libres pour autant que « *nous prenons lucidement en compte le réel* ».

Encore une fois, ces idées proposées par Lucien Sève ne font qu'affleurer dans **L'Idéologie allemande** et le **Manifeste**. Elles s'épanouiront plus tard. Pour l'heure, Marx soutient « *qu'il y a du rationnel dans notre histoire, un rationnel purement causal* », et c'est assez pour le distinguer de la « *science socialiste* ». Il « *substitue l'extrapolation attentive du présent à l'invention débridée du futur* », et cela suffit pour qualifier sa pensée de scientifique et non point utopique³⁵.

³⁴ Et « *non pas du tout en ses méandres si souvent inattendus* ».

³⁵ Sève recule, toutefois, devant les expressions "socialisme scientifique" ou "communisme scientifique", tellement elle ont été disqualifiées, dit-il, par la vulgate stalinienne.

Quel communisme ? (p. 107-115)

Cette période 1843-1845 est tellement riche conceptuellement (et la période 1845-1848 à venir l'est tellement elle aussi), qu'il vaut la peine de s'y attarder, et d'examiner encore les *Manuscrits de 1844*, notamment pour voir comment Marx y parle du communisme.

Sa manière est très hégélienne :

1. Analyse du communisme brut, grossier, qui veut supprimer universellement la propriété privée, en finir avec le luxe et le talent, et même avec le mariage, et n'arrive qu'à niveler la société et à produire des effets humainement désastreux³⁶.

2. Analyse du communisme comme négation politique, mais qui n'a pas encore saisi « *l'essence positive de la propriété privée* » (c'est-à-dire « *sa consistance non pas simplement politique mais économique* ») non plus que « *la nature humaine du besoin* » (c'est-à-dire « *son enracinement dans une réalité historico-sociale à transformer* »).

3. Analyse du communisme où est assurée « *la suppression positive de la propriété privée* », c'est-à-dire « *son dépassement effectif dans une forme sociale où devient possible l'appropriation réelle de l'essence humaine par et pour l'homme* ». La suppression de la propriété privée s'est faite, mais sans laisser la formation historico-sociale en l'état. « *L'humanité va enfin pouvoir réaliser son essence, c'est-à-dire devenir pleinement genre humain en chacun(e) de ses individus* ».

Cette analyse de 1844 reste essentiellement philosophique, et le communisme c'est encore ce qui permet « *la suppression positive de toute aliénation, et donc le retour de l'homme – à partir de la religion, de la famille, de l'Etat, etc. – dans son existence humaine, c'est-à-dire sociale* ». Le communisme est pensé comme négation de la négation. Le 3. est pensé comme négation du 2. Le communisme est un « *moment nécessaire de l'émancipation humaine et de la reconquête de soi, (...) (mais) (...) pas en tant que tel le but du développement humain – la figure de la société humaine* ». Et Sève poursuit : « *Ici Marx prend à son compte le mot socialisme comme appellation générique de l'avenir où aura lieu cette « résolution véritable du conflit de l'homme avec l'homme* ». En 1844, le communisme c'est pour Marx bien plus le « *processus de subversion du monde de la propriété privée (que le) résultat attendu de cette subversion* ».

³⁶ Sève convient que Marx force un peu le trait quand il brosse ce communisme grossier. Il rassemble en un tableau d'ensemble des traits épars entre les différents auteurs, ce qui ne manque pas d'exhausser leur caractère négatif.

A côté de cette analyse du communisme appelée à évoluer, les **Manuscrits** contiennent des développements stabilisés :

- Sur l'athéisme : Feuerbach a joué ici un grand rôle. **« La religion demeure pour Marx le prototype et comme la métaphore générale de toute aliénation »**. Le grand argument qu'il lui oppose est celui de **« l'engendrement de l'homme par le travail humain »**.
- Sur la femme : ici aussi, Marx pense directement à partir de Feuerbach. **« Sans toi, pas de moi »** dit ce dernier dans les **Manifestes philosophiques**, ce par quoi il entend l'unité de l'homme et de la femme ; ou bien : si **« l'homme est la providence de la femme, la femme est la providence de l'homme »**. **« La manière individuelle ou collective de traiter la femme prend valeur de test essentiel d'humanité »**.

1845-1846 : la visée communiste prend consistance (p. 116-125)

De septembre 1845 à mai 1846, c'est la rédaction de **L'Idéologie allemande**. L'humanisme philosophique se mue en anthropologie matérialiste au service d'une première vision globale de la visée communiste. La différence est de taille par rapport aux **Manuscrits de 1844**, où le **« communisme n'y est l'appellation que du dépassement historique de la propriété privée, non pas de la société future qui en résultera »**.

Regardons d'abord comment **L'Idéologie allemande** règle **« la question âprement discutée de la répartition des fruits du travail, sous laquelle est en jeu celle de l'égalité en son double sens naturel et social »**. Pour les saint-simoniens c'est **« de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses œuvres »**. Pour les communistes des années 1840 et pour **L'Idéologie allemande**, c'est **« à chacun selon ses besoins »**. En outre, et surtout, **« l'inégalité des capacités intellectuelles entre les individus n'est pas une donnée de nature, mais une production sociale »**.

Autre changement capital de registre : le passage de la **« communauté des biens »** (formule babouviste) à la **« suppression de la propriété privée »** entendue comme **« portant sur le mode d'appropriation des moyens de production et d'échange »**. Il ne s'agit plus de passer **« à un mode d'existence communautaire de type phalanstérien »**, plus ou moins partageux, mais d'en finir avec la propriété privée **« des moyens sociaux de production et d'échange »**. Le communisme n'en veut pas à mon verre...

Autre phrase à expliciter : **« Le communisme fait disparaître le travail »**. Marx vise ici **« le travail dans l'état de division aliénante que lui impose la société bourgeoise »**. Il s'agit d'abolir le travail répugnant, le *turbin*, et de **« le convertir en libre manifestation de soi, et même, comme il l'écrira en 1875, en « premier besoin vital » d'un être avide de déployer ses capacités, ce qui suppose un monde où l'on en a fini avec la condition prolétarienne même »**.

A expliciter aussi : « ***Il va de soi que la suppression de l'économie séparée ne peut aller sans l'abolition de la famille*** ». Par « ***économie séparée*** » il faut entendre l'économie domestique privée, qui asservit les femmes. A cette époque, socialistes et communistes lui opposent l'« ***économie domestique communautaire*** ». Marx, lui, qui vise l'émancipation (désaliénation) de la femme, a en tête « ***la socialisation de l'économie domestique, l'instruction publique de l'enfance, le système social de santé..*** ».

Avec ce thème de l'aliénation/désaliénation, « ***on touche au fond de la visée communiste*** ». Dans ***L'Idéologie allemande*** il a acquis un sens matérialiste-historique qu'il n'avait pas encore dans les ***Manuscrits de 1844***. Et voici le point : la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation socialiste, est une chose ; une autre est la « ***remise en cause de l'aliénation sociale dans la totalité de ses formes*** », c'est-à-dire la visée proprement communiste ; elle suppose « ***le progressif dépérissement de tout pouvoir étatique coercitif comme de toute idéologie déshumanisante, le libre développement formateur de chaque individu, la maîtrise partagée de tous sur le destin planétaire d'un genre humain en quête de la plus haute humanité*** ».

Sur les conditions nécessaires de l'avancée communiste (p. 125-130)

C'est dans ***L'Idéologie allemande*** que l'on trouve pour la première fois des analyses étoffées « ***sur les conditions nécessaires du « mouvement réel » d'orientation communiste*** ». Analyses appuyées sur le matérialisme historique :

- rôle *fondamental* des forces productives : leur appropriation et gestion privées sont « ***une entrave et un obstacle*** » ; leur abolition n'est « ***possible qu'avec la grande industrie*** », d'où il découle qu'« ***aucun mouvement communiste ne saurait jamais partir de la campagne, mais toujours de la ville*** » ; en outre, leur haut niveau de développement (et donc aussi de mondialité) est indispensable (→ pas de marche au communisme viable dans un pays faiblement industrialisé, ni dans un seul pays {« ***le communisme n'est empiriquement possible que comme l'acte accompli "d'un coup" {"auf einmal"} et simultanément par les peuples dominants...*** »}).

- rôle fondamental également de *la* force productive, « ***dont l'élévation est la condition même du communisme*** » ; son « ***grand accroissement*** » (conséquence directe du développement des forces productives) est « ***une condition pratique préalable absolument indispensable, car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue*** ». « ***Condition de haute pertinence*** », on le verra au XX^e siècle.

- rôle *décisif* de la lutte des classes : le développement des forces productives met en avant la classe ouvrière et, eu égard au contexte de mondialisation, la conduit à « **vivre l'histoire mondiale** » ; elle reste marquée, cependant, par son « **aliénation matérielle et culturelle** », et c'est ce qui rend « **incontournable le recours à la révolution** », pour lui permettre de « **s'arracher à toute la vieille saloperie et (de) se rendre capable de fonder à neuf la société** ». Et cela implique, dès avant la révolution, des individus hautement développés.

Intermède : critique de la critique de Marx (p. 130-139)

Sève aborde ici le traitement dont l'œuvre de Marx a été l'objet, que ce soit de la part de pays socialistes (exemple de la RDA) ou d'auteurs occidentaux (Sartre, Merleau-Ponty, Jean-Marie Benoist, Isaac Joshua...). Un passage plus long est consacré à Althusser, dont le "bilan", à cet égard, est contrasté. Sève critique sévèrement l'édition Rubel à *La Pléiade*.

Questions ouvertes (p. 139-147)

Que penser de ces deux thèses de Marx :

- « **Le mouvement du capital pousse inexorablement à un essor universel des moyens de production et des individus qui périmé de façon radicale le régime d'appropriation privée** »,
- « **mettre fin à cette aliénation primordiale émancipera l'humanité de toutes les autres** ».

La seconde thèse d'abord – *L'Idéologie allemande* articule "classe possédante dominant toute la société", "tares économique-sociales fondamentales" et "aliénations diverses et variées". Ces dernières devraient disparaître avec le passage à une société sans classes. En 1844, l'Introduction à la *Critique du droit politique hégélien* tient ce raisonnement pour la religion. Les *Manuscrits de 1844* font de même pour la prostitution. En 1848, le *Manifeste* tient des propos similaires, et y ajoute l'exploitation d'une nation par une autre.

Mais le verdict de l'histoire est sans appel : au XX^e siècle, rien de tout cela ne fut observable dans « **le monde du socialisme dit réel** ». « **aucune de ces désaliénations annoncées ne fut au rendez-vous** ». Du coup, on ne peut pas ne pas s'interroger sur la thèse du matérialisme historique « **selon laquelle toutes les aliénations sociales prennent source dans l'unique aliénation fondamentale de la société de classes, où la masse des exploités est dépossédée d'elle-même** ».

N'y a-t-il pas là une vision monocausale de l'histoire ? Disons d'abord que le matérialisme historique se caractérise par la forte mise en avant d'une double détermination : les forces productives et la lutte des classes. Mais cette double détermination n'est pas exclusive de causalités annexes, lesquelles agissent toutefois « **sous la dominance constante** » de la double détermination de base. On voit bien ici quels peuvent être les deux grands travers :

- ne vouloir voir que les déterminations de base (exit les causalités annexes),

- ou vouloir mettre au premier plan des causalités annexes au détriment des déterminations de base (exemple : les écologistes qui ne veulent pas entendre parler de lutte des classes).

« Reste cependant, exigence cruciale, à bien penser la connexité de la détermination dominante et des logiques adjacentes sans rien méconnaître de leur spécificité, ce que ne souligne pas L'Idéologie allemande... ».

La première thèse ensuite – *« Le mouvement du capital pousse inexorablement à un essor universel des moyens de production et des individus qui périmé de façon radicale le régime d'appropriation privée »*. « essor universel » renvoie à l'idée de marché mondial, d'une part, et, d'autre part, à celle de *« puissances à toutes fins et de tout lieu, tel le machinisme industriel, qui uniformise partout les travaux et leurs produits »*. Pour de telles forces productives le système de la propriété privée est une entrave. En outre, ces forces productives omnilatéralement développées tendent à former des individus qui le sont aussi, que Marx appelle les *« fossoyeurs »* dans le *Manifeste*.

Oui, mais le capitalisme développé ne fait-il pas cela tout en *« imprimant aux hommes comme aux choses des caractères étrangers, voire opposés aux exigences d'une société sans classes ? »*. Par exemple, en privilégiant les systèmes productifs qui développent le moins possible les hommes, et même les malmène... Par exemple, en épuisant la nature... S'agissant de *« présumés positifs d'une société sans classes »*, il faudrait y regarder de plus près. Cette question est juste entraperçue dans *L'Idéologie allemande*, sans être traitée³⁷. Le *Manifeste* n'apportera pas plus de réponses. En 1848, la visée communiste marxienne en est encore aux vues générales ; elle n'est pas encore entrée dans le *« « mouvement réel » qui doit lui donner corps »*.

Où commence à s'entrevoir la possibilité d'un drame (p. 147-155)

Mais revenons sur la seconde thèse, celle relative au développement universel des individus. Pour édifier une société sans classes, elle est cruciale. *« Or à cet égard aussi L'Idéologie allemande et le Manifeste témoignent d'un optimisme assez stupéfiant : les prolétaires y sont censés disposer de capacités universellement développées du simple fait que les moyens de leur travail sont eux-mêmes en voie de le devenir – comme s'il suffisait de travailler dans la scientificité tout juste naissante du machinisme industriel pour s'approprier la culture scientifique elle-même ainsi que l'expérience gestionnaire correspondante, et être tout acquis à la visée associative du communisme quand le marché capitaliste du travail impose contradictoirement aux travailleurs une âpre mise en concurrence »*.

³⁷ La révolution devra *« permettre à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles »*.

On peut lire, certes, dans *L'Idéologie allemande*, qu'« **une transformation en masse des hommes s'avère nécessaire pour la création en masse de la conscience communiste** », mais on n'y trouve pas de réponse à la question de savoir « **d'où concrètement pourra provenir la longue formation en eux de pareille conscience** ». C'est un impensé.

A quoi s'ajoute que pour Marx et Engels le développement universel des forces productives semble déjà acquis au milieu du XIX^e siècle, rendant ainsi obsolète/intenable la propriété privée ; et mettant à l'ordre du jour la révolution. Là est la source de cet optimisme inextinguible qui les caractérise, même après les longues années consacrées à l'économie et à l'histoire, mais qui, en 1848, est à son maximum.

« Ici affleure, pour la première fois en ce livre, la nécessité d'une interrogation radicale sur la validité essentielle de la visée communiste marxienne. De la puissante aspiration populaire et ouvrière à l'égalité des biens, le jeune Marx a tiré, avec un grand brio conceptuel, tout un "grand récit" historique, comme il est coutume de dire en langage postmoderne, dans lequel sonne l'heure grandiose de la fin pour la millénaire société de classes contrainte de céder la place à un nouvel ordre social où vont se dissoudre toutes les aliénations historiques et où l'humanisme des philosophes deviendra la réalité effective ».

N'y a-t-il pas plutôt là « **spéculation hégélienne retournée** », vue eschatologique³⁸, majoration flagrante des possibles, minoration juvénile des délais ? Une kyrielle d'anticommunistes le pensent. Althusser lui-même développe ce genre d'idées, en 1984, dans *L'avenir dure longtemps*. Et pourtant, dans les années 1990, la question communiste revient timidement dans les rayons des librairies. C'est que l'aggravation de la crise universelle du capitalisme « **révèle son entrée en longue phase terminale** ». « (...) **une infime minorité persiste à gérer des forces de plus en plus gigantesquement sociales comme son seul bien privé** ». La bulle idéologique de « **la fin de l'histoire**³⁹ » a fait long feu. « **Avortement prévisible d'une utopie** » l'échec historique du "communisme" ? A voir. La crise financière de 2007-2008 a fait apparaître « **l'effarante profondeur des contradictions du capital** ». Combien de temps cela va-t-il encore pouvoir durer ? Et si la visée marxienne n'avait été, au XIX^e siècle, qu'« **une grande vérité dont le temps n'était encore aucunement venu ?** ».

« Une tout autre façon d'envisager la question communiste commence d'apparaître ici – on entrevoit du même coup ce que va être la thèse centrale du présent livre. La raison cardinale du drame qui a dominé le court XX^e siècle n'est pas du tout l'invalidité de la visée communiste marxienne mais son extrême prématurité ». Raisonnant de façon « essentiellement conceptuelle », Marx et Engels ont pris « deux siècles d'avance sur

³⁸ Discours sur la fin du monde ou la fin des temps.

³⁹ Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire ou le dernier homme*, Flammarion, 1992.

l'histoire, prodigieusement plus lourde à se mouvoir que l'aérienne déduction logique ». Le « **Manifeste** annonçait donc un magistral futur en réalité impossible à atteindre avant longtemps ». Et les drames du XX^e siècle ne sont pas dus au fait que Marx se serait trompé mais à la façon dont il a vu juste.

Révolution : de la visée à la pratique (p. 155-160)

Retour à 1846. Marx et Engels, qui écrivent *L'Idéologie allemande*, se rendent compte qu'il va falloir joindre le geste à la parole et créent à Bruxelles le *Comité de correspondance communiste*. La *Ligue des justes* fait de même de son côté tout en considérant avec intérêt l'initiative de Marx et Engels. Et en février 1847 c'est le tournant : la *Ligue des justes* propose l'adhésion à Marx et Engels, que ceux-ci acceptent après que leurs conditions aient été acceptées. La *Ligue des justes* devient *Ligue des communistes* et change de mot d'ordre : « **Prolétaires de tous les pays unissez-vous !** ». Marx et Engels rédigent le programme de la nouvelle organisation : c'est le **Manifeste**.

On va y trouver deux thèses qui interrogent :

- Sur le rôle de l'Etat : dès 1844, Marx écrit que « *la révolution sociale présuppose la révolution politique pour la conquête du pouvoir d'Etat* », étant entendu que « *le but de toute l'entreprise n'en est pas moins la transformation fondamentale des rapports sociaux* » (société sans classes et sans Etat). D'un autre côté, Marx dit dans le **Manifeste** que « *le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher peu à peu à la bourgeoisie tout capital* », et en même temps pour augmenter la masse des forces productives. Soit des chantiers de grande ampleur. Ce qui manque ici c'est une réflexion sur la question du dépérissement de l'Etat.

- Sur la révolution : dans un autre passage du **Manifeste**, Marx et Engels voient l'Allemagne à la veille d'une révolution bourgeoise, elle-même prélude à la révolution prolétarienne, ne voyant pas que la logique historique est une chose et la complexité du réel en est une autre. Celle-ci peut tout à fait contrarier celle-là. De fait, la révolution bourgeoise allemande va avorter, du fait même de la bourgeoisie, car celle-ci ne veut pas ouvrir la voie à une révolution prolétarienne. Calcul de classe : plutôt la monarchie et les féodaux que les ouvriers. La logique historique ne fait pas tout.

1848-1849 : l'histoire à chaud (p. 160-169)

Le **Manifeste** tout juste paru, c'est la révolution un peu partout en Europe. Commencent pour Marx et Engels deux années d'intense activité pratique que l'on peut suivre dans *La Nouvelle Gazette rhénane*. La réaction européenne se ressaisit rapidement. En juin, Cavaignac écrase le mouvement parisien dans le sang. Marx saisit le tournant. La *Ligue des communistes* se divise. Marx, expulsé d'Allemagne en mai, arrive à Paris. En août 1849, il se fixe à Londres où il reconstitue la direction de la *Ligue des communistes*. Le temps du retour sur expérience est venu :

- En 1850, il publie *Les luttes de classes en France (1848-1850)*
- et l'*Adresse du Comité central à la Ligue des communistes* ;
- en 1852, il publie *Le 18 Brumaire de Luis Bonaparte*.

Quelles leçons ?

- **Sur la prise d'appui envisageable d'une révolution prolétarienne sur une révolution démocratique bourgeoise** - « *On ne peut aucunement compter sur d'autres forces que celles du prolétariat – elles-mêmes à construire, d'ailleurs – pour un combat révolutionnaire en faveur de mesures touchant pour de bon à la propriété et autres prérogatives bourgeoises* ».

La ligne d'action du parti révolutionnaire doit être la suivante : « *il fait front commun avec (la démocratie petite-bourgeoise) contre les fractions qu'il vise à renverser ; il s'y oppose en tout ce qui lui permet de consolider sa propre position*⁴⁰ ».

- **Sur les moyens et les formes de lutte** – l'adversaire a imposé sa réponse : l'affrontement révolutionnaire ne saurait être pacifique, il implique la « *dictature de la classe ouvrière*⁴¹ ». « *Dictature du prolétariat* », précisera Marx en mars 1852⁴². Il esquisse aussi une réflexion sur le double pouvoir : institutions étatiques-forces révolutionnaires. Une chose est claire : la visée communiste a partie liée avec la violence. « *Que les classes dirigeantes tremblent devant une révolution communiste !*⁴³ ». Mais il importe de bien voir que cette violence n'est en rien inhérente à la visée communiste ; elle résulte de la résistance de l'adversaire de classe, qui s'accroche à ses privilèges⁴⁴.

Leçons en chaîne (p. 169-177)

« *la violence insurrectionnelle populaire a toujours pour antécédent l' ancestrale et quotidienne violence sociale exercée dans la bonne conscience par les possédants sur les travailleurs (...)* ». Avant la terreur rouge, il y a toujours la terreur blanche. La terreur rouge est toujours une contre-terreur. Leçon apprise « *à l'école sanglante de juin 1848*⁴⁵ ».

Marx n'est pas pessimiste pour autant : « *Le principal résultat du mouvement révolutionnaire de 1848, ce n'est pas ce que les peuples ont gagné, mais ce qu'ils ont perdu : leurs illusions*⁴⁶ ». *Omnis determinatio negatio*⁴⁷ : préciser ce qu'est une chose exige de dire ce qu'elle n'est pas.

⁴⁰⁴⁰ *Adresse du Comité central à la Ligue des communistes*.

⁴¹ *Les luttes de classes en France*.

⁴² Lettre à Weydemeyer.

⁴³ *Manifeste*.

⁴⁴ Sur le rôle de la violence dans l'histoire, cf. *Anti-Dühring*.

⁴⁵ *Les luttes de classes en France*. Voir aussi, pour 1917, de Lucien Sève, *Octobre 1917, Une lecture très critique de l'historiographie dominante*, éditions sociales, 2017.

⁴⁶ *Nouvelle Gazette rhénane*, décembre 1848.

⁴⁷ Toute détermination est une négation.

Par exemple, la révolution ne tient pas en “trois glorieuses”. Il faut plutôt avoir en vue une époque historique, avec révolution/contre-révolution, réussites et échecs. Dans l’**Adresse**, Marx parle de *Revolution in Permanenz*, révolution en permanence, par quoi il entend un approfondissement progressif du contenu de classe de la révolution, celle-ci « **partant d’une rupture opérée autour de revendications bourgeoises ou petites-bourgeoises** » et se « **transmuant en révolution communiste** ». Dans la même **Adresse**, Marx, décidément « **en pleine invention politique** », emploie l’expression « **évolution révolutionnaire**⁴⁸ » pour désigner « **un processus historique qui prend son temps** », qui « **mène son affaire avec méthode**⁴⁹ ». « **Est remis en cause ici, implicitement mais nettement, le auf einmal**⁵⁰ **de L’Idéologie allemande** ».

Mais, du coup, nouvelle question : « **l’évolution révolutionnaire (doit-elle être entendue) comme processus pacifique de luttes et initiatives créant un rapport des forces apte à imposer démocratiquement des réformes à caractère révolutionnaire, dût-il ne pouvoir empêcher de temps à autre des épisodes violents. Dans cette acception, c’est l’évolution pacifique**⁵¹ **qui domine. Est-ce bien ce que Marx et Engels ont en vue dans l’Adresse de mars 1850 ? Il y a lieu d’en douter** ». En mars 1850, Marx et Engels semblent plutôt balancer entre « **évolution révolutionnaire** » (ce qu’ils ont écrit) et “révolution évolutionnaire” (la visée stratégique à laquelle ils croient encore en mars 1850). Ce n’est qu’en septembre 1850 qu’ils se rendront compte que « **l’Europe vient de plonger, pour longtemps peut-être, dans une période de réaction** ».

Ils en débattent au Comité central de la *Ligue des communistes* du 15 septembre 1850. : les conditions objectives de prise du pouvoir ne sont plus mûres ; nous ne pourrions pas y mettre en œuvre nos propres conceptions ; aussi bien, ajoute Marx, « **il n’est pas nécessaire d’être au gouvernement pour accomplir quelque chose** ». Les travailleurs peuvent essayer de « **faire triompher leurs intérêts de classe** » ; par exemple, « **pousser à l’extrême les propositions des démocrates**⁵² ». « **Est esquissée ici une stratégie d’évolution révolutionnaire visant à imprimer, en fonction du rapport des forces qu’établissent les luttes et sans mélanger les phases, un contenu révolutionnaire prolétarien à une politique d’abord progressiste petite-bourgeoise. Prend ainsi figure ce qui va être durant un siècle pour nombre de partis communistes une démarche difficile mais féconde d’alliances sans confusion** ». Sur ces bases, Marx et Engels se disent plus que jamais communistes, tout en se déclarant prêts, -selon les conjonctures et les

⁴⁸ Die revolutionäre Entwicklung.

⁴⁹ **18 Brumaire**.

⁵⁰ D’un seul coup.

⁵¹ Façon Jaurès, bien des années plus tard.

⁵² « **Passer par exemple du rachat des chemins de fer par l’Etat à la confiscation sans rachat, de l’impôt seulement proportionnel à l’impôt fortement progressif, et ainsi de suite** ».

questions posées, -à nouer des alliances avec ce qu'on appelle depuis peu la "social-démocratie", qu'ils continuent mordicus de distinguer nettement du communisme⁵³.

La visée communiste marxienne : une découverte bientôt recouverte (p. 177-183)

« Durant plus d'une décennie – jusqu'à 1863-1864 -, la question de la visée communiste, et plus largement même celle de toute émancipation sociale, va rester semble-t-il au point mort. Partout en Europe règne la réaction politique et sociale, la révolution de 1848 devient peu à peu de l'histoire ancienne, Marx et le Manifeste sombrent dans un oubli quasi général, les puissantes mutations de tous ordres que suscite en Europe l'industrialisation capitaliste y engendrent à petit bruit une conjoncture foncièrement nouvelle, d'où va surgir une époque elle-même très inédite du mouvement social ».

C'est le moment de faire le point sur la visée communiste marxienne au début des années 1850. Son contenu (cf. supra) a résisté aux années 1848-1849, mais le concept de révolution qui lui est associé s'est considérablement précisé. Il s'agit de passer d'une société de classes (avec domination d'une classe) à une société sans classes (libérée donc de toute domination de classe), d'une part, et, d'autre part, de faire disparaître l'Etat. Engagée certes *« par une minorité, mais en faveur de l'immense majorité, cette révolution n'a besoin de violence que pour briser la résistance des possédants (...). (C'est donc) un acte socialement violent pour en finir avec toute violence sociale »*. Le chantier étant immense, cette révolution doit être envisagée comme *« une époque d'évolution révolutionnaire »* avec des luttes de classes plus ou moins vives, des rapports de forces changeants, des transformations des rapports sociaux comme des consciences individuelles. Le communisme n'est donc pas *« un état de la société conçu d'avance »* (un projet) mais un mouvement (une visée). Pour tout cela il faut un parti communiste, *« organisation de type radicalement neuf (...) à la fois résolument autonome (...) et intelligemment ouverte à des politiques de large alliance (...) »*. Forme d'organisation, mode de fonctionnement, éducations théorique et pratique à inventer.

Et là, il faut relever une première énorme difficulté : pendant des décennies, les œuvres de Marx vont rester inaccessibles. Les *Manuscrits de 1844* et *L'Idéologie allemande* ne sont traduits en français qu'en 1937, 90 ans après leur rédaction ! Lénine ne les connaît pas. Le *Manifeste* est accessible en France en 1885 (+ 47 ans), *Les luttes de classes en France* en 1900 (+ 50 ans), le *Capital* dans son intégralité en 1924-1925 (+ 50/60 ans), les *Grundrisse* en 1967-1968 (+ 90 ans). La *« genèse philosophico-théorique de la visée communiste a sombré dans l'oubli général au cours des années 1850, au point – fait linguistique d'immense portée*

⁵³ A l'occasion, le mot socialisme peut toutefois être employé à titre générique pour désigner toute position *« qui tend au dépassement du régime de propriété privée »*. Entre communistes, cependant, *« le qualificatif de socialiste, de social-démocrate est entièrement dépréciatif »*.

politique – que le mot même de communisme s’efface de l’usage. (...) Nous sommes ici à la source intellectuelle première du drame du siècle dernier ».

« A quoi est venu s’ajouter l’effet majeur produit par la dramatique issue des révolutions de 1848. Le Manifeste les ayant inscrites d’avance sous le signe du communisme, c’est sa faillite que semblait avoir scellée l’échec révolutionnaire ».

« Ainsi a commencé de s’ébaucher dans le non-dit un redoutable partage de sens entre les mots communisme et socialisme : au premier, vieilli, les enchantements désirables du rêve, au second, moderne, les solides réalités du possible, l’exemptant donc de maintes exigences incontournables, exposées comme telles par Marx, d’un véritable révolutionnement social ». Conquérir le pouvoir, mais pas pour révolutionner l’ordre social ; nationaliser/étatiser, mais sans gestion effective par les producteurs directs ; démocratiser la vie politique, mais sans en finir avec le pouvoir d’Etat. Le réalisme, quoi ! Le communisme, ce sera pour plus tard, éventuellement. Viser le socialisme, oui... mais le communisme... le communisme... « C’est ce capital changement de cible qui s’est engagé dans le mouvement ouvrier allemand des années 1860 ».

Du communisme marxien au socialisme lassallien (p. 183-191)

Ferdinand Lassalle (1825-1864) est fondateur et dirigeant de l’Association générale des travailleurs allemands⁵⁴. Son œuvre et sa pensée vont *« marquer de manière profonde et durable toute l’histoire de cette social-démocratie, et par là, conflictuellement, celle même du mouvement animé par la visée communiste ».*

Sève concentre son examen sur deux textes de Lassalle⁵⁵ et trois traits constitutifs de la visée communiste : 1) l’appropriation directe et active par les travailleurs des moyens de production et d’échange, conduisant à une société sans classe, 2) L’extinction de l’Etat en tant que pouvoir politique des classes dominantes sur l’ensemble de la société et 3) L’action systématique d’un parti tendant par sa structure et son fonctionnement à favoriser l’émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.

Point 1 – Lassalle n’a pas d’idée claire de ce qu’est une classe et *« mêle dans ce qu’il appelle « classe travailleuse » « les ouvriers, les petits-bourgeois, les artisans et tous les paysans »*. Il ne prend pas en compte l’exploitation spécifique du prolétariat. Il reprend à son compte la “loi d’airain des salaires” de l’économie politique bourgeoise et *« pose comme unique objectif qui vaille pour la « classe travailleuse » la conquête du suffrage universel : c’est lui qui est censé devoir abolir les classes »*. Voie électorale donc. En

⁵⁴ ADAV en allemand.

⁵⁵ *Programme ouvrier*, conférence d’avril 1862, et *Lettre ouverte au Comité central de Leipzig*, de mars 1863.

cette époque d'extension du droit de vote, beaucoup ont l'illusion, en effet, « *qu'on va ainsi miraculeusement atteindre à la justice sociale dans le cadre de la société bourgeoise* ». Ce type de programme « *va donner son sens durable au mot socialisme* ». En matière économique, « *Lassalle n'a que la vieille idée des associations de production créées avec l'aide de l'Etat* ».

Point 2 – Il conserve le culte de l'Etat de Hegel. Pour Lassalle c'est l'Etat lui-même « *qui prépare son propre dépassement* » en accomplissant par lui-même jusqu'au bout son œuvre de liberté : « *L'Etat est ce qui a la fonction d'accomplir ce développement du genre humain vers la liberté* ». L'étatisme de Lassalle est de plus sérieusement teinté de nationalisme, « *autre ligne majeure de clivage avec Marx* ».

Point 3 – Enfin, le parti de Lassalle, dont il a seul rédigé les statuts, est monarchique. Tous les pouvoirs appartiennent au président, élu pour cinq ans, entouré d'un comité directeur, élu pour un an. Pas de congrès, seulement des assemblées générales. Ce n'est pas avec un parti de cette sorte que les travailleurs allemands allaient rattraper leur retard démocratique. L'AIT créée en 1864 par Marx est à l'opposé.

Bref : « *ce que Lassalle a en somme transmis en héritage à la social-démocratie allemande des années 1870 et suivantes, et à travers elle à celle du monde entier, ce sont surtout ces choses hautement maléfiques : la réduction de la lutte révolutionnaire à la joute électorale, la métamorphose de l'internationalisme en chauvinisme, la culture organisationnelle gravement aliénante du parti vertical, dans quoi se trouvent en germe des catastrophes aux terribles effets, comme celle du vote socialiste d'août 1914 au Reichstag donnant le feu vert à la Première Guerre mondiale (...)* ».

La social-démocratie allemande et le cas Rosa Luxemburg (p. 191-200)

De la social-démocratie allemande il faut d'abord regarder les résultats électoraux : 9% des suffrages en 1877, 6% en 1881 (suite à la législation d'exception de Bismarck), 10% en 1884, 20% en 1890 (conséquence du retrait de la législation d'exception), 31% en 1903 ! « *Simultanément, le mouvement syndical impose par de larges grèves maintes revendications ouvrières* ».

La social-démocratie et Karl Kautsky, sa figure emblématique, deviennent un exemple de combativité et d'efficacité. La social-démocratie est « *la cheville ouvrière dans la création de la II^e Internationale à Paris, pour le centenaire du 14 juillet 1789, dans la campagne pour la journée de huit heures, la bataille annuelle du 1^{er} mai (...)* ». Beaucoup, dans le monde ouvrier, comptent sur la social-démocratie pour respecter le serment de 1912, au Congrès de Bâle : « *Guerre à la guerre !* ». Quelle ne sera pas leur déception...

Mais cette faillite d'août 1914 vient de loin : renoncement aux exigences de la lutte de classe, électoralisme, sensibilité à l'idéologie bourgeoise régnante, lutte interne contre l'aile gauche, acquiescement au « *thème impérialiste ravageur* » de la guerre salvatrice contre la Grande Bretagne et la France permettant à l'Allemagne d'obtenir sa légitime « *place au soleil* », politique d'« *entente avec les courants présentables de la bourgeoisie* », reconnaissance de « *la nécessité du réformisme* », ...

Le SPD est-il marxiste ? Nombre de ses dirigeants ont connu Marx. Ils consultent Engels⁵⁶. Kautsky se réclame de leurs œuvres. Il fut secrétaire d'Engels et sera son exécuteur testamentaire. Il fait figure de théoricien de référence dans tout le mouvement socialiste international.

Mais a-t-il bien compris Marx ? Rosa Luxemburg a doute, au point qu'elle finira par rompre avec Kautsky. On se rend compte, en lisant les œuvres de celui-ci, qu'il n'a pas intégré la dialectique du fondamental (les forces productives au sens large) et du décisif (la lutte des classes). Pour Kautsky, « *les forces productives, identifiées d'ailleurs aux seuls moyens techniques, régissent le cours de l'histoire avec une nécessité « d'airain »* ». La victoire du socialisme est « *inévitable* ». Il n'y a qu'à attendre. Exit la lutte révolutionnaire. « *Le parti socialiste est un parti révolutionnaire, il n'est pas un parti qui fait des révolutions* », dit Kautsky.

Et voici le point : la social-démocratie allemande « *a fait une puissance du mouvement ouvrier, mais puissance impuissante ; elle a imposé le marxisme à l'attention mondiale, mais marxisme énucléé de son âme : la visée communiste. Du mot même de communisme, Kautsky fait tranquillement une vieillerie : évoquant la future économie coopérative, il la qualifie de « production communiste ou, comme on dit aujourd'hui, socialiste », et ajoute dans la foulée : « ce n'est pas au communisme primitif que le mode de production socialiste qui s'annonce se rattachera, mais bien à la production capitaliste »* ».

Il faudrait aussi évoquer la médiocrité de la démocratie interne au SPD, et sa bureaucratisation, que R. Luxemburg pointe en 1909 dans une lettre à Victor Adler.

L'esprit du **Manifeste** reste présent, par contre, chez Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Au tournant des XIX^e et XX^e siècles, cette dernière « *entre en rébellion contre l'embourgeoisement de la social-démocratie* ». Elle s'insurge dans *Réforme sociale ou révolution ?*, en 1899, contre le révisionnisme de Bernstein. En 1906, elle plaide pour la *Grève de masse*. Elle se rapproche de Lénine. Lors de la révolution de 1918 en Allemagne, elle dirige la *Ligue Spartakus*. Ses indications stratégiques sont précieuses pour qui a en ligne de mire le

⁵⁶ Engels meurt en 1895.

communisme : lorsque le prolétariat prend le pouvoir, *« il lui faut immédiatement mettre en chantier des mesures socialistes de la façon la plus énergique, la plus dure, la plus brutale, donc exercer une dictature, mais une dictature de la classe, pas celle d'un parti ou d'une clique ; dictature de la classe, cela signifie qu'elle s'exerce devant le public le plus large, avec la participation sans entraves, la plus active possible, des masses populaires, dans une démocratie sans limites... »*. R. Luxemburg est assassinée, ainsi que Liebknecht, le 14 janvier 1919.

Le socialisme français et le cas Jean Jaurès (p. 200-206)

Le socialisme français renaît de ses cendres dans les années 1880, dix ans après la Commune. La SFIO est fondée en 1905, et l'article 1^{er} de ses statuts est très engageant : *« Le Parti socialiste est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste, et pour moyen l'organisation économique et politique du prolétariat. Par son but, par son idéal, par les moyens qu'il emploie, le Parti socialiste, tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière, n'est pas un parti de réforme mais un parti de lutte de classes et de révolution »*. *« Et pourtant, la SFIO, tout comme le SPD, va pratiquer l'Union sacrée en 1914, après avoir poussé très loin l'opportunisme électoraliste et même la collaboration de classe⁵⁷ »*. Si les actions conduites peuvent se comparer – quoique en moins ample – à celles du SPD, par contre la faiblesse théorique – bien que masquée par l'agitation doctrinaire de Jules Guesde – est plus marquée : matérialisme historique réduit à un fatalisme, distance avec la visée communiste (*« Pour ne pas effrayer... »*). Paul Brousse plaide le *« possibilisme »* : *« au « matérialisme vieillot » et à l'autoritarisme « sans scrupules » de Marx, il opposait dans un article de 1881 une « politique nouvelle » « tenant toujours à l'intégralité communiste de son programme, inscrivant régulièrement sur son drapeau toute la somme d'idéal que la science permet de prévoir, mais se plaçant pour la lutte quotidienne sur le terrain de la possibilité, réalisant ainsi son idéal par morceaux » »*. Traduction : le communisme n'est rien de plus qu'un idéal ; en attendant sa (très) hypothétique réalisation, on fait ce que l'on peut. Cela va donner *« le renoncement en profondeur à la fermeté de classe marxienne, et même une orientation à contre-front sur des points aussi essentiels que l'appropriation des moyens de production par les producteurs directs, le démantèlement de l'Etat bourgeois, la lutte intransigeante contre le militarisme de puissance prédatrice... »*.

⁵⁷ Alexandre Millerand ministre dans le gouvernement de Waldeck-Rousseau aux côtés du *« général massacreur des communards Galliffet »*.

« C'est pourtant en pareil contexte que se forment longuement la pensée et la pratique de Jean Jaurès ». « Philosophiquement, il y a de quoi voir en lui un idéaliste passionné, un croyant même... ». « Politiquement, Jaurès n'est pas seulement venu d'assez loin au communisme de Marx, il passe souvent pour n'y être même jamais arrivé... ». Laura Lafargue le gratifiait du doux sobriquet d'« *Empereur de la phrase* ».

Oui, mais... Jaurès a aussi écrit ceci : « *Le Parti socialiste (...) sous peine de se perdre dans le plus vulgaire empirisme et de se dissoudre dans un opportunisme sans règle et sans objet, devra ordonner toutes ses pensées, toute son action en vue de l'idéal communiste. (...) Ce serait en tout cas une grande erreur et une grande faute de paraître dissoudre dans les brumes de l'avenir le but final du socialisme. Le communisme doit être l'idée directrice et visible de tout le mouvement*⁵⁸ ».

Il faut y regarder de près, et c'est ce que nous aide à faire Jean-Paul Scot⁵⁹. Bien sûr, si on lit le Jaurès des années 1890, on trouve « *l'ardente conviction selon laquelle le monde n'est pas un chaos insensé, mais une conscience universelle en genèse, et l'histoire humaine un « immense mouvement de justice »*⁶⁰ conférant une dimension religieuse au socialisme ». Ce n'est pas cela le marxisme, certes. Mais regardons ce que notre homme dit des rapports entre matérialisme et idéalisme religieux : ces rapports, dit-il, sont habituellement placés sous le signe d'un « *immense malentendu* » car « *le christianisme dans la société actuelle n'est qu'une organisation théocratique au service de l'iniquité sociale, et il s'agit avant tout de la renverser* ». On peut tout à fait comprendre que les hommes, « *quand ils se révoltent enfin contre l'injustice (veillent) abolir le nom même de Dieu* ». Jaurès se dit plus proche des ouvriers socialistes qui nient Dieu et l'esprit que de ceux « *qui ne parlent de Dieu et de l'âme que pour éluder le problème social* ». Aussi bien, ajoute Jaurès, il n'y a pas d'au-delà, et si Dieu agit c'est nécessairement "en ce bas monde", il n'y en a pas d'autre. « *Si (la justice) n'est pas réalisée ici, elle ne le sera nulle part. C'est là au fond ce que les socialistes affirment quand ils se disent matérialistes* ». « *Il y a donc dans le matérialisme une part de vérité essentielle* ». « *Non, dit Jaurès, le matérialisme n'est pas une « philosophie du pauvre », c'est la philosophie des pauvres, et comme telle elle a sa profonde vérité* ».

Bien sûr que cela n'est pas du marxisme, mais ne peut-on, cependant, y voir « *la marque d'une attitude fraternelle* » ? Jaurès est à cent lieues de l'athéisme agressif et du scientisme étroit de la plupart des leaders socialistes de l'époque ; de cet athéisme et de ce scientisme qui faisaient dire à Marx : « *Tout ce que je sais, c'est que je ne suis pas*

⁵⁸ *Question de méthode*, 1901.

⁵⁹ *Jaurès et le réformisme révolutionnaire*, Seuil, 2014.

⁶⁰ *La question sociale*.

*marxiste*⁶¹ ». Si Marx avait été mieux connu à l'époque, ajoute Sève, « *les rapports entre Jaurès et le marxisme auraient moins fait l'objet de polémiques* ». « *Le socialisme est ma religion* », disait Jaurès. A quoi Lénine⁶² répondait que « *lorsque cette formule exprime un mouvement authentique de la religion vers le socialisme, ce qui est au premier chef le cas chez Jaurès, alors elle identifie un vrai compagnon de route* ». Sur Jaurès, on a aussi cette lettre d'Engels à Plekhanov : « *(II) est en bonne voie. Il étudie le marxisme, il n'y a pas à l'y pousser davantage. Il a déjà fait d'assez grands progrès, bien plus que je n'osais l'espérer. Au surplus, nous ne tenons pas trop à l'orthodoxie !* ».

Peut-il y avoir usage révolutionnaire de la réforme ? (p. 206-212)

Jean-Paul Scot qualifie les vues stratégiques de Jaurès de « *réformisme révolutionnaire* ». Cette notion a été inspirée à Jaurès par l'*Adresse à la Ligue communiste* de mars 1850, dans laquelle Marx parle de *revolutionäre Entwicklung* (évolution révolutionnaire). Jaurès y voit un dépassement possible « *de l'antinomie figée entre réforme et révolution : prise en toute son ambition, la révolution est nécessairement bien autre chose qu'une insurrection, c'est toute une époque de réforme transformatrice* ». Jaurès pense que l'ordre nouveau peut être édifié par degrés dès lors qu'« *il n'y a pas de compromis pour l'idée* ». En 1900, Jaurès a cette formule : « *Faire d'abord œuvre de réforme, et dans la réforme, œuvre commençante de révolution* ».

Scot montre que ce ne sont pas là, chez Jaurès, que des "paroles verbales". Il s'est fait le protagoniste déterminé et avisé de plusieurs réformes importantes :

- La loi de 1905,
- Les lois sur le droit à l'assistance, sur les retraites des salariés, sur la couverture des accidents du travail, « *qui ont largement ébauché le modèle social français* », lequel, « *repris par le CNR et adopté à la Libération, (...) a donné naissance à notre sécurité sociale dans sa version puissamment démocratique-communiste d'origine* ».
- Le projet de réforme militaire⁶³.

« *Jaurès réformiste ? Certes, mais en ce sens très neuf où du réformisme conservateur commence à se détacher ici un réformisme révolutionnaire* ». Évolution révolutionnaire pacifique, certes aussi, là où Marx a plutôt en tête un processus violent, même s'il peut être long. Révolution évolutionnaire, a proposé plus haut L. Sève. « *Mais, entre violence marxienne et non-violence jaurésienne, il est permis de penser que la différence n'est pas de contenu stratégique, mais de contexte historique* » : *mi-XIX^e vs fin XIX^e*. « *Engels aussi, à*

⁶¹ Propos rapporté par Engels dans une lettre du 5 août 1890 à Conrad Schmidt.

⁶² *Œuvres*, tome 15, page 440.

⁶³ Cf. *L'armée nouvelle*.

l'époque de Jaurès, dira sans équivoque que le temps des insurrections armées est passé, allant jusqu'à ébaucher lui-même une théorie de la révolution pacifique ». La différence est sans doute ailleurs, dans le fait que le réformisme de Jaurès se joue essentiellement en haut, dans le combat parlementaire. Et *« une révolution octroyée est une formule vide de sens »* car *« les citoyens (ne peuvent participer) en nombre à cette rupture, la (faire) activement leur, et par là en (être) transformés eux-mêmes »*. L'évolution jaurésienne est sans doute plus un réformisme fort qu'une révolution, *« à moins que n'aient largement mûri dans le pays la conscience politique, la combativité sociale, l'engagement participatif par quoi la réforme forte devient moment d'un processus général authentiquement révolutionnant »*. Et Sève – sachant pertinemment que ce qu'il va dire pourra étonner, voire choquer – se risque à avancer l'idée que Jaurès serait le Gramsci français. Tous deux, dit Sève, quoique à plusieurs décennies de distance, sont des *« socialistes-communistes de pays capitaliste développé avec acquis démocratiques »*. Rien à voir avec 1848. *« Le réformisme révolutionnaire de Jaurès, mutatis mutandis, s'efforce d'aller dans le sens même que cherchera à frayer la guerre de position gramscienne en quête d'hégémonie : gagner pacifiquement à la cause révolutionnaire une majorité consciente par un travail d'idées générateur de larges alliances autour de la classe ouvrière »*.

Et Sève de conclure : *« Au cours des premières décennies du XX^e siècle, Jaurès en France, Rosa Luxemburg en Allemagne, Lénine en Russie, Gramsci en Italie ajoutent aux vues de Marx des réponses diversement orientées à leur nouveau Que faire ? »*.

Retour à Marx. Controverse sur *Le Capital* (p. 212-218)

Nous avons laissé Marx et Engels au début des années 1850, alors qu'ils réfléchissaient sur l'échec de la révolution, ce qui allait les conduire à nouvelle série impressionnante d'avancées : énorme massif critique du *Capital* (1857-1867), I^{ère} Internationale (1864-1876), la Commune (1871), critique du programme de Gotha (1875), éventualité d'une révolution russe (1881), *Anti-Dühring* (1878), *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (1884), exploration par Engels de possibles voies pacifiques de la révolution communiste (1895).

En août 1857, Marx rédige l'*Introduction dite de 1857*, et en septembre il commence l'écriture des *Grundrisse*. L'ambition est d'emblée perceptible : *« à travers une systématique critique de l'économie politique bourgeoise, tirer entièrement au clair ce qui fait du capitalisme la forme historique extrême de l'aliénation humaine, et par là même ce qui détermine les moyens et fins du communisme en tant qu'il est appelé à en être le dépassement radical »*.

Or, surprise : en décalage complet avec cette perspective, nombre d'auteurs vont prétendre que sur la question du communisme il n'y a rien qui vaille dans *Le Capital*. C'est le

cas d'Althusser⁶⁴, de Jacques Bidet⁶⁵, et, -plus près de nous, -de Franck Fischbach⁶⁶, de Pierre Dardot et Christian Laval⁶⁷. Aucun de ces auteurs, cependant, n'examine les nombreux passages du *Capital* qui contredisent leurs thèses.

A la recherche du communisme dans *Le Capital* (p. 218-226)

Sève analyse trois passages à titre d'exemple.

- **Le chapitre de l'argent par quoi commencent les *Grundrisse*** – Marx y esquisse une vue cavalière de l'histoire humaine voyant se succéder un stade archaïque (→ rapports personnels de dépendance), un stade caractérisé par le développement des échanges et l'apparition de l'argent (→ « **indépendance personnelle fondée sur une dépendance objective** » envers l'argent qui favorise puissamment le développement d'un « **métabolisme social universel** ») et un troisième stade caractérisé par le « **développement universel des individus qui se subordonnent leur production collective, sociale, en en faisant leur pouvoir social** ».

Ce troisième stade, c'est le communisme, quoique le mot ne soit pas présent. Plus loin, « Marx évoque « **l'échange libre d'individus associés sur la base de l'appropriation et du contrôle collectifs des moyens de production** » ». Communisme, là aussi. Plus loin encore, il revient sur « **la logique interne reliant les trois stades évoqués** ». Marx indique en particulier que si le deuxième stade commence par produire de l'aliénation, il produit aussi chez l'individu « **l'universalité et le caractère multilatéral de ses relations et aptitudes** ».

Autrement dit, Marx évoque une logique nécessitante selon laquelle « **sur la base de la production de valeurs d'échange** » apparaît tendanciuellement « **la possibilité réelle d'une individualité du communisme au développement universel** ».

- **Le chapitre XIII du livre Ier du *Capital*** – Marx évoque d'abord la connexion nécessaire entre changements majeurs dans les forces productives et dans les rapports de production. Par exemple, la législation sur les fabriques « **est un produit nécessaire de la grande industrie** ». Marx formule ensuite « **une série d'extrapolations raisonnées concernant la visée communiste** ». Par exemple, « **l'enseignement élémentaire est une condition obligatoire du travail** » et pousse à l'émergence d'un « **individu au développement total pour qui des fonctions sociales diverses sont autant de modes d'activation alternés** ».

Par exemple aussi, les nouvelles modalités d'exploitation de la force de travail mettent en crise les rapports entre les sexes et entre les générations par le fait qu'elles confèrent aux

⁶⁴ *L'avenir dure longtemps*, 1985.

⁶⁵ *Que faire du Capital ?, Matériaux pour une refondation*, Klincksieck, 1985.

⁶⁶ *Marx et le communisme*, 2010.

⁶⁷ *Marx, prénom Karl*, Gallimard, 2012.

femmes et aux enfants des rôles décisifs dans la production. Marx pense que, ce faisant, -et mal gré qu'elle en ait, -la grande industrie crée *« la nouvelle base économique d'une forme supérieure de la famille et du rapport entre les sexes »*. *« Le Capital inscrit dans la visée communiste une révolution émancipatrice des femmes et de la famille que le capital fait lui-même commencer en détruisant les rapports de sexe « germano-chrétiens » »*.

Par exemple enfin, sur les rapports entre grande industrie et agriculture, il entrevoit un dépassement de leur opposition et de l'opposition ville-campagne *« dont nous vivons aujourd'hui même plus d'une forme »*.

- **La dernière section du livre III du *Capital*** – Elle se termine par un chapitre inachevé sur les classes sociales. Après avoir indiqué *« qu'« un des aspects civilisateurs du capital » est d'extorquer (le) surtravail dans des conditions bien plus favorables au développement des forces productives et des rapports sociaux que ne le faisaient l'esclavage ou le servage »*, Marx précise que *« cette haute productivité est aussi « le germe d'une situation qui, dans une forme plus élevée de la société, permettrait d'établir une corrélation entre ce travail et le temps consacré au travail matériel, qui serait plus réduit » »*. Là aussi, il a en tête la visée communiste, la fin de l'écrasement du travailleur par un travail forcé.

Et voici comment Marx caractérise dans ce texte la société communiste du point de vue économique-social : *« En ce domaine, la seule liberté possible est que l'être social, les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de forces et dans les conditions correspondant de la manière la plus digne à leur nature d'êtres humains. Mais cette activité constituera toujours le règne de la nécessité. C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable règne de la liberté, qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, sur l'autre base, celle de la nécessité. La condition essentielle de cet épanouissement est la réduction de la journée de travail »*.

***Le Capital, source majeure de réflexion sur le communisme* (p. 226-229)**

L'analyse dialectique du capitalisme conduit donc Marx, par des déductions logiques, à des caractérisations du communisme. *« Dans les écrits de Marx composant *Le Capital* au sens large, le nombre de textes précisant tels ou tels aspects divers de la logique historique de passage du capitalisme au communisme est au moins de l'ordre d'une centaine⁶⁸ »*. C'est

⁶⁸ De la même manière, le massif du *Capital* abonde d'indications sur l'aliénation.

d'autant plus remarquable quand on sait la réticence de Marx (et Engels) à broser le portrait de la future société communiste.

« *La question est alors d'identifier les rubriques sous lesquelles est à ordonner et à analyser* » l'apport du **Capital** à la réflexion sur le communisme. Trois sont envisageables :

- « *Celle des catégories requises par la pensée du mouvement historique dont relève au premier chef le passage au communisme ;*
- *Puis celle des présuppositions nécessaires de ce renversement social majeur ;*
- *Celle enfin des déterminants caractéristiques de cette sorte historiquement supérieure de société ».*

Communisme dans *Le Capital* (p. 229-276)

1 – Catégories du mouvement historique (p. 229-237). Controverse sur la traduction d'*Aufhebung* (p. 237-243)

Les contradictions dialectiques sont de trois sortes :

- Systémiques : quand elles caractérisent « *la structure permanente d'une réalité donnée – telle (...) l'opposition non-antagonique entre forme-marchandise et forme-argent d'un même produit, par quoi fonctionne répétitivement à l'identique l'échange marchand* ».
- Génétiques : « *ainsi l'unité contradictoire de la valeur d'usage inhérente à la force humaine de travail et de la valeur d'échange qui lui impose sa réduction à la forme-marchandise, d'où s'engendrent la survaleur puis le profit capitaliste* ».
- Historiques : « *par exemple, l'antagonisme entre maîtrise du producteur individuel sur son outil et sa négation-inversion en domination de la machinerie sur l'ouvrier socialisé, par quoi la manufacture se transforme en fabrique de la grande industrie* ». Ces dernières « *ont-elles-mêmes des aspects contradictoires : aspects progressistes-moteurs – le passage à la fabrique se traduit par un essor potentiellement énorme de la productivité du travail -, aspects régressifs-bloquants – ce passage a pour envers une grave aliénation nouvelle des travailleurs, grosse de sévères conflits sociaux ; les premiers sont annonceurs d'élargissement du processus, les seconds, de son renversement* ».

Dans ce contexte général est centrale la catégorie de présupposition (*Voraussetzung*). S'agissant, par exemple, des questions qui nous occupent, on cherchera « *à saisir les présuppositions réelles à partir desquelles est appelée à se produire et peut s'anticiper une transformation donnée* ». La production de marchandise, par exemple, est un préalable du développement du capital ; mais, une fois saisie par le capital, la marchandise va connaître d'autres transformations ; le capital s'empare, par exemple, des procès de production artisanaux, d'abord sans rien y changer, si ce n'est à prélever du profit (subsomption seulement formelle), puis en les transformant du dedans selon ses propres exigences industrielles (subsomption réelle).

« Plus généralement, une formation sociale naît toujours d'une formation antérieure, dont en un premier temps elle n'a pu encore transformer, et donc conserve plus ou moins, un certain nombre de fondements, mais, en développant ses logiques spécifiques, elle se crée à elle-même ses propres bases, et c'est alors seulement qu'elle peut déployer ses possibles essentiels ». C'est ainsi que le capitalisme s'est d'abord emparé des travailleurs "libres" licenciés par les seigneurs, mais que, plus tard, il a produit lui-même le prolétariat industriel convenant à ses besoins de développement.

Staline fait fi de cette catégorie de présupposition lorsqu'il affirme en 1926 dans *Questions du léninisme* que « **la révolution bourgeoise commence ordinairement lorsque les formes du régime capitaliste, qui a grandi et mûri au sein de la société féodale dès avant la révolution ouvertement déclenchée, sont déjà plus ou moins prêtes, tandis que la révolution prolétarienne commence alors que les formes toutes prêtes du régime socialiste font complètement ou à peu près complètement défaut** ». Disant cela, il fait de ce qu'il appelle « **le socialisme** » une formation sociale sans présupposés, ce qui va à l'encontre du matérialisme historique. Sève explique p. 233 qu'en fait Staline commet une erreur d'interprétation d'un texte de Lénine⁶⁹, mais il demeure néanmoins, ajoute Sève, que la classe révolutionnaire à qui revient de faire la révolution communiste, -dans la mesure où elle est une classe possédante et socio-politiquement dominée, -n'a pas « **la moindre possibilité d'expérimenter d'avance des rapports sociaux de société sans classe** », et qu'il y a là une difficulté extraordinaire, que la bourgeoisie n'a pas rencontrée.

Et Sève revient à Jaurès (cf. supra) : « **où l'on mesure l'importance de ce qui s'esquissait à tâtons, en un pays bien plus développé comme la France, avec le réformisme révolutionnaire d'un Jaurès : précisément la tentative difficile mais précieuse de commencer à faire vivre des rapports foncièrement émancipateurs sous le capitalisme – tels ceux d'un Etat laïque, d'une sécurité sociale ou d'une armée du peuple** ».

Reste cette question redoutable, tout du moins qualifiée comme telle, y compris par de bons auteurs : comment passer de la « **théorie d'une société existante (au) projet de société future ?⁷⁰** ». Quels ponts/quels liens entre des lois objectives de l'histoire et un projet d'émancipation politique ? Sève indique qu'ici Marx invoquait Spinoza : « **l'action libre qui présuppose l'intelligence du nécessaire et accepte de s'y conformer, est au contraire pour ce motif même la plus prévisible qui soit⁷¹** » ; mais Marx, ajoute aussitôt Sève, voit bien plus large : « **l'agir libre présuppose certes l'intelligence précise du nécessaire, mais tout autant l'attention ouverte au contingent et la détection active du possible, choses fort**

⁶⁹ Rapport au VII^e Congrès du PC(b)R, mars 1918.

⁷⁰ Jacques Bidet, *Que faire du Capital ?*.

⁷¹ Cf. Sève, *PMA/III*, p. 296-302.

inégalement accessibles selon les acteurs et les circonstances historiques, de sorte que de l'aléatoire s'introduit en masse dans le passage des logiques subies aux options choisies ».

« *Le capitalisme produit ses propres fossoyeurs⁷²* »? Voire ! Il n'y a qu'à regarder comment il s'y entend pour les rendre passifs et les égarer « *vers les pires impasses* ». Cet optimisme de jeunesse du *Manifeste* ne se rencontre plus dans *Le Capital*. Les infamies du capital, c'est une chose ; le choix du postcapitalisme en est une autre. Le lien crise des réalités-prise de conscience n'est pas automatique, il est à construire ; il n'est pas automatique, même si « *c'est bien du fait de la crise que naît (la prise de conscience)* » ; même si c'est bien « *des faits en crise (que la prise de conscience) doit partir pour aller loin* ». La connaissance du passé et du présent est nécessaire à la pensée du futur.

Controverse sur la traduction d'Aufhebung (p. 237-243)

« Une autre catégorie dialectique encore concerne au premier chef la pensée du passage au communisme : celle d'*Aufhebung*. La pratique constante est de la traduire par *abolition*. Mais ce mot – chez Marx comme chez Hegel – a « *un sens beaucoup plus dialectique* », « *à la fois suppression, conservation et élévation, autrement dit passage en une forme supérieure* », *dépassement*. Dépassement « *parce qu'en finir avec le capitalisme n'exclut pas mais inclut de conserver sous une forme neuve ce qui a été acquis sous lui de valide* ». La thèse de Sève – nombreux exemples à l'appui – est que selon le contexte *Aufhebung* doit être traduit par *abolition* ou par *dépassement*, *abolition* ayant un sens nettement négatif, tandis que *abolition* en a un plus dialectique.

« *Et cette conclusion sémantique est de forte portée politique* ».

D'une part, Marx a appris de la rude expérience de 1848-1849 que « *la révolution déborde de loin la violence insurrectionnelle de quelques jours (...)* ; *c'est toute une époque de luttes de classes, toute une évolution révolutionnaire* ». L'*Aufhebung* est ici clairement *dépassement*. Marx, d'ailleurs, utilise alors *Aufhebung* en parallèle avec *Auflösung* (dissolution), par quoi il vise la « *continuité longue du processus transformateur* ». Marx est donc parvenu en 1850 à la vision « *d'une histoire révolutionnaire autrement (plus) profonde* » qu'en 1847, quand il concluait avec bravache *Misère de la philosophie* par « *la lutte sanguinaire ou le néant* ».

D'autre part, analysant 1871, Marx voit bien que la révolution doit à la fois faire disparaître (le marché du travail, l'Etat de classe...) et conserver-transformer (les capacités productives, les fonctions publiques...). Engels, de son côté, écrit à l'anarchiste Cafiero : « *L' "abolition" {"Abschaffung"} de l'Etat est une vieille phrase de la philosophie allemande dont nous avons beaucoup usé lorsque nous étions encore de naïfs jeunots* ». Là aussi, on est sur l'idée de *dépassement révolutionnaire*.

⁷² *Manifeste*.

La conclusion de Sève : l'infamisation de l'idée de dépassement fait écran à *« la question cruciale sur laquelle se juge aujourd'hui toute réflexion à visée révolutionnaire : pourquoi donc ce complet échec final de l'anticapitalisme au XX^e siècle, et pourquoi sa tragique impuissance présente à en réémerger ? Je réponds que cela tient justement au refus crispé de penser et pratiquer avec hardiesse une révolution-dépassement, à quoi pourtant travailler est devenu de la dernière urgence »*.

2 – Présuppositions du révolutionnement social (p. 244-254)

Les présuppositions peuvent être positives ou négatives. *« (...) présupposition positive, qui renvoie à ce qui favorise, voire préfigure le passage à une forme sociale supérieure »*. *« Présuppositions négatives du mouvement vers le communisme, aspects objectivement destructeurs et/ou subjectivement insupportables que développe le capitalisme et qui peuvent devenir de puissantes incitations à son dépassement révolutionnaire »*. *« Ouverture inaugurant des possibles »* d'un côté (→ *« la formidable croissance technologiquement possible de la productivité du travail social »*), *« fermeture acculant à des impossibles »* de l'autre (→ *« la déstabilisation dramatique du climat planétaire et des pratiques civilisées par le fanatisme capitaliste du taux de profit privé »*).

Dans la réalité socio-historique, ces deux types de présuppositions peuvent s'entremêler. Le capitalisme peut être à la fois civilisateur et barbare. Il exploite durement les travailleurs, mais exige aussi d'eux – vu le développement incessant des moyens de production – une formation de plus en plus élevée. Il exploite durement les femmes et les enfants, et *« déblaie du même coup le terrain pour une future famille désaliénée »*. Trois quarts de siècle plus tard, Joseph Schumpeter appellera cela la *« destruction créatrice »* du capitalisme.

« Au premier rang des contradictions ravageuses du mode de production capitaliste, Marx pointe l'anarchie de la production à l'échelle sociale, en violent contraste avec la discipline de fer qu'il impose dans la fabrique ». Il porte aussi attention à *« la façon dont le capitalisme maltraite la nature »*, mettant en cause *« une agriculture qui déjà épuise le sol et bouleverse le « métabolisme » - mot repris au chimiste Liebig – des échanges entre l'homme et la nature »*. Le capitalisme ne développe la production *« qu'en ruinant dans le même temps les sources vives de toute richesse : la terre et le travailleur »*, écrit Marx dans *Le Capital*. Et il dit dans les *Grundrisse* (passage connu sous le nom de *Formen*) que la nature n'est rien de moins que *« le corps inorganique »* de l'être humain, *« le corps de sa subjectivité qu'il trouve sous forme de nature inorganique »*. Le productivisme borné, souvent attribué à Marx, est à cent lieues de sa pensée.

A toutes ces considérations, *Le Capital* ajoute encore celle de *« prémices effectives »*. Certains des aspects de la société communiste, en effet, sont déjà là au sein même du capitalisme. C'est que *« le capitalisme, en cherchant sans relâche sa propre universalisation*

et sans nullement le vouloir, « crée lui-même les moyens de sa suppression » ». Prenons les sociétés par actions : Marx explique que *« la fonction (y) est séparée de la propriété du capital »* ; le travail est donc totalement séparé de la possession des moyens de travail et du surtravail ; pour Marx, cette situation nous rapproche de la situation où le capital est reconverti *« en propriété des producteurs, non plus comme propriété privée de producteurs particuliers, mais en tant que propriété des producteurs associés directement sociale »*. Commentaire de Marx : *« C'est le dépassement du mode de production capitaliste à l'intérieur du mode de production capitaliste lui-même »* bien que dans le système capitaliste il s'agisse encore – nuance de taille – d'une *« appropriation par quelques-uns de la propriété sociale »*.

Marx prend aussi l'exemple du crédit : *« Mettant à la disposition des capitalistes privés « tout le capital disponible de la société », le système bancaire est « le moyen le plus puissant de faire dépasser [hinaustreiben] à la production capitaliste ses propres limites », mais en même temps il « supprime le caractère privé du capital » jusqu'à contenir « en puissance, mais en puissance seulement, le dépassement [Aufhebung] du capital lui-même »* ». Marx voit donc dans le système de crédit un puissant levier dans le passage d'un mode de production à l'autre. C'est sur ce genre de vue que s'est greffée au XX^e siècle l'exigence de nationalisation des banques.

Comme forme postcapitaliste on peut aussi citer les coopératives ouvrières de production (cf. p. 252).

Attention cependant : de ce développement spontané⁷³, au sein du capitalisme, de formes postcapitalistes, il ne faudrait pas conclure *« à une spontanéité possible du passage d'une société capitaliste à une société communiste »*. Les pré-supposés et les prémices sont une chose, l'intervention décisive de la lutte des classes en est une autre. A cet égard, Marx prend conscience tout au long des années 1850 que *« la révolution dans les faits présuppose inconditionnellement une révolution dans les consciences »*. Et Sève d'indiquer pour conclure qu'*« ici peut s'amorcer le passage du concept marxien de révolution à une réflexion nourrie de Gramsci sur la conquête de l'hégémonie politico-culturelle indispensable à toute conquête et exercice durable du pouvoir »*.

3 – Déterminations d'une société communiste (p. 254-262)

Cette section se présente en deux parties (p. 254-262 et p. 270-276) séparées par la section consacrée aux thèses de Dardot et Laval (p. 262-270).

Ce que nous propose Marx ce n'est pas un portrait concret de la société communiste, -ce qui serait contraire à sa démarche, -mais l'indication *« des déterminations de toute société communiste, c'est-à-dire des caractéristiques génériques répondant à des logiques*

⁷³ *« Ni voulu ni même toujours clairement perçu par la classe dominante »*.

productrices d'un dépassement des rapports propres au capitalisme et plus généralement à toute société de classe ».

*« Que nous dit **Le Capital** sur la transformation du statut social du travail et de son contenu humain dans le passage au communisme et de ses envisageables » ?*

« Le changement radical qui donne corps au communisme est l'abolition [de la séparation entière entre le producteur et l'ensemble des moyens de production, propriété privée du capital] : les producteurs prennent ensemble possession des moyens physiques de produire (...) ».

Très précisément, Marx dit ceci : la négation de l'appropriation capitaliste des moyens de production *« ne rétablit pas la propriété privée, mais bien la propriété individuelle fondée sur les conquêtes mêmes de l'ère capitaliste : la coopération et la propriété commune de la terre et des moyens de production produits par le travail lui-même ».*

Passage qui appelle un commentaire serré. Avant le capitalisme, chacun œuvrait séparément dans son champ ou son échoppe. Avec les débuts (la préhistoire) du capitalisme, se sont développés des moyens bien plus productifs, *« socialement concentrés », « dans le cadre d'une production à base de travail coopératif devenant par là même sociale ».* A *« la propriété minuscule d'un grand nombre »* se substitua, -à travers un long processus d'expropriation de la masse du peuple, -*« la propriété massive de quelques-uns ».*

Avec les avancées du capitalisme la *« forme coopérative du processus de travail »* s'est développée à l'aide de puissants moyens *« qui ne peuvent être employés qu'en commun ».* *« Dès lors, le caractère privé de l'appropriation capitaliste devient une flagrante entrave à la socialisation du travail qu'il a lui-même développée ».*

Avec le communisme, *« l'expropriation des expropriateurs, affectant la forme d'une négation de la négation, rétablit la propriété des producteurs sur leurs moyens de production, propriété à la fois commune – portant sur des moyens « qui ne peuvent être employés qu'en commun » - et en même temps individuelle dans ce sens crucial que chaque producteur doit y disposer avec les autres d'un droit personnel effectif à la maîtrise de la production ».* Et là nous sommes dans un communisme effectif. Communisme à distinguer soigneusement d'un socialisme étatique. Le premier n'a jamais existé nulle part. Le second, c'est ce que nous avons connu au XX^e siècle.

La propriété des moyens de production doit donc être à la fois individuelle et commune, directe et indirecte, immédiate et médiata. Cela réclame de l'organisation, de la concertation, bref : de la démocratie sociale. Marx avance à cet effet le concept d'association (*Verein*, mais plus souvent *Assoziation*)⁷⁴.

⁷⁴ Sur l'origine du terme association et son usage chez Marx, cf. pages 258-262.

Dardot-Laval : le communisme marxien, « projection idéaliste » ? (p. 262-270)

Aux yeux de Dardot et Laval, *« Marx donne le caractère associatif du travail pour imposé par le mouvement objectif des forces productives, mais ce que ce mouvement engendre de lui-même n'est autre que la domination du capital sur le travail ; comment cette forme d'association intrinsèquement capitaliste pourrait-elle bien alors, comme l'écrit Marx, « ouvrir la voie à une association d'hommes libres » ? »*. Entre *« l'aliénante concentration des exploités dans la grande industrie »* et *« leur émancipation on ne sait comment préparée par cette même tendance objective »*, Dardot et Laval ne voient pas le raccord, *« sinon purement verbal »*. On ne saurait *« prouver par les lois objectives de l'histoire ce qui relève d'un projet d'émancipation politique qui n'est pas inscrit dans le cours des choses »*.

Mais pour parvenir à cette conclusion (un *« nécessitarisme historique »* adossé au développement des forces productives) Dardot et Laval font l'impasse sur le fait que la *« fabrique capitaliste est le lieu d'une formidable contradiction entre la libération du travail que ses moyens techniques permettent, et même appellent, et l'aliénation du travailleur que son caractère de classe persiste à lui imposer »*. Illustration dans *Le Capital*⁷⁵ : *« Les contradictions et antagonismes »* inhérents non point à la machinerie, mais à son *« utilisation capitaliste »* - *« en soi »*, la machinerie *« raccourcit le temps de travail »*, *« soulage »* le travailleur, constitue *« une victoire de l'homme sur les forces naturelles »*, c'est son usage capitaliste qui, au rebours, *« prolonge la journée de travail »*, *« accroît son intensité »*, *« asservit l'homme par l'entremise des forces naturelles »* -, conclusion d'évidence : il faut passer à *« une autre civilisation de la machinerie »*.

« Ce n'est pas la grande production qui impose la domination du capital, c'est à l'inverse cette domination qui impose à la grande production d'être aliénante et non pas émancipatrice. Et c'est cette contradiction qui fait obstinément venir à l'ordre du jour le révolutionnement communiste du mode de production ». Nul nécessitarisme historique là-dedans, mais examen de la logique dialectique des choses, c'est-à-dire de la contradiction montante entre le développement des forces productives et leur appropriation privée.

L'impasse sur la contradiction se double inévitablement d'une impasse sur la lutte des classes, c'est-à-dire sur un des aspects cruciaux du discours marxien : *« la nécessaire naissance et constante renaissance pratique de la lutte de classe formatrice à partir des insupportables contradictions du capital »*. Ce que Marx exprime ainsi en avril 1868 dans une lettre qu'il adresse à Engels pour lui présenter la démarche des livres II et III du *Capital* : *« comme conclusion, la lutte des classes, dans laquelle le mouvement se décompose et qui est le dénouement de toute cette merde »*. Dardot et Laval vont-ils appeler cela un *« saut spéculatif »* ? *« Dans l'Introduction au projet de programme pour le Parti ouvrier français, que Marx dicta en 1880 à Jules Guesde venu le lui demander, il est dit : « que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production » et « que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive » »*. Dardot et Laval appelleront-ils cela une *« projection idéaliste »* ?

⁷⁵ Livre Ier, chap. XIII.

Déterminations d'une société communiste (suite) (p. 270-276)

« Le changement qui décide de tout est que disparaît la « *base effective* » du mode de production capitaliste, savoir « *la séparation entre les conditions objectives du travail et la force de travail subjective* », leur « *unité primitive* » entièrement disjointe se rétablissant à un niveau supérieur ». Devient possible un monde où règne « *l'échange libre d'individus associés sur la base de l'appropriation et du contrôle collectifs des moyens de production* ». C'est la fin du salariat capitaliste⁷⁶. L'activité laborieuse devient de fait entièrement sociale. « *Le travail de l'individu singulier est posé d'emblée comme travail social* ». « *Les producteurs, du seul fait qu'ils participent à l'activité collective, ont accès direct aux biens de consommation, en quantité correspondant à leur temps de travail, dans une première phase de la société communiste puis « chacun selon ses besoins » à un niveau supérieur de la productivité sociale* ».

L'activité productive elle-même change de contenu. N'étant plus soumise aux intérêts de la classe possédante, elle peut s'approprier librement les moyens de production dans toute leur complexité, « *faire richement siens « les potentiels intellectuels du procès de travail* ». Le « *travail attrayant* » de Fourier peut devenir une réalité. « *La société communiste est ce nouveau monde éducatif et productif où peuvent se former en masse « des humains développés en toutes les dimensions », des individus « complets [total entwickelte] », apprenant à tout faire dans des fonctions librement changeantes* ». C'en est fini de « *la métamorphose des productions humaines en puissances étrangères qui (...) subjuguent et (...) écrasent* » les hommes. Le travail concret peut bien rester le même que sous le capitalisme, « *l'émancipation du travail est réalisée quand la propriété privée est abolie* ». Finie aussi la production pour la production (c'est-à-dire pour le profit).

Plus fondamentale encore : la réduction de la durée du travail, car ce dernier a beau être délivré des anciennes entraves, il n'en continue pas moins de relever du « *royaume de la nécessité* ». C'est au-delà du travail que commence le « *royaume de la liberté* ». « *Le temps libre pour le travailleur, c'est celui qu'il faut « pour son éducation d'être humain, son développement intellectuel, la satisfaction des besoins sociaux, le commerce des gens, le libre jeu des forces du corps et de l'esprit, et même le temps libre du dimanche* ». Le travailleur devient « *un sujet différent, et c'est en tant que tel qu'il entre alors dans le procès de production immédiat* ». « *Au milieu du XIX^e siècle, Marx envisage déjà la semaine de trente-six heures « si le capital cesse d'exister* » » quand, de nos jours, avec une productivité incomparable, on veut nous faire quarante heures...

La grande particularité de la durée du travail est qu'elle peut donner lieu à des luttes d'aujourd'hui : « *elle rappelle que le communisme, en même temps que visée d'avenir, est « mouvement réel » mettant fin à l'état de choses existant* ».

⁷⁶ Sève fait référence ici aux travaux de Bernard Friot.

Le communisme individualiste de Marx (p. 277-284)

Pour Marx il nous faut sortir de la « *production fondée sur la valeur d'échange* ». Il faut en finir avec ce système où la valeur d'usage, qui est la finalité concrète du produire humain, est subordonnée à la valeur d'échange et au profit pour quels-uns, et où la religion de la croissance sans rivages et de la concurrence acharnée produit « *une planète de moins en moins habitable et une vie humaine de moins en moins vivable* ». Sur ces bases, qui plus est, se développe « *une individualité concurrentielle fermée à toute solidarité des personnes, le poids croissant d'une aliénation collective interdisant au genre humain la maîtrise concertée de son sort* ».

Commencer donc par « *refaire de la valeur d'usage la seule finalité de nos activités productives* ». Rétablir la domination de la fin sur le moyen ; la priorité de l'homme sur la chose. Remplacer « *la compétitivité sommaire du rentable* » par « *l'inventivité complexe du judicieux* ».

Lisons les *Grundrisse* : « *En fait, une fois que la forme bourgeoise a disparu, qu'est-ce que la richesse, sinon l'universalité des besoins, des capacités, des jouissances, des forces productives, etc., des individus, universalité engendrée dans l'échange universel ? Sinon le plein développement de la maîtrise humaine sur les forces de la nature, tant celles de ce qu'on appelle la nature, que celles de sa propre nature ? Sinon l'élaboration absolue de ses dispositions créatrices, sans autre présupposé que le développement historique antérieur qui fait une fin en soi de cette totalité du développement, du développement de toutes les forces humaines en tant que telles, sans qu'elles soient mesurées à quelque échelle préalable ?* ».

On est frappés par l'évolution depuis *L'Idéologie allemande* et le *Manifeste*. Si le développement des forces productives reste le présupposé décisif du passage au communisme, l'accent s'est déplacé : on est passé de la valorisation de « *l'aspect objectal, notamment les pouvoirs techniques du machinisme* », à celle du « *développement universel des individus*⁷⁷ ». Mais il faut bien comprendre ce déplacement : ce n'est pas que le rôle du machinisme est rétrogradé, c'est bien plutôt que le rôle du facteur humain est considérablement rehaussé. Au fond, l'expression « *les forces productives* » recouvre plus que jamais chez Marx les deux dimensions, chosale et humaine.

⁷⁷ Ne pas en déduire que dans *L'Idéologie allemande* la libre individualité est considérée de peu d'importance : « *Au sein de la société communiste, la seule où le libre développement en leur sens des individus n'est pas de la phrase...* ». De même pour le *Manifeste*, qui annonce une société où « *le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous* ».

Et Sève insiste : le développement humain dont il s'agit n'est pas seulement celui du *genre* humain, mais aussi celui de *l'individu*, ce dont témoigne cette définition du communisme dans le livre 1er du *Capital* : « **une forme de société supérieure dont le principe fondamental est le plein et libre développement de chaque individu** ». Et on se dit « **que le marxisme historique a fait subir à la visée marxienne du communisme** » une « **fantastique altération** », en mettant unilatéralement en avant la « **mise en commun** », la « **propriété sociale** », la « **gestion étatique** », « **l'intérêt collectif** », « **l'action de masse** », « **l'individuel étant renvoyé comme par évidence à l'individualisme bourgeois** », alors, -au contraire, -que Marx retient de « **l'immense chemin historique parcouru depuis l'humanité tribale** » le développement de l'autonomie personnelle, et qu'il stigmatise les aliénations qui se dressent face à lui (pouvoir de l'argent, raison d'Etat, religions, commandements éthico-juridiques, puissances idéologiques...), « **de sorte que, personnellement libre, cet individu est écrasé par son aliénation sociale, jouet de nécessités historiques au gigantisme incontrôlable** ».

« **Pourrait-on alors, contre toute attente, parler d'un individualisme marxien ?** ». Sève trouve ce terme « **trop profondément connoté par la conception et la pratique bourgeoises de l'individu concurrentiel pour être à ce point sollicité** ». Cette « **dimension de la visée communiste marxienne** » mérite son concept, cependant ; aussi risque-t-il le néologisme d'*individuisme*. Le communisme marxien est individuiste, « **l'individu personnel étant l'autre face indissociable de l'humanitas sociale** ». Cet individuisme reproche « **à l'individualisme bourgeois son fondamental manquement à l'individu** », mais il est très sévère également envers le « **socialisme réel** » du XX^e siècle qui a « **tourné le dos à l'individuisme communiste de Marx** ».

L'individuisme, c'est ce que permet le communisme, pour qui « **le but central de l'activité humaine doit cesser d'être dans la production chosale pour passer dans le développement de l'humain** ». Sève va même plus loin : « **la condition des conditions pour le passage au communisme, c'est en vérité le développement de masse de l'individualité à la fois autonome et solidaire** »⁷⁸.

La question de l'Etat (p. 284-291)

La visée communiste met en jeu aussi la question de l'Etat. A partir des années 1850, les thèses de Marx et Engels à cet égard sont les suivantes (cf. p. 283-284) :

- « **L'Etat est l'organisation par la classe possédante de sa domination sur l'ensemble de la société, organisation dont les moyens premiers sont bureaucratiques et militaires.**
- **Une société sans classes est donc aussi nécessairement une société sans Etat (...).**

⁷⁸ A noter que dans cette dernière citation de Sève, l'individuisme est une condition alors que dans la précédente il est un effet. Il n'y a là nulle contradiction. L'individuisme est *effet* dans le communisme en train de s'édifier, après le basculement de société, mais il est *condition* dans le communisme comme mouvement réel qui modifie l'état de choses existant, disons le "communisme avant le communisme".

- *Le passage à la société sans classes présuppose la conquête révolutionnaire du pouvoir d'Etat pour le transformer en instrument d'une temporaire dictature du prolétariat (...).*
- *Favorisée par l'éventuel établissement préalable d'une république démocratique, forme d'Etat la plus propice au déploiement de la lutte des classes, la révolution communiste, expérience majeure où doit se former le peuple à l'exercice des responsabilités politiques, n'en a pas moins nécessairement recours à la violence (...)* ».

Ces thèses seront complétées et rectifiées dans les années 1870 et suivantes, à la lumière notamment de l'expérience de la Commune.

Dans l'*Adresse du Conseil général* du 30 mai 1871, connue sous le nom de *La guerre civile en France*, Marx écrit : « *La classe ouvrière ne peut se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte* ». Tel que façonné par la monarchie absolue et la bourgeoisie, cet Etat « *ne saurait (...) servir à l'émancipation de la classe ouvrière et de la société tout entière. Il s'agit au contraire de le « briser* » en tant qu'outil d'oppression pour en constituer un autre qui reste sous l'entière dépendance des travailleurs ». Et c'est ce que les communards ont entrepris (cf. p. 288). Donc : « *commencer par déconstruire sans délai l'Etat de classe existant* ». Mais, sur cette déconstruction il faut bien s'entendre : l'Etat est « *démantelé en tant qu'organisation de la classe dominante* », mais cela n'emporte pas « *la suppression des pouvoirs publics, appelés au contraire à se développer dans le communisme de façon tout autre que sous l'hégémonie du capital* », à savoir qu'ils sont « *mis au service de tous* ». Et c'est ainsi que l'Etat « *se rend lui-même « superflu » et « entre alors en sommeil* ». « *L'Etat n'est pas aboli [abgeschafft], il s'éteint [stirbt ab]* ».

Marx résume : la Commune « *visait à l'expropriation des expropriateurs* » et « *voulait faire de la propriété individuelle une réalité* » en convertissant la terre et le capital « *en simples instruments d'un travail libre et associé* ». De la viabilité de tout cela, la Commune a commencé à apporter les preuves. Elle a aussi montré que cela ne saurait se faire « *auf einmal* » (d'un seul coup). Cela ne peut que « *passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques qui transformeront complètement les circonstances et les hommes* », et cela non point en obéissant à des « *utopies toutes faites* », mais en travaillant à « *libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre* ». Avec *La guerre civile en France*, Marx ajoute donc aux aspects socio-économiques de la visée communiste (*Le Capital*) les aspects politiques. Engels poursuivra la réflexion dans *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* et dans l'*Anti-Dühring*. Lénine fera de même avec *L'Etat et la révolution*.

Une vue trop limitée du politique ? (p. 291-296)

Reste quand même une perplexité et une interrogation : elle provient de « *l'extrême disparité entre l'ampleur des leçons tirées et la minceur de leur base historique*⁷⁹ », de sorte que Sève se demande si Marx ne nous livre pas dans *La guerre civile en France* la substantifique moelle des échanges multiples et variés qu'il a pu avoir, dans le feu de l'action, avec les protagonistes de la Commune. Lénine, en 1917 (et dans les années qui ont suivi), a pu constater que la déconstruction/reconstruction de l'Etat était plus facile à dire qu'à faire.

D'où cette « *interrogation d'énorme portée : la visée communiste marxienne qui allait orienter en nombre les forces révolutionnaires au XX^e siècle était-elle élaborée à suffisance dans la question-clef de l'Etat ?* ». Marx n'a-t-il pas bien plus approfondi les aspects économique-sociaux de la visée communiste que les aspects politiques ? Sève parle de « *sous-élaboration relative (...) (de) la pensée politique du communisme* » chez Marx et Engels, et il attribue celle-ci non à une « *sous-estimation subjective de leur part* », mais à une « *immaturité objective de la question* ».

C'est que si – à l'époque de Marx – l'économie politique bourgeoise existe déjà, et qu'elle a pu être pour lui un point d'appui, il n'en va pas du tout de même pour la science bourgeoise de l'Etat et de la politique. L'Ecole libre des sciences politiques n'est créée qu'en 1871. Max Weber, Georges Sorel ou Benedetto Croce n'interviendront qu'au tournant des XIX^e et XX^e siècles.

La conception de l'Etat de Marx est marquée, d'autre part, par ce que celui-ci a sous les yeux⁸⁰, à savoir un pouvoir d'Etat répressif. Cela est sur le point, sinon de changer du tout au tout, tout du moins d'évoluer. C'est ainsi que la III^e République élargit « *de façon décisive la conception à se faire de l'Etat, donc aussi de la pratique politique et (de) la stratégie révolutionnaire appropriées* ». Les textes d'Engels de 1883 (mort de Marx) à 1895 (sa propre mort) opèrent à cet égard plus des « *mises à jour* » ou des « *adaptations pratiques* » que de la « *repensée fondamentale* ».

⁷⁹ Marx lui-même écrira, dix ans plus tard, que la Commune « *fut l'insurrection d'une seule ville dans des conditions exceptionnelles* ». Et – ajoute Sève – « *n'ayant au surplus duré que dix semaines* ».

⁸⁰ 1848, 1871, Napoléon III, Alexandre II, Bismarck...

Communisme-socialisme : un terrible piège de vocabulaire (p. 296-304)

Comment Marx et Engels se comportent-ils à ce sujet ?

- « *Après quelque hésitation jusqu'à 1845, Engels puis Marx font le choix définitif du communisme, choix théoriquement motivé dans L'Idéologie allemande, qui devient engagement pratique avec leur engagement négocié à la Ligue des communistes en 1847 et proclamation publique avec le Manifeste* ». Les idées clefs : complète égalité sociale, dépérissement de l'Etat, émancipation sociale *individuellisante*.
- Socialisme et socialiste continuent d'être utilisés à l'occasion pour connoter tout ce qui a un caractère postcapitaliste. « *En ce sens, le communisme est une forme, à leurs yeux la seule sérieuse, de socialisme* ».
- « *Hors cet usage très spécifique, socialisme est pour Marx (l'attitude d'Engels, on va le voir, est complexe en cette importante affaire) le nom de conceptions et pratiques foncièrement critiquables, notamment proudhoniennes⁸¹ et lassalliennes⁸² (...)* ».

Le temps passant, 1848 et le **Manifeste** sont vite oubliés. Dans les années 1860, « *le mot communisme est à peu près inemployé* ».

En 1875, au Congrès de Gotha, le processus d'unification de l'ADAV⁸³ et du SDAP⁸⁴ se fait dans des conditions qui ne donnent pas lieu à polémique publique sur le coup, mais qui vont « *prendre seize ans plus tard une majeure importance politique et théorique dans la question du rapport de sens entre les termes socialisme et communisme* ». Le projet de programme commun s'inspire beaucoup plus des vues de Lassalle que de Marx. **La Critique du programme de Gotha** que rédige Marx n'est pas versée aux débats, néanmoins, car Liebknecht la garde par devers lui. Elle ne deviendra publique qu'en 1891, à l'initiative d'Engels qui souhaite que le parti (devenu en 1890 le SPD) la prenne en compte. « *La critique marxienne du programme de Gotha est (...) le texte par excellence qui donne à voir les cruciales différences de contenu que peut recouvrir sans bruit au tournant des XIX^e et XX^e siècle la dualité des expressions « société socialiste » et « société communiste »* ».

Plus grave encore que l'escamotage du texte marxien par Liebknecht en 1875, est la validation du mot socialisme au détriment du mot communisme par Engels en 1877 dans sa polémique contre Dühring. Certes, les intitulés des articles d'Engels parus en 1877-1878 dans le *Vorwärts*⁸⁵ sont parallèles aux intitulés des articles de Dühring. Mais, l'année d'après, quand les articles d'Engels sont republiés en volume, les titres sont beaucoup plus lapidaires :

⁸¹ Que Marx et Engels combattent en France.

⁸² Qu'ils combattent en Allemagne.

⁸³ Allgemeiner Deutscher ArbeiterVerein (Association Générale des Travailleurs Allemands).

⁸⁴ SozialDemokratische ArbeiterPartei (Parti ouvrier social-démocrate).

⁸⁵ 1. « *M. Eugen Dühring bouleverse la philosophie* », 2. « *...bouleverse l'économie politique* » et 3. « *...bouleverse le socialisme* »).

Philosophie, Économie politique, Socialisme. « *Le mot (socialisme) se met à prendre une allure doctrinale* ». De fait, ces exposés, où il est parlé de socialisme et non de communisme, vont devenir des textes de référence pour tout le mouvement ouvrier. Cerise sur le gâteau : paraît en 1880 *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, « *qui reprend la substance de (la) dernière partie de l'Anti-Dühring* ». La cause est donc entendue : « *le but des marxistes s'appelle donc décidément socialisme* ». Pour Sève, il y a « *chez Engels, à cette époque – on va voir qu'évolue ensuite son attitude – une vraie sous-estimation de l'importance qu'a ce problème terminologique* ». Il est porté à penser qu'Engels « *s'est laissé influencer alors par ce qui était le système justificatif des dirigeants social-démocrates* » qui voyaient dans le mot communisme un terme vieilli, associé, qui plus est, un quart de siècle après, au déplorable souvenir de 1848. Conclusion de Sève : « *Marx n'a jamais lâché, Engels a temporairement fléchi* ».

Confusion grave (p. 304-312)

Cette confusion sur les mots socialisme et communisme se redouble d'une autre sur la vision de l'Etat. C'est ainsi que dans *l'Anti-Dühring* rien n'est dit de l'appropriation (individuelle et collective) des moyens de production par les travailleurs eux-mêmes, de la déconstruction de l'appareil étatique de la classe possédante et de la construction d'un pouvoir nouveau à l'entier service des producteurs associés. Engels ne distingue pas clairement socialisation et étatisation. Les forces productives doivent être appropriées, dit-il, « *par la société elle-même* », ce qui est bien vague.

Après la mort de Marx, toutefois, Engels se fera plus précis, se définissant comme communiste et non social-démocrate. C'est d'ailleurs à son initiative qu'en janvier 1891, à l'occasion du congrès d'Erfurt du SPD, est révélée la *Critique du programme de Gotha* de Marx. Cela fait l'effet d'une bombe. Chacun découvre que la visée de Marx est bien la société communiste, qu'il distingue deux phases – inférieure et supérieure - de cette société communiste, et qu'il ne parle pas de société socialiste. Embarras des dirigeants du SPD. Mais qu'à cela ne tienne ; « *des social-démocrates allemands ont alors imaginé ce fort simple artifice idéologique : la première phase de l'éventuelle société communiste de Marx, ce serait justement ce qu'ils appellent quant à eux le socialisme* ». L'idée va être tout bonnement attribuée à Marx et ne plus faire l'objet de débat, si bien que, pendant des décennies, le mouvement ouvrier va la faire sienne⁸⁶.

Le problème est qu'à l'époque le mot socialisme lui-même a « *plusieurs sens inaccordables avec cette nouvelle acception* ». A la fois « *nom générique, et par là même indéterminé, de tout ce qui vise un au-delà du capitalisme* », et appellation sous laquelle se reconnaissent des mouvements hostiles au communisme marxien comme le proudhonisme et le lassallisme.

⁸⁶ Sève lui-même ne va découvrir le tour de passe-passe qu'au tournant des années 1980-1990 ! cf. son ouvrage *Communisme, quel second souffle ?*, 1990.

Avec le temps, ce n'est plus le socialisme qui va être la phase inférieure du communisme, mais le communisme qui va devenir la phase supérieure du socialisme, « *se voyant ainsi renvoyé à l'idéal, c'est-à-dire à ce qui sans nul doute ne se réalisera jamais* ». Au communisme les effets de tribunes et les péroraisons, « *le socialisme en sa version social-démocrate devenant (quant à lui) seule réalité politique* ». Du socialisme comme transition au communisme au socialisme comme diversion au communisme, il n'y avait qu'un pas, et il fut promptement franchi.

Cette discussion fait ressortir par contraste à quel point il est délétère de faire du communisme un idéal renvoyé aux calendes grecques et de faire l'impasse sur le communisme comme « *mouvement réel qui supprime l'état de choses existant* ». « *Si l'on veut pour de bon aller à ce que Marx nomme société communiste, alors sont à viser dès maintenant de façon concrète ces objectifs immenses que sont l'appropriation des moyens de production par l'ensemble des producteurs directs, le dépérissement du pouvoir d'Etat, le développement des capacités dirigeantes chez tous les individus, ce qui met radicalement en cause le type actuel de parti. La société communiste n'est certes pas pour demain, mais le mouvement en direction du communisme commence aujourd'hui* ».

Controverse sur les deux phases de l'édification communiste (p. 312-319)

Dans cette section, Sève s'attarde sur la différence de lecture de la *Critique du programme de Gotha* qui existe entre lui et Isabelle Garo. Celle-ci nie que Marx distingue dans sa brochure une phase inférieure et une phase supérieure du communisme, et Sève s'attache à démontrer que Marx fait bel et bien cette distinction. Non seulement cela, mais « *Marx n'y prend pas une seule fois à son compte le terme de socialisme, à ses yeux insupportablement équivoque en pareil contexte ; il y fait sienne exclusivement et ostensiblement l'idée de « société communiste »* » alors que le socialisme lassallien des années 1870 lui paraît être « *un socialisme focalisé sur la revendication du suffrage universel, et peu enclin à s'engager de façon précise quant au dépassement des rapports marchands comme au dépérissement de l'Etat* ».

Ce qui rend difficile à démêler les idées des uns et des autres (ainsi que les commentaires qu'on peut en faire), c'est l'incroyable (et invisible) embrouillamini autour des termes de socialisme et de communisme qui s'est formé au cours du XIX^e siècle.

Pour ce qui est de Marx, quand il parle de phases inférieure et supérieure du communisme, il fait écho à certains de ses travaux récents sur la subsomption formelle et la subsomption réelle, que l'on trouve dans le *chapitre VI*, non publié du livre 1er du *Capital*. De quoi s'agit-il ? « *La domination du capital sur le travail s'est d'abord imposée à des processus productifs antérieurement formés (...), prélevant sur eux du profit sans en transformer le mode, se les*

soumettant donc de manière encore purement formelle – première forme historique ». Puis, le capital, pour augmenter son profit, *« transforme à son gré les conditions du processus productif (...), qu'il se subordonne ainsi en toute sa réalité – deuxième forme historique* ». Un mode de rapports sociaux nouveau ne peut que faire avec les bases préexistantes, qui ne sont pas les siennes. *« Puis, il se crée à lui-même sa propre base, et peut alors manifester à plein son essence* ». Il y a là deux phases successives, -même si elles peuvent se chevaucher, - qui sont précisément les deux phases de l'édification communiste. Dans la **Critique** Marx dit d'ailleurs de la phase inférieure qu'elle ne s'est pas encore *« développée à partir de ses propres bases* ».

Révolution par les urnes ? (p. 320-327)

Soit l'alternative suivante : *« Choisir la voie électorale condamne-t-il à un réformisme qui ne révolutionne rien ? Choisir au contraire le changement pour de bon condamne-t-il à la voie sanglante de la lutte armée ? En un mot, peut-on faire maintenant la révolution par les urnes ?* ». Question vive, ô combien, pour ce qui est de la France : *« devenu République formellement démocratique, l'Etat de classe bourgeois ne peut-il, ne doit-il pas être conquis et transformé par une voie elle-même démocratique ?* ». Marx la croit possible en Angleterre en raison de ses caractéristiques : *« majorité absolue de prolétaires, la petite et moyenne paysannerie propriétaire ayant à peu près disparu ; qui plus est, ce prolétariat s'est donné une excellente organisation syndicale et un niveau culturel relativement élevé* ». Lénine mentionne aussi la culture du compromis des capitalistes anglais. Mais, pour Marx et Engels, ce scénario pacifique est envisageable, sans plus. Ils sont à la fois attentifs (ne pas gâcher les chances de la voie pacifique) et réservés (ne pas se faire d'illusions sur l'adversaire de classe). Ils ne sont pas naïfs.

« Disons en termes marxistes que là où le capital s'est suffisamment enraciné pour dominer la société de façon non plus simplement formelle mais réelle, donc pour s'y être créé ses propres bases, lui devient possible l'abandon avantageux de modalités autoritaires de domination politiques, exposées à révolution, au profit de formes plus souples d'allure démocratique cherchant l'adhésion populaire et par là même candidates à une plus large acceptation. Voilà qui donne consistance à l'idée de possible révolution pacifique ». C'est ainsi que la République démocratique à la française paraît à Engels être non seulement *« la sorte d'Etat la plus favorable au succès des forces révolutionnaires* », mais *« même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà montré la grande Révolution française* ».

Dans le même ordre d'idées, il convient d'examiner de près l'introduction aux **Luttes de classes en France** qu'Engels rédige en Mars 1895, quelques mois avant sa mort. Il y écrit ceci : *« l'histoire nous a donné tort à nous aussi* », car de façon plus générale *« le mode de lutte de 1848 est périmé aujourd'hui sous tous les rapports* ». Déjà, dans une lettre à Lafargue de 1892 : *« L'ère des barricades et des combats de rue est à*

jamais révolue (...). Trouver une nouvelle tactique révolutionnaire est donc une obligation ». Le temps des révolutions faites par des minorités pour des minorités est révolu. La révolution doit maintenant être faite « *dans l'intérêt le plus immédiat de la majorité* », ce qui change tout. Celle-ci doit comprendre les enjeux, y adhérer, y coopérer. Pour cela, « *un travail long, persévérant est nécessaire* ». Fini, terminé le « *auf einmal* » (d'un seul coup) ; il faut maintenant « *progresser lentement de position en position* ». Et surtout ne pas nous laisser entraîner à l'affrontement violent. « *Nous les "révolutionnaires", les "chambardeurs", nous prospérons beaucoup mieux par les moyens légaux que par les moyens illégaux et le chambardement* ». Les « *partis de l'ordre* » ne manqueront pas de se dire, au bout d'un moment : « *la légalité nous tue* », et « *il ne leur restera finalement rien d'autre à faire qu'à briser eux-mêmes cette légalité qui leur est devenue si fatale* ». Il est tout à fait clair qu'Engels « *amorce (ici) un tournant d'immense portée possible dans la traduction de la visée communiste marxienne en stratégie politique du combat révolutionnaire* » même si, dans le même temps, son texte reste faible sur le "comment", et s'en tient finalement à la propagande et à la bataille parlementaire. « *Ce qu'on appelle la révolution se réduit encore essentiellement à la conquête du pouvoir d'Etat, elle n'est pas conçue comme action transformatrice permanente sur tous les terrains, dont cette conquête ne sera qu'un moment certes assez décisif mais partiel* ».

Mais si la question du pouvoir reste ainsi intimement articulée à celle de l'Etat, c'est aussi qu'au moment où écrit Engels le SPD vole de victoire électorale en victoire électorale. « *Il rassemble déjà 20% des voix en 1890, il atteindra 36% à la veille de la guerre de 1914* ». On comprend qu'Engels conclue à « *la certitude de la victoire* ».

Splendeur et misère de la visée communiste vers 1900 (p. 328-333)

« *Nous choisissons d'utiliser le droit de vote, écrit Engels (dans l'Introduction), « sauf si les gouvernements nous provoquent ouvertement à la lutte* » ». Et dans ce cas, ajoute-t-il, il faudra engager le combat « *avec des forces plus grandes* ». Liebknecht et Bernstein, « *farouches adeptes de la légalité à tout prix* », ne pouvaient pas être d'accord. Le *Vorwärts!* demande à Engels d'arrondir son texte, mais il refuse : « *Légalité aussi longtemps et largement que cela nous convient, mais aucune légalité à tout prix, ne serait-ce que déclarativement* ». Le *Vorwärts!* publiera une version tronquée. Le texte authentique ne sera connu que dans les années 1920. Entretemps, l'image du dernier Engels sera celle d'un légaliste. Une embrouille de plus. Rosa Luxemburg s'y laissera prendre, mais pas Lénine, qui flaire le texte frauduleux, et décide de ne pas en tenir compte dans *L'Etat et la révolution*, moyennant quoi la réflexion stratégique des marxistes en restera là « *durant bien des décennies* ».

Que peut-on considérer comme acquis au sortir de ce XIX^e siècle ?

- *« D'abord une optique générale de majeure importance, le matérialisme historique » ;*
- *« Sur cette base, une visée transformatrice fondamentale : le communisme » ;*
- *« La mise en œuvre par là même d'une force sociale nouvelle venue sur la grande scène de l'histoire, le prolétariat que transfigure en classe ouvrière pour soi la lutte syndicale et révolutionnaire, en compagnonnage possible avec une petite-bourgeoisie urbaine et rurale et une foule croissante d'intellectuels entrant en effervescence (...) » ;*
- *« Et en tout cela paraît s'esquisser déjà la pacifique universalité non plus fictive mais réelle de ce « genre humain » qu'annonce l'Internationale ».*

Tableau à nuancer, cependant :

- *« Au seuil du XX^e siècle, cet ensemble de vues est mal connu (...) et moins encore compris » ;*
- *« Au premier rang de ce qui est mécompris figure précisément le plus essentiel » : la visée communiste ;*
- *« A ces risques majeurs d'ordre théorique vient se surajouter une grave incertitude politique : par quelle voie engager le passage au socialisme ? » ;* insurrection ou élection ? Ou les deux, comme le dit Engels ? Mais la voie qu'il suggère *« manque de clarté quant à l'articulation possible des deux tactiques et de richesse quant au contenu nécessaire de la lutte politique. Au tournant des deux siècles, le marxisme est à la fois, par tout ce qu'il a de fort, bruyamment inspirateur de volontés transformatrices, et, par ce qui y fait défaut, silencieusement porteur de risques inconnus ».*

Et puis, contre toute "logique", quelque chose va commencer à se passer en Russie. *« **II semble bien que la prochaine danse doit commencer en Russie** »*, écrit Engels à Bebel en 1875. Marx se met à apprendre le russe. En 1885, Engels écrit à Véra Zassoulitch que la Russie *« **approche de son 1789** »*. Il ajoute même que *« **le 1789 une fois commencé, le 1793 ne se fera pas longtemps attendre** »*. Mais ni Marx ni Engels ne poussent plus loin la réflexion. Que la danse à venir puisse révéler les impensés de la visée communiste, nul n'y songe. *« L'histoire aussi a sa courbure, qui interdit de voir au-delà de son présent horizon. Au début du XX^e siècle, l'histoire humaine reste pour une large part un processus sauvage d'histoire naturelle. Voilà qui dit d'avance la couleur du prochain chapitre ».*

Chapitre II.

Communisme et « communisme » dans le court XX^e siècle (p. 335-638)

Sève commence par rappeler les critères essentiels de la visée communiste déterminés au fil du 1^{er} chapitre : *« appropriation des moyens de production par les producteurs directs, dépérissement de l'Etat, libre développement de chaque individu... »*, et pose d'emblée qu'à ses yeux *« en très grande part l'URSS et les pays à régime comparable contrevenaient de façon flagrante à ces critères, ce qui affectait aussi les partis de la III^e Internationale »*. Il imagine *« la stupéfaction, voire l'indignation que cette annonce est de nature à susciter »*, mais se propose de l'argumenter amplement tout au long de ce II^e chapitre, et en particulier au cours de la vingtaine de sections consacrées à Staline et au stalinisme.

« Le communisme » : une terminologie de fausse monnaie (p. 337-342)

Première remarque à faire en ce qui concerne l'appellation "pays communistes" attribuée à l'URSS et aux pays orbitant autour d'elle : ces pays étaient dirigés *« par des partis qu'on peut plus ou moins dire communistes en leur discours »*. Certains de ces partis – comme le PC(b)R⁸⁷ – se qualifiaient eux-mêmes de communistes⁸⁸. Mais, dans aucun pays les critères de la visée communiste n'étaient observables. Si, en dépit de cela, ils ont quand même été appelés "pays communistes", c'est juste pour des raisons idéologiques, et en rien pour des raisons "scientifiques". Tout historien sait bien qu'il ne faut pas prendre pour argent comptant les appellations que s'auto-attribuent les dirigeants des pays ; plus même : il sait bien qu'une part de son travail est de passer au crible le voile sémantique dont ceux-ci parent leur action. Au lieu de cela, ont été qualifiés de "communistes" tout à la fois la visée communiste marxienne (c'est-à-dire une conception historique), les partis de la III^e Internationale (c'est-à-dire un ensemble de forces politiques) et les *« pays plus ou moins modelés par un parti de cette sorte »* (c'est-à-dire une famille de régimes sociaux).

En imposant ainsi *« le pseudonyme global "communisme", on réalise en un tournemain cette opération silencieusement politicienne : donner les aspects les plus sombres de ces*

⁸⁷ Parti Communiste (bolchévik) de Russie (ex-Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie ; POSDR).

⁸⁸ En RDA, par contre, le parti dirigeant était le *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*, c'est-à-dire le Parti Socialiste Unifié.

régimes pour résultat naturel de l'action de partis se réclamant de la visée marxienne, et donc de cette visée même ». Or, « on doit bien constater que l'historiographie actuelle reste en grande part aveugle au vice logique criant de toute cette démarche ».

Des fautes de pensée aux conséquences gravissimes (p. 342-350)

Elle entraîne de patentes fautes de pensée. C'est ainsi, d'une part, qu'on peut voir englobés sous le même terme de "communisme" (comme le fait *Le livre noir du communisme* de Stéphane Courtois) aussi bien le communisme marxien « *fondé sur le plus haut développement des forces productives industrielles modernes* » que le communisme agraire primitif du Cambodge de Pol Pot, et que, d'autre part, les auteurs sont inattentifs à un aspect crucial, à savoir « *les draconiennes conditions de possibilité historique du passage d'une formation sociale au communisme*⁸⁹ ».

Et, bien sûr, « *les errements dramatiques de l'aventure soviétique et son avortement final prennent le sens d'une invalidation elle-même intemporelle, donc universelle et définitive – en 1991 serait mort le "communisme"* ». Le communisme a été « *essayé* », mais il a « *échoué* », comme ils disent.

Au lieu de cela, la thèse défendue en ce livre est que « *les errements dramatiques et l'échec final de l'aventure soviétique (sont) l'effet prévisible d'une prématurité historique foncière de l'entreprise engagée dans la Russie du siècle dernier, n'invalidant pas, mais au contraire confirmant l'analyse marxienne et, conséquence de fabuleuse nouveauté, (ne faisant pas) du passage au communisme une définitive impossibilité, mais au contraire une possibilité de plus en plus ouverte à mesure qu'en mûrissent les conditions, toute la question d'aujourd'hui étant alors de bien évaluer le degré atteint par leur maturation* ».

« *Les "histoires du communisme" aujourd'hui existantes sont alors comparables à ce qu'aurait été en 1900 une "histoire de l'aviation" concluant des tentatives non probantes d'un Clément Ader ou d'un Santos-Dumont à l'échec final du "plus lourd que l'air" au lieu d'examiner de près les conditions non respectées qui rendaient compte de l'insuccès, dessinant par là même la voie de la réussite possible* ».

Autrement dit, la querelle autour des mots n'est ni doctrinaire ni sectaire ni byzantine ; elle engage le « *sens même des deux derniers siècles de l'histoire humaine* ».

⁸⁹ Parmi celles-ci : « *le développement universel des moyens de production, que seul rend possible le plein essor de l'âge industriel, et son corollaire, le développement universel des individus, conditions inéconomisables, dont une conséquence est que le mouvement vers le communisme ne peut jamais partir de la campagne* ».

Avant d'entrer dans le vif de son sujet, Sève veut encore dissiper un malentendu : de ce que les "pays socialistes" n'aient aucunement été socialistes, il ne s'ensuit pas qu'ils n'aient pas *« échappé un temps à l'orbite du capital et (ne) soient (pas) restés attachés au moins partiellement à une visée fondatrice d'émancipation sociale ; ils ont pu à des moments et sous des rapports divers faire jusqu'à un certain point du socialisme alors même que leur essence y contrevenait »*. En témoigne jusqu'aujourd'hui la nostalgie pour l'ancienne URSS ou pour l'ancienne RDA.

1917 : une révolution possible pour un communisme impossible (p. 350-356)

La révolution de 1917 *« concerne-t-elle bien la visée communiste marxienne ? »*. On peut répondre que oui dans la mesure où la séquence "révolution bourgeoise de février et révolution prolétarienne d'octobre" correspondent à un schéma indiqué tant par Marx dans le *Manifeste communiste* (pour l'Allemagne) que par Engels dans sa lettre de 1885 à Véra Zassoulitch (pour la Russie). C'est aussi sur ces bases que Lénine rédige en 1917 ses *Thèses d'avril*.

Par ailleurs, les événements ont montré *« le rôle révolutionnaire décisif et insubstituable de la classe ouvrière »*.

En outre, *« Octobre 1917 valide aussi avec éclat cette autre thèse marxienne que résume en une formule célèbre Le 18 Brumaire : s'il sait se faire une alliée révolutionnaire de la masse des travailleurs de la campagne en prenant à son compte leurs revendications, le prolétariat réalise « le chœur sans lequel, dans toutes les nations paysannes, son solo devient un chant funèbre » »*. Cette alliance ouvriers-paysans explique – ce que très peu d'observateurs (hier comme aujourd'hui) relèvent – que cette révolution fut, pour l'essentiel, pacifique.

Cette alliance suggère aussi que le caractère non violent d'une révolution dépend *« du caractère réellement démocratique »* de ses objectifs. A cet égard, au milieu et dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la visée communiste marxienne va plus vite que la musique : *« elle tient pour déjà praticable d'en finir avec la société de classes par une initiative historique dont l'approbation majoritaire est très loin d'être acquise »*. Il en ira d'ailleurs encore de même au cours du premier XX^e siècle.

« Lénine est entièrement convaincu de la justesse de la théorie révolutionnaire marxienne, donc du nécessaire recours à l'insurrection armée ». En août 1917, réfugié en Finlande, il écrit *L'Etat et la révolution*, où on peut lire : *« une révolution violente est inéluctable »*. Dans les *Thèses d'avril*, toutefois, alors qu'il était en Russie, il avait ressenti la possibilité de pousser la révolution bourgeoise de février vers une révolution prolétarienne avec *« un maximum de possibilités légales »*, *« le principal obstacle à vaincre étant*

l'ampleur des illusions que se font les masses sur le gouvernement provisoire ». Il faut donc « *expliquer patiemment, systématiquement, opiniâtrement aux masses* » qu'il faut donner tout le pouvoir aux soviets car eux seuls mettront fin à la guerre et donneront la terre aux paysans. Fin mai, il dit que « *s'emparer* » du pouvoir sans disposer d'une majorité est une « *aventure* ». Lénine met en œuvre cette stratégie de révolution pacifique jusqu'à début juillet. Mais, début juillet, les forces réactionnaires s'emparent brutalement du pouvoir. Lénine décide donc de préparer l'insurrection armée. C'est alors que, parti en Finlande, il écrit *L'Etat et la révolution*. Mais, nouveau coup de théâtre en septembre : Kornilov tente un putsch que les bolchéviks contribuent à faire échouer, « *ce qui redonne du souffle à la révolution, et permet (aux bolchéviks) de conquérir politiquement la majorité dans les soviets des plus grandes villes* », ainsi que la faveur de larges masses dans le pays. Du coup, Lénine revient à la stratégie pacifique, « *tout en préparant une insurrection armée qu'il prévoit non sanglante, aucune force n'étant plus capable de s'y opposer en ce contexte* ». La révolution de 1917 sera effectivement non violente⁹⁰.

Or, chose extraordinaire, ce fait d'une haute importance est passé sous silence tant par l'historiographie stalinienne que par la réactionnaire. « *Est ainsi entièrement dissimulé l'essentiel apport de Lénine à la question cruciale des modalités de la transformation sociale profonde* », à savoir que « *ce qui rend possible à une révolution d'être de façon générale pacifique n'est pas simplement l'existence d'institutions démocratiques (...), mais bien plus encore la conquête d'une adhésion très largement majoritaire aux objectifs de la révolution. (...) Anticipant sur l'idée de conquête de l'hégémonie politico-idéologique telle que l'approfondira quinze ans plus tard Antonio Gramsci, (cette démonstration stratégique) peut constituer aujourd'hui encore pour nous une source paradoxalement inattendue d'inspiration* ».

Le communisme de 1918 (p. 357-364)

« *Mais si Octobre est ainsi une révolution qui valide l'analyse de classe du Manifeste, il s'en faut qu'en son contenu elle puisse être qualifiée de communiste, et même, dans un célèbre article de jeunesse, Gramsci (...) y verra une Révolution contre Le Capital* ». Pour Gramsci, cette révolution montre que « *les révolutionnaires (peuvent créer) eux-mêmes les conditions nécessaires à la réalisation complète et pleine de leur idéal* ». Lénine dit des choses similaires à Kautsky. « *Pourtant, le dramatique constat auquel va contraindre le cours infiniment difficile de la révolution, et qui en son fond ne surprendra pas Lénine, est qu'avec son idéalisme au moins latent le volontarisme politique n'est aucunement capable de bousculer la formidable nécessité des choses exprimée par le matérialisme historique, et que sous-estime de beaucoup le jeune Gramsci* ». Cela a été dit plus haut : le décisif ne saurait bousculer le fondamental. « *L'initiative politique peut rendre réel le possible, elle ne peut rendre possible l'impossible* ».

⁹⁰ Six morts.

« *Et pourtant, la révolution d'Octobre marque une date bel et bien décisive dans l'histoire de la visée communiste marxienne* ». Il s'agit de la décision de Lénine de changer le nom du parti. Depuis qu'en août 1914 les social-démocrates ont voté les crédits militaires, il considère qu'ils ont « *trahi le socialisme dans le monde entier et passé à la bourgeoisie* », signant ainsi la « *faillite de la II^e Internationale* ». Il y a maintenant « *deux lignes de la révolution* ». Une « *scission du socialisme* » « *devient inévitable et même indispensable* », ce qui implique de « *créer aujourd'hui une Internationale nouvelle* ». C'est là qu'apparaît (réapparaît) le mot communiste, abandonné depuis deux tiers de siècle. Déjà dans les *Thèses d'avril* Lénine en parle : « *Si Marx et Engels se sont résignés dans les années 1870 à ce terme « inexact, opportuniste de social-démocratie », c'est qu'à l'époque, après la défaite de la Commune, ne pouvait être à l'ordre du jour qu'une « lente préparation de la révolution sociale* ». « *Mais aujourd'hui, dit Lénine en avril 1917, ce serait pour nous au contraire « freiner le mouvement en avant* ». « *En vérité, « il est temps de jeter la chemise sale, il est temps de mettre du linge propre* ». Ce n'est qu'en mars 1918 – le temps que ses camarades se convainquent de la justesse de sa position - que le POSDR deviendra PC(b)R ; et en mars 1919 que sera créée la III^e Internationale, Internationale communiste.

Ce faisant, s'installait une double ambiguïté. « *Désormais communiste va être l'étiquette d'un parti présent renvoyant au contenu de la société future qu'il vise à édifier : que vienne à changer en son fond ce qu'il vise, et l'étiquette devient mensonge – toute la malversation fondamentale du stalinisme est alors formellement possible* ». L'autre ambiguïté est « *la gravissime dualité de sens qui s'instaure sans bruit entre le socialisme comme transition au communisme ou à l'opposé comme diversion – le drame idéologico-politique immense du mouvement ouvrier du XX^e siècle va s'en trouver sémantiquement facilité* ».

Et Lénine contribue lui-même à l'ambiguïté dans *L'Etat et la révolution*, en accréditant l'interprétation du socialisme comme « *première phase* », « *inférieure* », de la « *société communiste* »⁹¹. Pire : « *il écrit que la différence entre les deux phases « sera certainement considérable avec le temps ; mais aujourd'hui, en régime capitaliste, il serait ridicule d'en faire cas...* ». « *Ainsi l'année 1918 est-elle celle de l'entrée en grand du communisme dans la politique contemporaine, mais aussi, hélas, de l'accréditation générale de sa supposée synonymie avec le socialisme, alibi formel de la catastrophique transmutation à venir du communisme en "communisme". Lénine est de façon générale un modèle de rigueur conceptuelle ; sur ce point précis, malheureusement de capitale importance, il est en défaut* ».

⁹¹ Lénine, cependant, signale « *que cette première forme « que l'on appelle habituellement socialisme » n'est pas nommée par Marx socialisme, mais « première phase du communisme* » ».

En attendant, « *le mot communisme se répand en Russie comme une trainée de poudre* ». Les spectacles sont gratuits. L'art est en effervescence. L'adhésion des ouvriers au syndicat est permise. Les études supérieures sont accessibles aux jeunes juifs. Le divorce, l'avortement deviennent libres. C'est un « *tsunami de gratuité, de liberté, d'inventivité* ». Des noms : Lev Vygotski (psychologue), Valentin Volochinov (linguiste), Anton Makarenko (pédagogue), Nikolaï Kondratiev (économiste), Andréï Kolmogorov (mathématicien), Vladimir Vernadski (penseur de la biosphère).

Les "samedis communistes" (fourniture de travail gratuit) se développent, dans lesquels Lénine voit des « *germes de communisme* », mais qu'il range, néanmoins, sous la rubrique de l'héroïsme, ne voyant pas qu'il y a là « *une ébauche vraie de cet « homme nouveau » du communisme dépouillant au tréfonds de lui-même les petites choses de l'individualité bourgeoise (...)* ».

Le mur de la prématurité historique du communisme (p. 364-370)

« (...) Lénine lui-même (...) se laisse partiellement emporter par la vague à fond utopiste du passage direct à la répartition communiste par-delà les contraintes de l'échange marchand ». Les réquisitions du communisme de guerre, nonobstant leur urgente nécessité, sont considérées « *comme amorce de passage à des rapports économiques postmarchands de tendance communiste* ». Illustration de la « *fantastique puissance d'entraînement* » (et d'aveuglement) d'une situation « *aussi inédite que celle de la première révolution socialiste* ». Lénine prend conscience de cet anachronisme deux ans plus tard et engage sans tarder la Nouvelle Politique Économique (NEP), non sans faire son autocritique⁹². C'est l'heure du nepman. Lénine se dit qu'il vaut mieux reculer, pour mieux repartir de l'avant plus tard. « *Il ne cesse de mieux mesurer au fil des ans à quel point la détention du pouvoir d'Etat ne suffit absolument pas à métamorphoser la massive réalité des choses* ».

« *Au fil des ans qui vont de 1917 à 1923, Lénine mesure de mieux en mieux le triple empêchement de faire des pas vraiment substantiels dans la voie pourtant purement commençante du communisme* » :

- « *Le plus direct, le plus décisif tient au développement insuffisant des individus* ». Ils ne sont pas en capacité « *de gérer leurs affaires communes avec compétence* ». « *Nous ne sommes pas assez civilisés pour pouvoir passer directement au socialisme, encore que nous en ayons les prémisses politiques* », dit-il en 1923. Il parle de cette « *inculture semi-asiatique dont nous ne sommes pas sortis* ». « *Nous sommes illettrés* ».

⁹² II^e Congrès des instructeurs politiques, octobre 1921.

- *« Cette inculture dominante, qui rend déjà si peu réalisable une démocratie de plein exercice populaire, s'enracine dans une arriération plus massive, celle des moyens de production ».*

- *« D'où une troisième raison, plus forte encore, qui rend le but inaccessible pour tout un temps : le nouveau régime est, sous tous les rapports, trop faible pour survivre longtemps dans ce monde de « tigres », à moins qu'une révolution européenne ne vienne à son secours ». « Si la révolution allemande ne vient pas, nous sommes perdus⁹³ ».*

Or, voici qu'un *« équivalent de l'Octobre russe semble commencer à Berlin »* en novembre 1918 ! Quelque chose se passe en Hongrie en mars 1919. Las ! En janvier 1919, Berlin est écrasé, et la République des conseils hongroise en mars.

« La fin de la Grande Guerre permet aux puissances capitalistes, France en tête, d'envoyer des forces écraser les dernières braises de la flambée révolutionnaire en Europe. (...) Le communisme marxien n'est pas seulement prématuré en Russie, il l'est partout dans le monde en ce XX^e siècle commençant, le capitalisme étant bien loin encore d'avoir atteint où que ce soit les limites de son expansion possible, et d'avoir du même mouvement poussé à un développement suffisamment universel les forces productives sociales et les capacités individuelles ».

La question cruciale de Staline et du stalinisme (p. 370-377)

Trois questions :

- 1) Les catastrophes sociales et humaines des temps staliniens ont-elles été pour une part au moins la suite naturelle – voire fatale – de la révolution léninienne, ou non ?
- 2) Qu'est-il arrivé à l'humanité de 1917 à 1991 ?
- 3) Quel sens (ou non-sens) y a-t-il encore à vouloir transformer le monde et changer la vie de façon radicalement émancipatrice suivant la visée communiste marxienne ?

Y répondre implique de tirer d'abord au clair cette question : ce que ce livre appelle la visée communiste est-il démontrablement dissociable en pensée et en acte de l'ensemble effroyable de faits recouverts par le stalinisme ? Staline était-il en partie au moins dans Lénine, et déjà dans Marx ? Question à élucider en toute franchise, sans aucun tabou. Est-il fondé que 80% des français jugent négativement le mot communisme ?

La condamnation de Staline et du stalinisme se rencontre sous trois versions non exclusives :

- 1) L'individu assoiffé de pouvoir (p. 374-376).
- 2) Le léninisme continué (p. 377-385)
- 3) Le marxisme continué (p. 385-391).

⁹³ VII^e Congrès du PC(b)R, mars 1918.

La première hypothèse est établie par plusieurs biographes (Dimitri Volkogonov ; Robert Conquest ; Jean-Jacques Marie) qui, cependant, ne voient pas que si c'est Staline qui est en cause, ...alors ce n'est pas le communisme !

L'insoutenable filiation de Lénine à Staline (p. 377-385)

Pour l'historiographie dominante sur l'URSS (Nicolas Werth ; Andrea Graziosi), le stalinisme est la continuation du léninisme, c'est-à-dire du bolchévisme, version majoritaire du marxisme. Le léninisme est une « *idéologie terroriste* » (N. Woerth), théorisée comme telle et mise en œuvre comme telle.

Sauf que cela est faux. Pas de culte de la violence et de soif de guerre civile chez Lénine. Pas de recherche délibérée de l'affrontement sanglant en 1917, mais choix de la révolution pacifique. La terreur rouge ne sera qu'une réponse à la terreur blanche. Pas de guerre contre la paysannerie, à laquelle il donne la terre. Dès la guerre civile terminée, il rompt avec le communisme de guerre et établit la NEP. Pas de goulags. Pas d'autoritarisme personnel de Lénine dans le parti. Les séances du BP sont ouvertes à la commission centrale de contrôle. Les décisions se prennent à la majorité. Devenu président du gouvernement, il procède de même. Et surtout, il cherche à contrecarrer Staline. Il recommande de le « *démettre de ses fonctions* » au XII^e Congrès d'avril 1923. Ses dernières *Lettres au Congrès* ne seront pas portées à la connaissance des congressistes. Staline est à la manœuvre. Pour les preuves, cf. *Octobre 1917...*

François Furet et le communisme comme « illusion » mortifère (p. 385-391)

La troisième version, c'est celle de François Furet, qui lui a donné sa forme canonique dans *Le passé d'une illusion*. Il ne reste rien de l'« *univers communiste* ». Rien de Lénine. Le communisme est « *condamné par l'histoire à disparaître corps et biens* ». « *L'histoire redevient ce tunnel où l'homme s'engage dans l'obscurité, sans savoir où conduiront ses actions, incertain sur son destin, dépossédé de l'illusoire sécurité d'une science de ce qu'il fait* » (page 808). « *L'idée d'une autre société est devenue presque impossible à penser, et d'ailleurs personne n'avance, dans le monde d'aujourd'hui, même l'esquisse d'un concept neuf* » (page 809). « *Ainsi le communisme se termine-t-il dans une sorte de néant* » (page 9).

L'idée communiste ? Des passions : « *la haine de la bourgeoisie* » (page 19), « *l'émancipation du genre humain* » (page 49), se "précipitant" en « *croyance* » parareligieuse (pages 10, 13, 107, 198, etc.).

Le stalinisme est donné d'avance dans l'idée communiste : c'est « *le stade suprême du communisme* » (page 587).

Mais qu'est-ce que l'idée communiste ? On ne le saura pas. L'auteur n'en dit rien. Rien en 800 pages. Le sous-titre du livre, pourtant, est « *Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle* »...

Nous n'avons pas avancé d'un pas. « *La question névralgique est celle du fantastique renversement d'une entreprise d'intention radicalement émancipatrice en son brutal contraire* » (p. 391).

L'imposture du léninisme de Staline (p. 391-399)

Elle est réaffirmée même dans le rapport "secret" de Khrouchtchev. « *Si Lénine n'était pas stalinien, Staline n'était-il pas quant à lui léninien ?* ». Staline ne s'est-il pas référé à Lénine toute sa vie ? N'a-t-il pas défendu les vues de Lénine contre ses détracteurs ? Ne s'est-il pas posé en son meilleur continuateur ? N'a-t-il pas publié *Les principes du léninisme*⁹⁴ ? Cette question du léninisme de Staline n'a jamais été examinée au fond.

Les ABC altèrent « *en leur fond même la pensée et l'action de Lénine* ». Cela commence par « *la mise en doctrine dite par le -isme de léninisme* », qui contrevient à l'idée de Lénine que « *la vérité est toujours concrète* ». Staline fait état d'une « *loi de la révolution violente* » là où celle de 1917 a été, pour l'essentiel, pacifique. La dictature du prolétariat est « *un nouvel Etat* », mais rien n'est dit « *de son dépérissement à engager sans délai* ». Dans le parti doit régner une « *discipline de fer* » ; exit la démocratie interne. Le "léninisme" de Staline est « *lourdement antiléninien* ».

Mais l'essentiel n'est pas là. Là où Lénine est internationaliste conséquent, Staline est nationaliste. Entre eux, il y a un désaccord profond sur la façon de diriger. Chef d'essence ordinaire *versus* chef d'essence supérieure. L'idéologie « *marxiste-léniniste* » est érigée en vérité d'Etat. Le « *léninisme stalinisé* » va « *empoisonner toute l'histoire culturelle de l'URSS, et plus largement du mouvement communiste international* ».

On a comparé avec Hitler, mais s'il y a continuité entre *Mein Kampf* et la politique du III^e Reich, il n'y en a pas entre la pensée et l'action de Marx/Engels/Lénine et celles de Staline.

Staline et « *le socialisme dans un seul pays* » (p. 399-408)

Rappelons que « *pour Lénine, socialisme désigne la première phase du communisme, c'est-à-dire implique de façon clairement commençante l'appropriation des moyens de production par les producteurs directs et le dépérissement de l'Etat de classe* ». Que l'un des deux éléments manque, a fortiori les deux, et on ne peut plus parler de socialisme. Or, Lénine dit en 1923 : « *Nous ne sommes pas assez civilisés pour pouvoir passer directement au socialisme, encore que nous en ayons les prémisses politiques* ». Pour lui, le blocage est donc *interne*. Il faudra « *beaucoup, beaucoup,*

⁹⁴ Qu'il vaudrait mieux appeler *Bases du léninisme* ou, encore mieux, *Les ABC du léninisme*.

beaucoup d'années » pour le lever, ajoutait-il. A la même époque, Staline, évoquant aussi les difficultés de construction du socialisme, reconnaissait que pour l'organisation de la production socialiste *« les efforts d'un seul pays, surtout d'un pays paysan comme la Russie, ne suffisent plus : il faut pour cela les efforts des prolétaires de plusieurs pays avancés⁹⁵ »*. Mais il mettait ensuite l'accent sur les risques externes (intervention étrangère) et en concluait que *« la révolution victorieuse (avait) pour tâche essentielle de développer et de soutenir la révolution dans d'autres pays »*.

Mais changement de pied en décembre 1926 avec *Questions du léninisme*. Staline affirme maintenant, en contradiction totale avec Lénine, que la Russie a tout ce qu'il faut pour passer au socialisme. Elle peut et elle doit le faire. Mais alors, *« quel contenu met-il au juste sous le mot "socialiste" ? »*.

Rappelons-en les deux critères économiques déterminants : l'appropriation par les producteurs directs des moyens de production et un changement radical du mode de rétribution du travail. Sont-ils présents ? La réponse est évidemment non. Les kolkhozes, créés à partir de 1929, ne sont nullement du socialisme agraire mais du *« despotisme agraire⁹⁶ »* à direction bureaucratique. De même, la *« croissance spectaculaire de l'industrie lourde {à partir du premier plan quinquennal 1929-1933} s'effectue au sein de rapports sociaux dont l'évolution va elle aussi au rebours de tout socialisme effectif »*. Sur le style de direction, on retiendra cette phrase de Kaganovitch, très proche de Staline : *« La terre doit trembler quand le directeur entre dans l'usine »*. Pour Moshe Lewin, l'URSS de Staline est *« un cas flagrant de développement sans émancipation »*.

Les effets de ce tournant vont se révéler incalculables *« dans l'histoire de la visée communiste, et (...) brouiller les pistes pour toute la suite du siècle »*. Les mots socialisme et communisme ont perdu leur contenu rigoureux. Désormais, un signe d'égalité est mis entre socialisme et industrialisation, sans aucune considération des effets sociaux et humains. Le mot nationalisation va se trouver paré de toutes les vertus alors qu'il ne recouvre rien de plus que la fin de la propriété privée des moyens de production et d'échange, à mille lieux de l'appropriation sociale des moyens de production par les producteurs directs. Ce ne sont d'ailleurs pas ces derniers qui sont censés incarner la nation, mais le pouvoir politique. Ce n'est donc pas nationalisation qu'il faut dire, mais étatisation. *« Dans son contenu effectif, le "socialisme" stalinien est en vérité un national-étatisme »*.

Staline et le dépérissement de l'Etat (p. 408-415)

Comment Staline se situe-t-il par rapport à l'autre critère du passage au socialisme, à savoir le dépérissement de l'Etat ? Rappelons que ce dépérissement indique que l'Etat, comme instrument de domination de classe s'élevant au-dessus de la société, commence à être démantelé. C'est cette tâche que réalise la dictature du prolétariat. Elle implique

⁹⁵ *Les ABC du léninisme*, 1^{ère} édition (dès la 2^e édition, Staline a fait supprimer cette phrase).

⁹⁶ Moshe Lewin, *Le siècle soviétique*.

« *l'appropriation au moins nettement engagée de l'ensemble des pouvoirs publics par la collectivité citoyenne* ». Au lieu de cela, « *Staline pousse (...) à un mode de direction des affaires étranger à tout souci démocratique* ». Le régime est « *d'essence étatiste* », et Trotski stigmatisera cet aspect, en 1936, dans *La révolution trahie*. Mais, pour Staline, « *l'encerclement capitaliste et les dangers qui en découlent pour le pays du socialisme* » placent sous un nouveau jour la question du dépérissement de l'Etat. Ce dernier doit subsister et être fort, jusques et y compris en période de communisme, « *si l'encerclement capitaliste n'est pas liquidé* ». Staline voit bien qu'une telle doctrine ne peut justifier rien de plus qu'un Etat-garde-frontières. Aussi précise-t-il qu'« *à l'intérieur du pays la tâche essentielle de notre Etat consiste à faire un travail paisible d'organisation économique, de culture et d'éducation* ». « *Pareille énormité ne peut passer*, dit L. Sève, *qu'auprès d'une assistance vraiment prête à tout entendre sans rien dire* ». Rien d'étonnant à cela : avec Staline, c'est la direction qui choisit les délégués, qui prépare les décisions stratégiques et qui "élit" les dirigeants. A quoi il faut ajouter que les congrès se raréfient. Ce n'est plus le congrès qui fait la direction, c'est la direction qui fait le congrès. Et n'ayons garde d'oublier les purges et les crimes.

Et pourtant, Staline jouissait en URSS et à l'étranger d'une image positive ! La première raison est peut-être que « *l'époque stalinienne de l'URSS, du moins jusqu'à 1945, a aussi été celle de très grands succès* » ; par ailleurs, il faut tenir compte du « *mensonge très laborieusement construit de cette imagerie grandiose* ».

Staline et le marxisme (p. 415-425)

Staline, qui tourne le dos au communisme en économie et en politique, lui est-il au moins fidèle en théorie ? En 1938, il publie *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*⁹⁷. Pour L. Sève, « *La compréhension et la présentation stalinienne du marxisme est elle-même de bout en bout une dénaturation fondamentale de la pensée de Marx* ».

On peut déjà faire remarquer que le marxisme de Staline repose essentiellement sur la lecture de l'*Anti-Dühring* d'Engels, qui est un texte critiquable⁹⁸. Pour autant, ce n'est pas en raison de ce que ce texte a de critiquable que Staline commet ses premières erreurs. Il présente son texte comme « *Théorie générale du parti marxiste-léniniste* », savoir le matérialisme dialectique, « *conception des phénomènes de la nature* » matérialiste par son contenu et dialectique par sa méthode, dont le matérialisme historique « *étend les principes à l'étude de la vie sociale* ». Le Marx de Staline serait donc parti d'une conception générale de la nature pour l'étendre à la vie sociale alors, qu'en réalité, « *C'est l'histoire, non la nature, qui constitue le lieu premier où s'élabore une façon très inédite de penser en matérialiste et de mettre en œuvre de même la dialectique* ». Et c'est bien ainsi, d'ailleurs, que procède Engels dans l'*Anti-Dühring* : « *partant (des) acquis*

⁹⁷ « *Matérialisme dialectique et matérialisme historique n'a pas été écrit comme un texte en soi ; c'est, à l'origine, une partie du chapitre IV de l'Histoire du PC(b)* ». Parvenu à l'année 1909, au cours de laquelle Lénine publie *Matérialisme et empiriocriticisme*, Staline insère ce texte d'une trentaine de pages.

⁹⁸ Sève a critiqué l'*Anti-Dühring* dans le tome III de sa tétralogie (p. 24-30).

matérialistes dans la compréhension de l'histoire, (il ébauche) à titre exploratoire une approche matérialiste-dialectique des données et problèmes qu'offraient en son temps les sciences de la nature ». Pour Staline, au contraire, **Matérialisme et empiriocriticisme** est « *une généralisation matérialiste de tout ce que la science, avant tout la science de la nature, avait acquis d'important et de substantiel* » depuis la mort d'Engels ; ce que disant, Staline s'inscrit en contradiction formelle avec les dires de Lénine lui-même.

De la même manière, pour Staline, « *la théorie politique de Marx serait elle-même tout simplement* » « *l'expérience du mouvement ouvrier de tous les pays sous sa forme générale* ». La discussion critique de Hegel, Bauer, Stirner, Proudhon et tant d'autres est occultée. Le passage de l'empirique au théorique, qui est un passage « *de l'observation des faits à la construction de concepts mis en une cohérence explicative et prédictive qui dépasse radicalement le donné* » est ignoré, et « *la pensée marxienne est ainsi dégradée en discours généraliste* ».

Pour plus de détails, cf. pages 420-425.

Staline et la dialectique (p. 426-435)

Pour Staline, la dialectique serait une méthode, ce qui est la réduire à un choix subjectif de pensée. Elle est plus que cela : « *une logique, c'est-à-dire un système de règles de vérité pour la pensée, avec comme gage ontologique, selon Hegel, sa conformité à l'essence même des choses* ».

Staline présente la méthode dialectique en quatre traits : les choses ne peuvent se comprendre 1) que resituées dans leur contexte (globalisme) et 2) qu'envisagées dans leur développement (évolutionnisme). 3) Les changements quantitatifs insensibles et graduels débouchent sur des changements qualitatifs brusques. 4) « *Les objets et les phénomènes de la nature impliquent des contradictions internes, car ils ont tous un côté négatif et un côté positif, un passé et un avenir, tous ont des éléments qui disparaissent ou qui se développent ; la lutte de ces contraires, la lutte entre l'ancien et le nouveau, entre ce qui meurt et ce qui naît, entre ce qui dépérit et ce qui se développe, est le contenu interne du processus de développement...* ».

Présentation qui passe à côté de l'essentiel. Tout d'abord, les antithèses de Staline ne sont pas des *contradictions dialectiques* mais de simples *oppositions logiques*. Si on examine les choses dans leur connexion et leur mouvement (ce que les 1) et 2) supra expriment maladroitement), la contradiction dialectique apparaît comme associant des contraires « *en vérité inséparables et même identiques* ». Raison pour laquelle on parle d'unité des contraires et d'identité des contraires. « *Ainsi n'y a-t-il identité qu'entre plusieurs qui sont donc des différents (unité des contraires), mais demeurent comparables sous des aspects identiques – l'un par exemple est plus grand que l'autre, ce qui les inscrit tous deux (d)ans le même registre de la grandeur (identité des contraires)* ». De même, au billard, le lancement de la bille est une cause qui en elle-même produit un effet (unité des contraires), lequel effet

(par exemple, la mise en mouvement d'une autre bille) peut à son tour modifier la cause initiale, c'est-à-dire se retrouver cause lui-même (identité des contraires). *« Il n'y a dialectique que de l'unité et l'identité des contraires »*. Les plates oppositions logiques de Staline sont loin de cela. Et c'est ce que révèle 4^e trait, qui n'a de dialectique que le nom, et qui, en fait, est un évolutionnisme.

Cette perte du caractère supérieur de la dialectique au niveau théorique, s'est immanquablement traduite dans la pratique, et spécialement dans l'action politique. Là où, par exemple, Lénine excellait à *« mener ensemble des politiques opposées visant un même but »*, Staline s'en tenait à l'incompatibilité des opposés : c'est pour ou c'est contre. L. Sève prend l'exemple de *L'Etat et la révolution* : dans le même temps où Lénine y *« réaffirme la nécessité de la révolution violente et de l'insurrection armée, il est capable de voir que ce qui va en favoriser le succès est d'utiliser à fond les possibilités inattendues de révolution pacifique, la lutte non violente pour prévenir la violence contre-révolutionnaire pouvant être conjonctuellement la modalité gagnante de la violence révolutionnaire »*. Approche complexe, certes, puisqu'elle implique de savoir trouver du juste dans le faux et inversement ; elle implique de combattre le faux en restant attentif au juste qu'il peut recéler.

La perte du caractère supérieur de la dialectique s'est traduite aussi dans le domaine religieux. Là où Lénine affirme en 1909, dans *De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion*, à la fois *« l'opposition entière du matérialisme marxiste à toute croyance religieuse et le refus de toute déclaration de guerre à la religion »*, qui ne fait que diviser le peuple alors qu'il faut l'unir, Staline fait tout le contraire. En 1929-1930, *« la dékoulakisation brutale se double d'une campagne non moins violente contre la religion qui en aggrave encore l'effet catastrophique »*.

Manque de dialectique de Staline aussi dans sa façon de diriger les armées au début de la 2^e Guerre mondiale (cf. page 434).

Manque de dialectique encore dans *A propos du marxisme en linguistique* (1950) et dans *Les problèmes économiques du socialisme en URSS* (1952).

De Lénine à Staline, une rupture seulement relative ? (p. 435-443)

Lénine ne fut pas un préstalinien et Staline ne fut pas un léninien.

Nombre d'auteurs marxistes estiment qu'il n'y a pas de rupture absolue entre Lénine et Staline ; le stalinisme serait un *« avatar caricatural du léninisme »*⁹⁹. Mais L. Sève fait observer que Lénine lui-même a rompu en 1921 avec le communisme de guerre, et que le passage à la NEP marque précisément une discontinuité fondamentale avec une politique où l'on veut voir un antécédent du stalinisme. *« La NEP ne se réduit aucunement à un recul temporaire en direction des rapports marchands à la campagne et des concessions au capital privé dans l'industrie, c'est un changement fondamental de la tâche révolutionnaire,*

⁹⁹ Jean-Jacques Goblot, 1992.

exigeant une vraie mutation de la conscience communiste ». Lénine dit en 1923 : « **Force nous est de reconnaître que tout notre point de vue sur le socialisme a radicalement changé** ». Cf. citations de Lénine pages 438 et 439. En fait, il y a une rupture entre Lénine et Lénine en 1921, de sorte que si l'on peut, -à la limite, -plaider la continuité entre le Lénine d'avant 1921 et Staline, on ne saurait le faire entre le Lénine d'après 1921 et Staline. Une autre preuve en est donnée par la volonté de Lénine d'écarter Staline des plus hautes responsabilités du parti.

Roger Martelli aborde ce débat de manière plus vaste encore dans *Pour en finir avec le totalitarisme* (2012) et *Que reste-t-il de l'Octobre russe ?* (2017). Pour Martelli, « **l'événement fondateur de l'Octobre russe ouvrait une multitude d'éventualités** », et ce fut « **la plus brutale, celle qu'incarnait Staline, qui l'emporta au bout du compte** », par une « **bifurcation** » où « **la fatalité n'est pour rien** », mais bien une succession de choix tant voulus que subis. Et certes « **le poids des circonstances - guerre civile, arriération russe, isolement de l'URSS - a pesé lourdement en faveur de la violence continue** ». Explication pourtant insuffisante aux yeux de Martelli : « **Il y avait quelque chose dans le corpus initial - celui de Lénine et du bolchévisme historique - qui a limité le champ des autres choix envisageables** ». L. Sève est d'accord avec cette analyse. Le tout est de définir ce quelque chose, « **comme dit Roger Martelli, d'inhérent à l'entreprise même, qui a rendu non certes fatale mais menaçante dès 1924 et à peu près incoercible à partir de 1929 une évolution de sens brutalement contraire à celui de la visée fondatrice** ». Soit deux questions : 1) Qu'en est-il de la phase léninienne de la révolution ? « **Car là se décide l'existence ou non d'une continuité entre Lénine et Staline** ». 2) Quid du marxisme de Staline ? Car là « **se décide davantage encore : le sens de ce qui s'est passé de plus essentiel pour nous dans le XX^e siècle avec ce qu'on appelle couramment encore "le communisme", et en conséquence ce qui en est crédible ou non pour "transformer le monde au XXI^e siècle** ».

Staline communiste ? (p. 443-451)

Pour Roger Martelli, « **Contrairement à ce que voulaient croire ses adversaires communistes, le stalinisme était un communisme et même, hélas, la forme dominante du communisme, pendant quelques décennies** ». Sève, quant à lui, soutient que l'historiographie dominante prête à Lénine des intentions qui n'étaient pas les siennes (cf. pages 444-445 le résumé qu'il fait de la présentation de Martelli). Lénine fait expressément le choix dans les *Thèses d'avril* d'une stratégie de révolution pacifique. Celle-ci a été « **menée avec succès d'avril à juillet, et reprise en septembre-octobre, conjointement à la préparation d'une insurrection armée qu'il prévoit très peu sanglante** », ce qu'elle sera. La guerre civile de 1918 n'est pas le fait des bolchéviks mais de ceux qui viennent de perdre le pouvoir. Le "quelque chose" qui a fait dériver la révolution dans la violence n'est donc pas à chercher du côté de Lénine ou du léninisme.

Si Staline n'était pas léninien, était-il cependant communiste ? Si on veut garder à ce mot son sens théorique rigoureux (passage à une société sans classes – dépérissement de l'Etat –

internationalisme prolétarien – fin de toute domination de l’homme par l’homme – libre développement de chaque individu) assorti d’un mode de comportement politique correspondant, alors la réponse est non. *« Staline aura d’évidence été, de plus en plus brutalement à travers trois décennies, aux antipodes même du communiste jusqu’à en être l’anti-exemple absolu »*. Mais le sens politico-théorique rigoureux est une chose ; le sens historico-factuel en est une autre. C’est ce dernier, il faut bien le reconnaître, que l’usage a imposé, et qui peut faire accepter la formule *« Le stalinisme était un communisme »*. Mais cette acceptation/acceptation ne saurait “iriser” le sens politico-théorique. Le stalinisme a été un communisme, mais seulement au sens historico-factuel, non au sens politico-théorique. Sève exige donc ici des guillemets : *« le stalinisme était un “communisme” »*. Le mot a été abondamment utilisé, mais la chose était absente. Le “communiste” Staline n’avait rien de communiste

Comment a pu se faire le passage du léninisme au stalinisme (p. 451-458)

On vient de voir que le stalinisme ne peut pas se comprendre comme une variante aggravée du léninisme.

Comment le passage s’est-il fait ?

Il faut déjà bien prendre conscience de la césure de 1921, quand Lénine prend conscience de l’impossibilité du passage au socialisme : *« Nous ne devons pas compter sur une application immédiate des principes communistes »* ; est nécessaire le repli sur une nouvelle politique économique qui *« signifie le passage au rétablissement du capitalisme dans une grande mesure »*.

Il faut donc inventer une manière toute neuve d’avancer : fini l’héroïsme sur le champ de bataille, il s’agit maintenant d’acquérir des compétences sur le terrain de l’édification économique ; et cela tout en préservant l’alliance avec la paysannerie. Le pays doit *« se civiliser »*. Il faut accepter de reculer pour mieux avancer. Stratégie déconcertante, y compris pour nombre de dirigeants. Le Lénine de 1921-1923 ne va être ni compris ni suivi. Boukharine lui comprend (voir *Le testament politique*¹⁰⁰, qu’il publie en 1929).

Il faut donc en venir au Staline des années 1924-1927. C’est alors que s’engage la métamorphose calamiteuse du socialisme en “socialisme”, du communisme en “communisme”. Staline boute hors de la direction Trotski, Zinoviev et Boukharine. Fin 1927, il se sent assez fort pour faire apparaître ce qui va être son vrai cap : l’industrialisation du pays à marche forcée, le rejet de toute démocratie de parti, la criminalisation du désaccord.

Paradoxe : ce volontarisme de Staline va être bien perçu ; il paraît être dans le droit fil du bolchévisme de 1917. Mais cette continuité masque une rupture.

¹⁰⁰ Entendre : Le testament politique de Lénine.

La métamorphose du socialisme en « socialisme » (p. 458-466)

La rupture théorique est bien réelle, mais elle n'est pas aperçue : socialisme avant, socialisme après. Mais le mot socialisme est vide de contenu marxien. La Russie soviétique va être réputée socialiste parce qu'elle a abandonné la NEP. Continuité des mots, mais transsubstantiation générale du contenu. Les producteurs sont aliénés à une bureaucratie gestionnaire aux ordres d'un pouvoir d'Etat fortement marqué d'un despotisme à la russe.

Le contenu du régime on le devine dans le terme nationalisation, qui est la grande affaire. Car il ne s'agit pas de faire du peuple travailleur le maître de l'économie, mais de substituer aux propriétaires un Etat gestionnaire. La nationalisation est à entendre en un sens nationaliste, donc aussi étatiste. Un national-étatisme. Les référents ne sont plus Marx ou Lénine, mais Pierre le Grand et plus encore Yvan le Terrible. La visée est la gloire de la Russie de toujours, et non l'émancipation sociale des travailleurs. Cf. page 462 le discours aux dirigeants de l'industrie. Ce discours n'est pas d'un homme qui a la fibre communiste ou la tête marxiste.

Il faut donc en convenir : l'URSS n'a jamais été – dans les années 1930 et après – un pays socialiste. Et le "monde communiste" n'avait de communiste que le nom. Conclusion sans aucun doute contre-intuitive, mais conceptuellement irréfutable.

C'est à cette même conclusion que parvient Moshe Lewin dans *La formation du système soviétique* (1985) et dans *Le siècle soviétique* (2005), et encore dans *Russie/URSS/Russie* où il parle d'erreur d'étiquetage. Cf. citations p. 464-466.

Ce qui a pris fin dans les années 1990 ce n'est pas le socialisme, mais sa perversion. C'est une tâche politique de première importance de faire comprendre cela.

Courte digression sur Staline homme d'Etat (p. 466-471)

Le rapport Khrouchtchev de 1956 ne cherche pas à réaccréditer l'idée d'une URSS socialiste, mais tente de sauver l'image d'un Staline « *homme d'Etat de premier plan* ». L'industrialisation ? N'est-ce pas un comportement d'homme d'Etat, de la part de Staline, de pousser les feux comme il l'a fait ? La Grande Terreur ? Ne s'agissait-il pas de mettre la « *cinquième colonne* » hors d'état de nuire ? La dissolution de la III^e Internationale en 1943 ? On a beaucoup dit que c'était pour amadouer Churchill et Roosevelt. Et si cela avait plutôt été fait pour instituer l'autonomie d'action des partis communistes ? Sauf que le prix à payer de nombre des décisions staliniennes a été littéralement immense. Tellement immense que les tenants sincères de la visée communiste en payent encore aujourd'hui le prix. Cf. p. 470-471.

Un « mystère » : le carnage de bolchéviks sous la Grande Terreur (p. 471-478)

Comment le parti a-t-il pu passer d'un fonctionnement démocratique sous Lénine à un fonctionnement non démocratique sous Staline ? Comment expliquer les éliminations physiques en nombre ? Continuation aggravée du léninisme ? Paranoïa d'un homme ?

L. Sève pointe la fonction de SG de Staline et le fait qu'il ait réussi à faire de ce poste subalterne un instrument de puissance. Dès 1923, c'est le SG qui fait le congrès.

Le reste sera à l'avenant :

- Dictature DU prolétariat → Dictature SUR le prolétariat
- Démocratie des soviets → Etat autocrate
- Internationalisme → Nationalisme
- Marxisme critique → Marxisme-léninisme doctrinaire

Staline est devenu, dit Lewin, « **un traître à sa cause** ». Trotski voit juste quand il parle de révolution trahie.

Seule la claire vision de ce qui oppose le stalinisme au léninisme rend raison de cette composante à première vue inexplicable de la Grande Terreur, à savoir qu'une fois consommée la rupture avec le bolchévisme, « **ceux qui y demeurent attachés sont de trop** » et que leur élimination relève de la « **prophylaxie politique froidement calculée** ». La personnalité stalinienne a, sans aucun doute, rajouté de l'horreur à l'horreur, mais le fond de l'affaire est bien le gouffre théorique et pratique entre Lénine et Staline.

Sur le sens historique du phénomène stalinien (p. 478-488)

L'histoire semble indiquer que ce que nous appelons la « **visée communiste** » relèverait d'une irrémédiable utopie. Mais dire cela c'est supposer que le stalinisme aurait été l'expression même de la visée communiste, alors qu'il en fut la trahison, ce que l'historiographie dominante fait mine d'ignorer.

Voilà une révolution anticapitaliste qui se produit dans un pays très peu capitaliste, et même largement précapitaliste (1^{ère} contradiction). Son succès politique va être immédiat, mais son ambition sociale inaccessible (2^e contradiction).

On ne peut pas ne pas relever, par ailleurs, que le scénario s'est produit aussi en Chine.

Pourquoi les choses ne sont-elles pas parties de France ou d'Allemagne, ce que supposent à la fois **L'Idéologie allemande** et le **Manifeste** ? Marx l'exprime ainsi en 1844 dans la **Critique de la philosophie du droit de Hegel** : « **Lorsque toutes les conditions internes seront réunies, le jour de la résurrection allemande sera annoncé par la fanfare du coq gaulois** ».

Dans le **Manifeste**, toutefois, Marx et Engels paraissent envisager que des pays en retard de révolution bourgeoise puissent offrir une opportunité à la révolution prolétarienne, une révolution amenant l'autre, en quelque sorte. Dans ce schéma, le retard de développement aurait deux effets paradoxaux : il accentuerait les exigences de développement des masses

populaires et, en même temps, il gênerait ou freinerait les capacités de réponse/résistance de la bourgeoisie en raison de sa faiblesse.

Lénine reviendra sur ce genre de dialectique dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Il y établit que la domination du capital financier à l'échelle mondiale renforce les inégalités de développement entre les différents pays et il en déduit « *que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part* ». Il ne voit pas que si cela peut être facile au début (besoin de changement + faiblesse de la bourgeoisie), c'est autre chose après, pour ce qui est de l'édification du socialisme. Il y revient encore en 1918, devant le parti (cf. p. 482) et encore en 1920 dans *La maladie infantile du communisme* (cf. p. 483).

Staline prend le contrepied de tout cela.

Pourquoi donc ce besoin de capitalisme alors même que le pouvoir politique est conquis ? Parce que les forces productives et la productivité du travail social n'ont pas atteint un niveau assez élevé et qu'il est donc impossible d'échapper aux logiques de la société de classes. Il faudra beaucoup de temps pour apprendre au peuple à prendre en main ses affaires et à gouverner l'Etat, donc à le rendre obsolète.

Au lieu de cela, Staline fait preuve d'impatience, de volontarisme. Il veut forcer l'histoire et pour cela bouscule la NEP, violente la paysannerie et la classe ouvrière, met aux ordres le parti et aux arrêts les opposants. Le rattrapage à outrance du capitalisme va prendre une forme despotique. Le stalinisme, c'est le drame de la prématurité historique.

L'impérialisme colonisateur et guerrier aura certes fait autant de morts que le "communisme", mais ce dernier – là est le comble – les a faits au nom de l'émancipation du genre humain. Mais, à utiliser de manière acritique les mots socialisme et communisme on ne comprend rien de tout cela.

La Russie nouvelle une « *République socialiste* » ? Lénine répondait en 1918 que cette expression « *traduit la volonté du peuple des soviets d'assurer la transition au socialisme, mais n'entend nullement signifier que le nouvel ordre soit socialiste* ».

Marx est-il pour quelque chose dans le stalinisme ?

(p. 488-494)

Le stalinisme a bien été une production historique inattendue qu'on ne peut renvoyer à un trait originaire de la visée marxienne. La répétitivité du phénomène (Russie, Chine, démocraties populaires) laisse toutefois à penser qu'il a pu y avoir « quelque chose » dans le corpus initial ayant joué un rôle dans la genèse du stalinisme. Et le fait que l'actualisation du phénomène ait dépassé les frontières suggère que la visée communiste marxienne soit en cause.

Or, rien de ce que contient le marxisme ne paraît pouvoir/devoir conduire au stalinisme. Le problème vient peut-être de ce qu'il ne contient pas. Trois tâches blanches ou zones grises de la pensée marxienne peuvent être évoquées :

- Les vues mal maîtrisées sur la nature et les attentes des diverses couches paysannes et les problèmes d'une politique agraire socialiste. Marx comme Lénine étaient conscients de l'importance cruciale de l'alliance ouvriers-paysans, mais ils n'ont pas poussé très loin l'étude des problèmes agraires. Cf. p. 491-492.
- La réduction désastreuse du pouvoir d'Etat à sa dimension répressive. Clairement, Marx voit dans l'Etat **un « appareil de domination de classe », un « appareil de coercition »**. La révolution n'est concevable que comme insurrection armée. Cf. p. 493-494.
- La tendance foncière à sous-estimer l'immaturation historique des conditions nationales, conduisant au volontarisme effréné.

Pour une autocritique du marxisme (p. 494-499)

On a vu que dans certaines conditions la conquête du pouvoir d'Etat a pu s'avérer par trop difficile. On a vu aussi qu'il s'est révélé immensément plus difficile d'édifier une société sans classes de très haut niveau matériel et culturel, présupposant à titre impératif un développement jamais vu des moyens sociaux et des capacités individuelles.

De cette difficulté Marx et Engels sont conscients dans leur maturité, mais non en 1848-1849 ; ils ne croient pas alors impossible de pousser jusqu'à des mesures socialistes la révolution bourgeoise allemande. La puissance de conviction du **Manifeste** joue ici son rôle. Mais aussi, plus tard, les succès électoraux de la social-démocratie allemande. Et après encore la Révolution d'Octobre. Les **« damnés de la terre »** y croient dur comme fer aux lendemains qui chantent. Mais personne ne voit que nul socialisme n'est possible nulle part.

Disons-le : le "marxisme" a indiqué à des masses humaines la voie de l'émancipation, mais sans assez montrer toute la complexité des choses, ce qui a conduit à du volontarisme ravageur, et au bout du compte au discrédit radical du "marxisme" qui avait cru que tout est possible aux audacieux. Belle catastrophe.

Mais ce qui a échoué ce n'est que ce qui n'avait encore aucune chance de réussir. Question qu'on peut se poser : est-ce que, aujourd'hui, les conditions sont enfin réunies ? Ce sera l'objet du III^e chapitre.

Il faut absolument prendre conscience du fait que ce qui a échoué ce n'est pas le communisme mais le stalinisme, qui n'avait rien de communiste, faute de quoi on ne voit pas comment on pourrait en venir, aujourd'hui, à proposer encore et toujours la visée marxienne comme réponse aux questions que nous avons à affronter.

Marx a bien vu, dès 1849, que les communistes devaient se garder d'arriver au pouvoir trop tôt, mais en ne considérant que le dommage éventuel pour le parti, et non l'immense drame humain.

Une chose encore : dans ce manque de vigilance n'est pas pour rien la confiance absolue en la victoire finale. **« Les communistes doivent savoir, écrit Lénine, que l'avenir leur appartient en tout état de cause »**.

Les marxistes n'ont pas vu que les temps du socialisme n'étaient nulle part encore venus, que tout l'effort devait être d'en faire mûrir les préalables dans les réalités et les consciences, au lieu d'engager des révolutions à visée socialiste prématurées.

Le marxisme ne sort donc pas indemne de la critique du stalinisme. On se contentera, pour le moment, de rappeler la constante exigence critique en toutes choses. « *Douter en toutes choses*¹⁰¹ ». Proscrire le « *tout est clair* », qui se révèle vite être le plus court chemin vers de grandes catastrophes.

Sur la critique khrouchtchévienne de Staline (p. 499-505)

Le rapport de Khrouchtchev, en février 1956, à la fin du XX^e congrès du PCUS, fit l'effet d'une bombe. Il rendait à jamais impossible l'escamotage du drame immense que fut et demeure le stalinisme.

Le phénomène stalinien y est pourtant minimisé de trois manières :

- Minimisation de la période concernée – L'abus de pouvoir n'aurait commencé que vers 1937-1938.
- Minimisation de la portée sociale et politique du drame – Pas de mise en cause du stalinisme comme ensemble de vues et de pratiques, comme national-étatisme despotique à l'opposé du communisme. La mise en cause se limite à l'individu Joseph Staline.
- Aucune explication des actes monstrueux commis. On va se contenter de dénoncer le « *culte de la personnalité* ». Le mot « *stalinisme* », employé le premier par Tito, est fermement rejeté.

Si bien que ce rapport, quoique faisant preuve d'un certain courage politique, est d'une peu croyable indigence de pensée.

À l'en croire, il suffisait maintenant de « *remettre en vigueur d'une manière complète les principes léninistes de la démocratie socialiste* » et, -le socialisme ayant été édifié en URSS, -de poursuivre vers la construction du communisme. Qu'est-ce à dire ?

Le communisme selon Nikita Khrouchtchev (p. 506-513)

Cf. les citations d'un discours de N. Khrouchtchev au congrès du PCUS de 1961. Le communisme est pour... 1980.

Six mois plus tard : pénuries alimentaires, mécontentement populaire, émeutes ouvrières. Sécheresse et difficultés agricoles l'année suivante ; l'URSS doit acheter du blé aux USA. En 1964 : exit N. Khrouchtchev.

¹⁰¹ Devise de Marx.

C'était quoi le communisme pour N. Khrouchtchev ?

- L'abondance des biens est pour bientôt. Bientôt, donc, *« à chacun selon ses besoins »*.
- Il n'y a pas de dépérissement de l'Etat, bien au contraire. Pas un mot n'est dit sur le transfert progressif des responsabilités aux producteurs directs, aux citoyens eux-mêmes. On est et on reste dans un "communisme" octroyé d'en haut.
- La formation de la conscience communiste est rattachée à l'éducation du peuple par le parti et l'Etat, c'est-à-dire à une conception paternaliste. Il n'est pas envisagé que les masses populaires puissent tendre d'elles-mêmes à ce haut sens de responsabilité civique qu'exigera la vie dans le communisme. Mais il est vrai que lesdites masses populaires... ne sont pas responsabilisées ! Le "communisme" à la N. Khrouchtchev fait la morale au peuple.

Audace et échec de l'autogestion yougoslave (p. 513-520)

« Divine surprise pour les uns, consternation pour les autres » que l'extension du système "socialiste" à la moitié orientale de l'Europe après la 2^e Guerre mondiale. Au vrai, ce ne fut pour l'essentiel que *« l'extension territoriale du national-étatisme stalinien »*.

Le choix yougoslave d'une voie autogestionnaire ne procède pas des dirigeants (staliniens au départ) ni de la base, mais de *« l'invention progressive par en haut d'une voie de développement non stalinienne imposée en 1948 par la brutale rupture des étroits rapports initiaux de l'Union soviétique avec la Yougoslavie en raison de ses multiples preuves d'insoumission »*. Pendant les quinze premières années (1950-1965), cela va bien marcher, et les taux de croissance seront meilleurs que ceux de l'URSS. L'initiative des travailleurs, cependant, est très étroitement encadrée par la planification centrale, *« et cela d'autant plus que le plan lui-même est surdéterminé par les contraintes externes¹⁰² »*. Catherine Samary estime que dans la première phase l'autogestion est *« étouffée par le plan¹⁰³ »*.

La réforme de 1965 engage une métamorphose des institutions économiques. *« Elle abolit les fonds d'investissement, pièce centrale de la planification étatiste, transforme en conséquence le système bancaire, le régime des prix et le commerce extérieur, ouvre l'économie aux capitaux étrangers »*. Se mettent à croître avec impétuosité *« le capital bancaire, l'appât du gain, l'inégalité régionale de développement, l'inflation intérieure, le déficit extérieur »*. Sur le marché mondial, l'économie yougoslave fait triste figure. Les grèves augmentent. Les nationalismes se réveillent. Le FMI s'en mêle. Pour Catherine Samary, dans la deuxième phase l'autogestion est étouffée par le marché.

¹⁰² Exclue du Comecon, la Yougoslavie a dû se tourner vers le marché international et les institutions financières capitalistes.

¹⁰³ *Le Marché contre l'autogestion, L'expérience yougoslave*, La Brèche/PubliSud, 1988.

« *Après la mort de Tito en 1980, le pays va vers le chaos économique et social, la restauration capitaliste sauvage, l'irrésistible éclatement national, la catastrophe sanglante des années 1990* ». Parallèlement, le système "socialiste" élargi implose. Échec général.

Mais, pour Sève, ce qui a échoué ce n'est pas du tout l'idée d'autogestion, mais une expérience particulière qui ne réunissait pas les conditions du succès :

- Pas de « *compétente capacité d'initiative économique des travailleurs par suite de lourds retards généraux de développement* » ;
- Pas d'engagement du processus de « *dépérissement de l'Etat, c'est-à-dire (de) l'appropriation citoyenne réelle des pouvoirs publics dans tous les domaines* » ;
- Absence de « *réseau international d'échanges favorable* ».

Sève exprime enfin son accord avec Catherine Samary quand elle dit que le problème est aussi celui des motivations humaines. Le passage graduel à une société sans classes doit les révolutionner, transformant en profondeur « *le sens du travail, l'usage des biens, le rapport à l'autre, l'estime de soi et donc les raisons d'agir (...)* ». Ce n'est pas du tout ce qui s'est passé, empêché que cela a été tour à tour par les contraintes intérieures puis extérieures.

« *L'autogestion vraie n'est pas un songe creux, à condition qu'elle sache organiser la pleine venue à l'autonomie de l'humanité* ». Oui à l'autogestion, mais il faut (pouvoir) y aller vraiment...

La Chine de Mao : révolutions et convulsions loin du communisme (p. 520-529)

Moment capital du XX^e siècle que la révolution chinoise victorieuse de 1949. « *La nouvelle Chine est à nous !* », s'exclame Pierre Courtade dans *l'Humanité*. Cela « *semblait apporter la confirmation décisive qu'Octobre 1917 avait bien dit le sens de l'histoire* ». La Chine était devenue la "Chine communiste". Eh bien Sève annonce son programme : il va s'attacher à déconstruire cette fiction.

Tout d'abord, la Chine réunit encore moins que la Russie les conditions historico-sociales du passage au socialisme. C'est « *un océan de paysannerie* ». Les ouvriers ne représentent que 1% de la population. L'instruction générale est très peu développée.

Ensuite, « *la révolution que fait triompher en 1949 le Parti communiste chinois, si elle entend s'inscrire dans le cours de la révolution mondiale engagée en 1917, a le réalisme de ne viser qu'à une démocratie nouvelle soucieuse avant tout de procéder à une révolution agraire antiféodale (...), d'instaurer une propriété d'Etat dans le domaine industriel et bancaire, de développer une nouvelle culture progressiste, de pratiquer une politique extérieure d'indépendance nationale. Il s'agit clairement là d'une "révolution démocratique*

bourgeoise», même si elle « **penche d'un côté¹⁰⁴** », celui de l'anti-impérialisme, selon une formule de Mao », qui précise : « **Les idées de certains selon lesquelles on pourrait assurer une rapide destruction du capitalisme et l'introduction du socialisme sont erronées et ne conviennent pas aux conditions de notre pays¹⁰⁵** ».

« **Mais six ans plus tard – 1955 – tout s'emballe d'une façon qui n'est pas sans évoquer la frénésie stalinienne de 1929** ». Mao engage le Grand Bond en avant. Commence la collectivisation en grand de la campagne. Les très nombreuses coopératives agricoles sont regroupées en 24.000 communes populaires. Au début, cela se passe plutôt bien. Puis vont s'accumuler désastres techniques, échecs productifs, tensions sociales, répressions politiques, « **et en fin de compte d'immenses drames humains** ». Une terrifiante famine fait au moins vingt millions de morts.

« **Non seulement les sévères leçons du drame ne vont pas être tirées** », mais Mao Zedong surenchérit en lançant la Grande Révolution culturelle prolétarienne. Si le Grand Bond en avant fut un désastre, la Grande Révolution prolétarienne sema le chaos. La révolution socialiste étant réputée accomplie, il faut maintenant faire le « **communisme tout de suite** ». Le collectif est hyper valorisé. La collectivisation de l'agriculture se fait au pas de charge. La mise en commun est exaltée. Le mode de vie communautaire est porté au pinacle. « **Le ton est à la dénonciation des mœurs bourgeoises** ». L'heure est à la « **pauvreté égalitariste** ». On va en finir avec les différences industrie-agriculture, travail manuel-travail intellectuel. « **On va vers l'abolition du salariat, ce pilier de l'ordre bourgeois** ». La Chine va être « **la première au monde à réaliser le fameux « A chacun selon ses besoins »** ». « **Comme sous Staline, le combustible de ce "communisme" est le nationalisme, ardent en ce grand pays asservi et humilié depuis les guerres perdues de l'opium** ». On aura bientôt rattrapé la Grande Bretagne. L'impérialisme est un tigre de papier.

Où est le communisme là-dedans ? Quid du développement des forces productives ? Quid de la productivité du travail social ? Quid des capacités d'initiative individuelle ? On est à mille lieues de « **cette savante autogestion sociale généralisée qu'est le communisme dans sa forte acception marxienne** ». On a plutôt affaire à un « **grégarisme archaïque** », à « **une résurgence du vieil imaginaire communautariste d'un peuple paysan** ».

¹⁰⁴ Mao Tsé-Toung, *La nouvelle démocratie*.

¹⁰⁵ *La nouvelle démocratie*.

Du « communisme » de Mao Zedong au « socialisme » de Deng Xiaoping (p. 529-539)

Du point de vue de la visée communiste marxienne, qui est celle de ce livre, *« la Chine des années 1950-1960 n'apporte donc rien de pertinent »*. Il vaut la peine de relever qu'en Chine, tout comme en URSS, -dans des contextes comparables de prématurité historique, -la violence sanguinaire est à l'œuvre, ainsi que les *« logiques de stalinisation »* et la subversion du communisme par un national-étatisme.

Sève retient trois traits staliniens du maoïsme :

- *« la complète focalisation sur l'exigence de développer le plus vite possible comme un but en soi les forces productives, en entendant avant tout par là les moyens techniques et modes sociaux de production »*. Le plan quinquennal et la collectivisation agricole sont des outils privilégiés. Rien sur l'émancipation économique-sociale des individus. Rien sur le dépérissement de l'Etat. Le VIII^e Congrès du PCC, en 1956, explique que *« la contradiction fondamentale qui caractérise le pays serait « entre le régime socialiste avancé¹⁰⁶ et les forces productives arriérées de la société » »*.
- Le *« volontarisme effréné »*. *« Selon la métaphore chère à Mao de la page blanche autorisant l'écriture de ce qu'on veut, le peuple chinois tout entier est une page blanche en attente d'histoire »*, et il a trouvé son Staline en la personne de Mao.
- *« La « pensée Mao Zedong » ayant été inscrite avec le « marxisme-léninisme » dans la constitution même de la République (...), la critique de la pensée théorique et politique de Mao est devenue anticonstitutionnelle »*.

Il y a, certes, une pensée philosophique de Mao, quoique d'une bien moindre ampleur que celles de Marx et Lénine. Sève signale un article de Mao de 1937¹⁰⁷, qui va inspirer nombre de ses publications ultérieures¹⁰⁸, dans lequel il théorise les rapports entre contradiction antagonique et non-antagonique, entre contradiction principale et secondaire¹⁰⁹.

Den Xiaoping va succéder à Mao en 1978 et impulser aussitôt le tournant décisif du 3^e plenum du XI^e Congrès. Exit la révolution culturelle, la bande des Quatre et le système économique et social qui l'accompagnait. Commence la Chine d'après Mao, celle de Den Xiaoping, qui est encore celle de Xi Jinping. Exit les envolées hyper-rhétoriques, place au franc-parler. La Chine n'en est encore *« qu'au stade primaire du socialisme »*. Den Xiaoping

¹⁰⁶ Qui est réputé être déjà établi.

¹⁰⁷ *De la pratique et de la contradiction*, présenté par Slavoj Žižek, La fabrique, 2008 (texte publié en août 1952 par les *Cahiers du communisme*). Moins connue : *A propos de la pratique*, Mao Tsé-Toung, Œuvres choisies, t.1, éditions sociales, 1955, p. 347-364.

¹⁰⁸ En particulier, *De la juste solution des contradictions au sein du peuple*, discours d'avril 1957 sur les événements de Hongrie.

¹⁰⁹ Pour des analyses détaillées, cf. Lucien Sève, *Une introduction à la philosophie marxiste*, éditions sociales, 1980, p. 461-467.

reprend à son compte les *« Quatre Modernisations définies par Zhou Enlai dès 1964 : celles de l'agriculture, de l'industrie, des sciences et techniques, de la défense nationale »*. Objectif : quadrupler une première fois le PNB en vingt ans (→ PNB/hab de 1000 dollars) et une seconde fois en trente ans (→ PNB/hab de 4000 dollars). *« Et alors, ajoute Deng, nous aurons montré à l'humanité que le socialisme est bien supérieur au capitalisme »*. *« Ce programme de développement productif fixé il y a maintenant quelque quarante ans est en passe d'être réalisé au moment où j'écris »*, indique Sève en 2018. Quant à dire, ajoute-t-il aussitôt, que cela démontrerait la supériorité du socialisme... Faudrait-il encore *« que le régime sous lequel vit la Chine soit bien identifiable au socialisme »*. N'est-ce pas plutôt *« une NEP à la chinoise qui a magnifiquement réussi ? »*, qui fait appel au privé sans permettre que se forme une nouvelle bourgeoisie, et qui réserve un rôle prépondérant à l'Etat, tant à travers la prédominance maintenue de la propriété d'Etat qu'à travers la puissante machinerie de l'Etat.

Au demeurant, quand on demande à Den Xiaoping de définir le socialisme, sa réponse est : *« le socialisme se propose de venir à bout de la pauvreté¹¹⁰ »*. *« En définitive, la supériorité du socialisme sur le capitalisme tient essentiellement à ce qu'il permet de développer plus rapidement les forces productives, et donc d'améliorer constamment les conditions de vie matérielles et culturelles de la population¹¹¹ »*. Rien sur l'émancipation sociale des travailleurs, sur le dépérissement démocratique de l'Etat, sur le libre développement de chaque individu. Les mots clefs : aisance matérielle et culturelle, propriété d'Etat, puissance de l'Etat, rôle dirigeant du parti, pensée Mao Zedong.

La Chine n'en serait pas là, bien sûr, si elle n'avait pas rompu avec le capitalisme en 1949 ; mais elle n'est pas devenue un pays socialiste ; elle reste marquée par la forme-mère du stalinisme : national-étatisme, bureaucratisme étatique, inégalitarisme social. Est-elle à l'abri d'une relance du processus révolutionnaire pour un authentique passage au socialisme ? *« Évolution sans exemple à ce jour, mais non dénuée de toute vraisemblance à l'heure où s'aiguise jusqu'à l'insupportable la crise mondiale possiblement finale du capitalisme »*.

« Pour l'heure, le "socialisme à la chinoise" est un décollage económico-social spectaculaire auquel est loin de correspondre en maints domaines une émancipation humaine profonde, une désarriération très incomplètement synonyme de désaliénation, une forme continuée bien qu'atténuée de stalinisme, mais riche d'aspects inédits liés notamment au développement de l'aisance matérielle et à la formation d'une nombreuse "classe moyenne" ».

¹¹⁰ Texte de 1984.

¹¹¹ Ibid.

Un mouvement innovant vers le socialisme : la révolution cubaine (p. 539-547)

Début 1959, Fidel Castro, Ernesto Che Guevara et Camilo Cienfuegos débarquent à La Havane. Le credo de Castro : *« Ni pain sans liberté, ni liberté sans pain. Ni dictature d'un homme, ni dictature d'une classe. [...] Liberté avec pain sans terreur. Voilà l'humanisme¹¹² »*. La révolution cubaine s'inscrit *« dans une tradition de lutte indépendantiste et anti-impérialiste, celle de José Martí, ouverte aux idées socialistes sans s'y inféoder »*. Les dirigeants, qui connaissent peu le marxisme, vont *« apprendre la lutte des classes et le marxisme pratique à une vitesse impressionnante »*.

La victoire militaire de 1959 a brisé la machine d'Etat. *« Reste à transformer la base sociale, ce qu'engage la réforme agraire »*. Les USA entrent tout de suite dans une logique de blocus, en particulier pour le pétrole, ce qui conduit les cubains à se tourner vers l'URSS. Mais les compagnies états-uniennes ne veulent pas raffiner le pétrole soviétique. Elles sont donc confisquées sans indemnité, ainsi que tous les autres biens états-uniens. Cela s'appelle un engrenage. Armando Hart, ministre cubain, expliquait ainsi : au départ, *« nous n'étions ni socialistes ni moins encore communistes »*, nous voulions la liberté et la justice. Mais ce que nous avons découvert, c'est que *« lorsqu'on veut mettre ces idées en pratique, le résultat c'est le marxisme »*.

Quel bilan ? Il est incontestablement positif en matière d'alphabétisation, de scolarisation, de santé publique. Les médecins cubains sont célèbres. *« Mais en même temps se développent les mêmes lourds travers économiques et politiques que dans les pays du "socialisme" stalinisé, la bureaucratie s'installe, la vie quotidienne devient un casse-tête, des conflits surgissent, entraînant la répression, la déception gagne, tout se dégrade »*. Fidel Castro le reconnaît sans fard en 1987 dans un discours prononcé pour le vingtième anniversaire de la mort de Guevara : celui-ci aurait été malheureux *« durant cette période honteuse »* où se sont accumulés tant de *« vices dans la construction du socialisme »* jusqu'à justifier *« une terrible amertume »*. Et Castro de pointer le bureaucratisme, les effectifs gonflés, le vol, l'argent devenu la motivation fondamentale de l'homme, l'écrasante inefficacité de ce *« cheval boiteux »* qu'est le socialisme cubain.

Sève avance plusieurs explications. D'abord, - obstacle objectif à toute émancipation réelle - la *« dépendance quasi-coloniale envers l'impérialisme yankee »*. Ensuite, *« et alors que la tâche de développer rapidement l'économie s'annonçait si rude, le colosse états-unien mettait tout en œuvre pour la rendre impossible »*. Enfin, du côté des révolutionnaires eux-mêmes, *« leur foncière impréparation aux tâches qui les attendaient »* : *« [...] sans formation économique et politique, sans expérience étatique d'envergure nationale, sans vue précise sur le monde des relations internationales »*, sans connaissance précise du

¹¹² Discours d'avril 1959.

marxisme. « *Le romantisme révolutionnaire couvre l'inexpérience gestionnaire. Le nouveau pouvoir est fort de la confiance plus que de la conscience du peuple, formule historique redoutable et fragile* ».

Un soviétisme sans le vouloir (p. 547-555)

La volonté de Castro et Guevara d'aller au socialisme était éclatante. Ne faut-il pas, néanmoins, mettre des guillemets à socialisme ? Le Che écrit dans ses *Notes critiques d'économie politique* : « *chaque fois que je vais dans les usines* », « *la participation des ouvriers à la direction de l'usine est aujourd'hui nulle, en dépit de toutes les instructions que nous avons émises* ». On pense à Lénine : « *La voiture n'obéit pas...* ». « *Fascinante répétition des mêmes logiques* ».

La faute à l'influence soviétique ? Ce serait méconnaître la « *croissante distanciation critique* » des dirigeants cubains à son égard, que l'on peut abondamment constater dans les *Notes critiques* du Che. Il critique le *Manuel d'économie politique* soviétique et sa loi de la valeur, qu'il assimile au capitalisme. Il se bat « *contre l'esprit de l'intéressement matériel des travailleurs, à quoi s'oppose son attachement inconditionnel au stimulant moral, c'est-à-dire à la conscience communiste* ». « *Le communisme n'est pas seulement un « phénomène de production », mais, et bien davantage, un « phénomène de conscience¹¹³ »* ». « *Nous devons lutter de toutes nos forces pour que le stimulant moral l'emporte sur le stimulant matériel¹¹⁴* », écrit le Che. Ce faisant, il sous-estime le poids des contraintes historiques dans « *la venue à possibilité réelle du communisme en un sens non mythique du terme* ». Ce qu'il faut relever, tout du moins, c'est « *l'entière fermeté avec laquelle, subjectivement, le cap est bien fixé au communisme* ».

Sauf que « *c'est justement à vouloir avec passion « aller au communisme » que la révolution cubaine s'est enlisée dans le plus consternant des "socialismes"* ». Que s'est-il passé ? Le Che n'a pas du tout compris le sens de la NEP en 1921, où il voit un dramatique « *grand pas en arrière de Lénine* », allant jusqu'à penser que l'URSS des années 1960 est encore placée sous l'empire de ce qu'il considère comme un recul. Il ne tient pas compte des textes où Lénine explique qu'il s'agit de reculer pour mieux avancer., qu'on « *ne peut forcer l'histoire* », que « *la pire des fautes est le volontarisme* », qu'il « *n'y a pas d'autre voie que la patience acharnée à accumuler les préalables du socialisme* ». Au lieu de cela, il ne jure que par un « *pouvoir central forçant d'en haut les choses* ». Le Che ne voit pas non plus que la NEP a été abandonnée depuis bien longtemps, par Staline justement, décision par laquelle ce dernier a tourné le dos au socialisme. Autrement dit, si involution de l'URSS il y a, elle ne tient pas à la NEP de 1921 (décidée par Lénine) mais à son arrêt (décidé par Staline). Le Che rend Lénine responsable d'une involution qui revient à Staline.

¹¹³ Che Guevara et Fidel Castro, *Le socialisme et l'homme à Cuba*.

¹¹⁴ *Notes critiques*.

Sur la base de ces incompréhensions, la politique économique du Che est à base de planification et de collectivisation. *« Au cours des années 1960, à peu près tous les moyens économiques, même modestes, deviennent propriété d'Etat et sont administrés à partir du centre »*. Paul Sweezy et Charles Bettelheim auront beau conseiller l'invention d'une NEP à la cubaine, rien n'y fera. *« [...] où s'est égaré le socialisme à Cuba, ce n'est pas l'impérialisme yankee qui l'a décidé, c'est un défaut de réflexion dramatique sous le plus sympathique humanisme »*.

Le communisme devenu dissidence en RDA (p. 555-563)

« S'il va être question ici de la RDA, c'est paradoxalement au titre de son non-communisme ». Cela commence par une initiative idéologique de Walter Ulbricht en 1967, au VII^e Congrès du SED : l'objectif de la RDA, dit-il, est désormais le *« système développé du socialisme »*. Formule qui permettait de contourner l'irresponsable fanfaronnade khrouchtchévienne de 1961 consistant à annoncer l'entrée de l'Union soviétique dans la période de *« construction en grand du communisme »*. La notion de socialisme développé permettait de ne plus parler du communisme, mais seulement du socialisme, sans être, pour autant, *« aucunement condamné à la stagnation, dès lors que le socialisme était censé comporter une série de degrés dont le plus élevé, qualifié de développé, autorisait à rester muet sur le communisme... »*. Le socialisme, qui devient ainsi une formation sociale autonome, se trouve déconnecté du communisme, *« alors que pour Marx (et pour Lénine) son seul sens est d'y conduire »*. *« La propriété dite « sociale » des moyens de production et d'échange s'installe définitivement dans le mode bureaucratique [...] l'Etat n'a plus lui-même à dépérir »*. On a habilement "ripoliné" le national-étatisme stalinien.

Un auteur va magnifiquement mettre à nu et déconstruire cette opération : en 1977, Rudolf Bahro publie *L'Alternative*¹¹⁵. L'originalité de la critique de Bahro est qu'*« elle fait sévèrement grief aux dirigeants de la RDA de n'être pas réellement communistes, et leur oppose la visée communiste marxienne (...) »*. Bahro entreprend la critique du *« socialisme réellement existant »* de RDA *« d'un point de vue révolutionnaire »*. Le système *« ne répond pas aux principes dont il se réclame [...] L'idéal est vidé de sa substance »*. *« Ce que connaissent les citoyens de RDA n'est pas la socialisation, mais « l'étatisation universelle » »*. Bahro met en cause l'idée de socialisme développé comme *« formation économique-sociale relativement autonome »* déconnectée du communisme. *« Les critères d'accumulation ne sont pas établis en fonction du système lui-même, mais déterminés au contraire par ce qu'on appelle la concurrence économique avec les pays capitalistes »*. *« Obsédé par l'objectif de*

¹¹⁵ Voir aussi *Je continuerai mon chemin*, Maspéro, 1979. Texte de six conférences écrites en vue de leur diffusion à la radio au moment de la sortie du livre.

leur rattrapage, le "socialisme" se met en fait sous la dépendance du capitalisme, il en reprend la « **machinerie** », le taylorisme, et en fin de compte le type même de croissance ». « **D'un côté le peuple, de l'autre tous les fonctionnaires du parti** » : « **c'est là la contradiction sociale majeure de toutes les sociétés « d'obédience socialiste** » ». « **Et il faut bien voir que « la direction du parti ne travaille pas à l'abolition de cette société de classes attardée, mais bien plutôt à sa consolidation et prolongation perpétuelle...** » ». « **De tels dirigeants, « fossoyeurs de l'initiative individuelle** », « **ne sont ni subjectivement ni objectivement des communistes** » ».

Verdict : huit ans de prison.

Bahro propose « **Une stratégie d'alternative communiste** ». Il faut s'attaquer au « **politbureaucratisme** » « **qui entrave le processus du travail et de la vie de notre société** ». Il faut viser « **un socialisme réellement socialiste, donc communiste** », c'est-à-dire « **la sortie réelle de l'aliénation** ». « **Et le moyen d'y parvenir n'est pas « la croissance de la production, mais bien la révolution culturelle** » ». Il faut, en effet, « **en finir avec « l'impuissance croissante** » des individus sur le cours des choses qui est pourtant leur vie même, (...) (avec) « **l'ancienne division verticale du travail** » entre décideurs et exécutants, (et cela) exige un bouleversement de toutes les structures sociales et politiques ». Il faut en finir avec la devise : « **Occupez-vous de bien travailler et nous nous occupons de bien gouverner !** ». « **Il faut que tout être humain ait la réelle possibilité d'accéder à tous les domaines essentiels d'activité, y compris jusqu'aux fonctions les plus élevées** ». Bahro rêve que se forment des communautés qui méritent « **le nom déjà ancien de libre association d'individus volontaires** ». Pour parvenir à cela, il faut une autre organisation du parti, permettant « **l'accès de tous à l'ensemble des informations importantes, l'autocoordination horizontale et non hiérarchique** » des intéressés.

Tout cela a été écrit, rappelons-le, au début des années 1970, il y a près d'un demi-siècle ! Quelle clairvoyance ! Et ce n'est pas tout : Bahro, qui propose aussi une réflexion sur les relations hommes-nature d'une saisissante actualité, tient le socialisme marxien comme « **l'unique alternative à une catastrophe globale de la civilisation** ».

« **Rudolf Bahro mérite d'être tenu pour un pionnier de la relance communiste dont, un demi-siècle après lui, n'a fait que grandir l'exigence** ».

Mikhaïl Gorbatchev et la « nouvelle pensée » de l'avenir humain (p. 563-574)

« *Ce que le monde soviétique aura eu de plus extraordinaire sans doute est sa fin* ». Dans les années 1980, le « *marxisme-sénilisme*¹¹⁶ » est à bout de souffle. 1982 : mort de Brejnev à 76 ans. 1984 : mort d'Andropov à 70 ans. 1985 : mort de Tchernenko à 73 ans. C'est alors qu'émerge Mikhaïl Gorbatchev, 54 ans. Ce qui frappe chez cet homme est la haute exigence morale et la « *clairvoyante dureté de ses jugements sur le passé et le présent de l'Union soviétique* ». Staline : « *un criminel dénué de tout sens moral* ». Stalinisme : « *un système de bureaucratisme totalitaire* », « *un nouveau servage* ». Le rapport Khrouchtchev : une critique superficielle.

Mais il n'en va pas de même de ses vues sur la voie à suivre. Elles tournent le dos à la visée communiste marxienne. Il dénonce le bureaucratisme, le système de commandement et la centralisation générale, mais « *ne va pas jusqu'à identifier la source même de ces fléaux, savoir le fait que les producteurs directs ne sont jamais devenus les maîtres tant soit peu effectifs des moyens de production* ». « *Il voit bien l'absence de démocratie politique allant jusqu'à « la négation de la séparation des pouvoirs », mais jamais il ne va jusqu'à mettre en question le refus devenu définitif de tout dépérissement de l'Etat* ». « *Son mot référence n'est pas communisme mais humanisme* ». « *Il tient pour « démontrée à l'échelle mondiale la supériorité de l'économie de marché » et ne voit pas d'autre issue que de se rallier au « socialisme démocratique »* ». Avec la perestroïka, il engage la déconstruction du brejnévisme. C'en était trop : la nomenklatura va se défendre « *avec un acharnement auquel Gorbatchev, qui se croyait sans illusions, ne s'attendait pourtant pas* ».

Elsine va émerger, qui va prendre la tête d'une « *authentique contre-révolution conservatrice* ». Le travail avait déjà commencé, au demeurant, puisque « *sous Brejnev, l'URSS s'était carrément mise en route pour un retour tacite au capitalisme* », raison pour laquelle, quand l'URSS va imploser, cela se passera de manière assez pacifique, dans la mesure où « *l'apparence se mit simplement enfin à coïncider avec la réalité, la nomenklatura n'ayant pas à changer grand-chose pour se manifester comme classe possédante* ». Le résultat de l'action de Gorbatchev aura donc été « *de déblayer le terrain pour une bien plus libre manifestation de la vérité des choses* ».

C'est dans l'ordre international que l'apport de Gorbatchev mérite attention, avec ce qu'il a appelé la « *nouvelle pensée* » quant au destin de l'humanité. Partant de l'idée que la guerre est rendue impossible par la bombe atomique, puisque celle-ci représente « *une menace mortelle pour tout le monde* », Gorbatchev soutient que « *le principe*

¹¹⁶ Expression du *Canard enchaîné*.

fondamental de la nouvelle approche est simple : la guerre nucléaire ne peut être un moyen de parvenir à ses objectifs, qu'ils soient politiques, économiques, idéologiques ou autres ». L'aphorisme de Clausewitz, « *La guerre est la politique poursuivie par d'autres moyens* », est radicalement périmé. Désormais, dit Gorbatchev, « *la seule voie vers la sécurité passe par des décisions politiques et par le désarmement* ». Axiome : « *la sécurité est indivisible. C'est une sécurité égale pour tous ou pas de sécurité du tout* ». « *Chacun doit se soucier de la sécurité de l'autre autant que de la sienne propre* », « *les adversaires doivent devenir partenaires* » pour rechercher « *le moyen de parvenir à une sécurité universelle* ». Priorité à la survie de l'humanité, et cela pose « *une limite objective à la confrontation de classe à l'échelle internationale* ». Assurer la survie de l'humanité d'abord, travailler à son émancipation ensuite. Au passage, la « *nouvelle pensée* » défait le lien entre guerre et révolution tel qu'on l'a vu fonctionner au XX^e siècle ; le lien, désormais, est entre désarmement et révolution. Les dirigeants occidentaux n'accorderont guère de crédit aux thèses de Gorbatchev. Ils attendent la fin de l'URSS, dont la CIA leur dit qu'elle est proche.

La pensée Gorbatchev a pu être considérée comme naïve, mais réfléchissons à ceci : « *Quand la guerre ne peut d'évidence plus être la politique poursuivie par d'autres moyens, se comporter de façon anticipatrice comme on le fera dans un monde devenu sans guerre parce que sans classes est la vraie sagesse politique. Du communisme peut et doit commencer aujourd'hui : voilà ce qu'a la juste audace de dire la « nouvelle pensée »* ».

« *Au moment de quitter le « monde socialiste » du XX^e siècle* », Sève revient sur ce qu'il estime établi :

- Depuis la mort de Lénine, ce « *monde socialiste* » n'a « *jamais rien eu qu'on puisse qualifier de communiste* ». Si quelque chose s'est effondré au XX^e siècle, ce n'est pas le communisme.
- La visée communiste reste donc candidate à indiquer à l'humanité une issue au drame civilisationnel qu'elle vit.
- Que la Russie soit sortie du capitalisme il ne s'en est pas suivi qu'elle soit entrée en socialisme.
- Que « *La grossière mise en scène stalinienne des choses* » ait réussi cependant à le faire croire à des millions de gens, ne vaut pas preuve, sauf à « *admettre de prendre et donner le vécu – même massif – de l'histoire pour vérité de son sens* », ce qui « *nous renverrait au plus noir des obscurantismes* ».
- Il n'en reste pas moins vrai que l'URSS née d'une révolution prolétarienne et s'affichant "non capitaliste" « *a vu se dresser contre elle les capitalistes du monde entier, en même temps qu'elle bénéficiait partout du soutien des forces anticapitalistes* ». « *vrai faux conflit à mort entre capitalisme effectif et socialisme fictif* », qui s'est *achevé* « *par la disparition d'un des adversaires, mais l'identité du mort n'est nullement celle que l'on croit* ».

Quel communisme dans ce que fut le mouvement communiste international ? (p. 574-579)

« Passer des « pays socialistes » en place aux partis communistes en lutte, c'est d'abord fondamentalement changer de monde », « entre ceux qui occupent pesamment le pouvoir et ceux qui combattent avec ardeur dans l'opposition ». Si communisme au XX^e siècle il y a eu, *« c'est du côté des communistes dans l'opposition qu'on a chance de le trouver ».* Quels *« développements originaux à la visée communiste marxienne »* ont-ils apportés ?

Avant de répondre à cette question, Sève dresse le bilan de l'action des communistes, et cela mérite une longue citation : *« Ils ont été des plus constants et efficaces combattants contre l'exploitation des travailleurs, l'oppression des peuples, la manipulation des consciences, contre tous les ismes de malheur, du fascisme au machisme en passant par le colonialisme et le racisme ; on leur doit beaucoup, plus même encore parfois, dans maintes conquêtes sociales, avancées démocratiques, oppositions à la guerre ; leur rôle fut décisif dans l'invention de la stratégie de front populaire, l'engagement nécessaire de résistances armées, et là où ils ont pu temporairement participer à des gouvernements progressistes, dans des ébauches hautement précieuses de réformisme révolutionnaire – on va y revenir. Ils ont engagé des processus civilisationnels sans cesse contrariés par la classe dominante mais porteurs de grand avenir, de la formation de travailleurs manuels à l'exercice des responsabilités publiques jusqu'à la féconde osmose entre haute création de l'esprit et sensibilité populaire. [...] Personne ou presque ne le dit aujourd'hui, mais c'est un fait criant : la militance communiste a agrandi l'humanité. Et elle l'a fait partout dans le monde à un prix de courage exorbitant [...] ».* Et plus loin, il ajoute : *« Il fallait que cela fût dit ».* Assurément !

Et Sève avance *« deux constats critiques de capitale importance »* :

- Alors que les partis communistes d'Europe occidentale évoluaient dans des sociétés hautement développées, dans lesquelles *« la visée communiste marxienne »* pouvait prendre vigueur *« en sa plénitude »*, ils s'en sont tenus à une attitude d'*« inféodation générale [...] aux vues bornées de la direction moscovite »*, et cela a été *« catastrophique »*. *« Bien plus gravement encore a été abandonnée la réflexion exploratoire sur les finalités et modalités originales d'un vrai dépassement du capitalisme développé, et proclamé avenir désirable des pays les plus avancés un "socialisme" de pays lourdement retardataires ».* Quand l'URSS, à la fin des années 1970, s'enfonça dans la crise, cela prit une tournure réellement tragique.
- En outre, cette *« carence mortelle de grande vision historique (a été) rendue (...) indépassable par l'attachement inflexible à une culture organisationnelle lointainement née des exigences de lutte dans la Russie tsariste de 1900, (alors qu'elle était) foncièrement contre-productive dans des pays de démocratie bourgeoise au milieu du siècle ».* Direction omnipotente, liberté de critique et esprit d'initiative paralysés. *« Ce qu'on a appelé et cru être*

la « crise du marxisme » fut en vérité celle d'une pensée et d'une pratique de moins en moins authentiquement marxistes ».

A ces *« carences subjectives »* il faut évidemment ajouter *« les effets d'une réalité objective implacable : la prématurité historique qui était toujours celle du dépassement communiste du capitalisme, en ces décennies du siècle dernier où ne parvint au succès à peu près aucune des tentatives de mettre en cause sa domination »* : révolution anticapitaliste impossible.

Et pourtant, et pourtant : une *« contradiction (...) hante silencieusement plus d'un de ces partis de la III^e Internationale (...) »*, qui consiste à se demander si on peut vraiment prendre *« aveuglément pour modèle la sorte d'édification sociale et politique adoptée par l'Union soviétique »*, et si on ne peut pas sortir par le haut de l'impasse programmatique présente. Sève veut parler ici de Gramsci et – en France - de l'expérience de participation de ministres communistes à des gouvernements après la Libération.

Gramsci, l'Etat et le communisme (p. 579-590)

Dans le mouvement communiste international des années 1920, si peu propice à l'esprit critique, Gramsci fait figure d'exception par la liberté de parole dont il fait montre. Fidèle à l'optique de son livre, Sève va limiter son examen aux thèses de Gramsci relatives à *« sa conception de l'Etat et ses implications stratégiques »*.

Octobre 1917 a été une *« conquête du pouvoir brillamment menée par Lénine au moyen d'une « guerre de mouvement » politique (...) »*, dans laquelle la cible était l'Etat russe de l'époque, c'est-à-dire un Etat-classe principalement défini par la triade "Armée-Police-Justice". Mais ce qui a été possible à l'époque en Russie *« se heurte à des difficultés prohibitives »* dans un grand pays d'Occident, où *« l'Etat est devenu tout autrement robuste à travers une longue histoire »*. Dans ces pays, l'Etat ne se limite plus au gouvernement et à ses appareils de contrainte physique (armée, police, justice), mais évolue vers ce que Gramsci appelle *« l'Etat intégral »*, c'est-à-dire vers *« une réalité bien plus vaste, et par là même bien plus résistante, sa fonction n'étant pas seulement de contraindre, mais pour le moins autant d'organiser le « consensus actif et volontaire (libre) » des masses, autrement dit d'assurer l'hégémonie d'un bloc historique de forces sociales sur l'ensemble de la société »*. L'hégémonie, c'est une émergence complexe, qui rayonne bien au-delà de l'Etat-classe, bien au-delà même de son appareil administratif et du lacis d'organisations qu'il peut influencer, mais tend à innover aussi l'Ecole, les partis, les syndicats, et finalement l'ensemble de la société civile et de la vie associative qui l'anime. Cette hégémonie est une longue conquête qui métamorphose la puissance pratique de coercition de l'Etat *« en autorité éthico-culturelle (morale) bien plus large, et par là capable de se faire non pas simplement obéir, mais reconnaître, voire intérioriser par ceux sur qui elle s'exerce »*. L'Etat intégral, dit

Gramsci, est « *dictature + hégémonie* » (± Etat-classe + Etat intégral¹¹⁷) ou encore « *une hégémonie cuirassée de coercition* » (± Etat intégral cuirassé d'Etat-classe¹¹⁸). Rien que pour cette idée, dit Sève, Gramsci mériterait déjà de figurer au Panthéon du marxisme.

D'un point de vue stratégique, cette théorie de Gramsci explique pourquoi les sociétés occidentales sont devenues « *très résistantes* » « *aux catastrophes et aux révolutions* » ; et pourquoi la « *guerre de mouvement* » doit céder la place à la « *guerre de position* » qui, pour le parti révolutionnaire, est « *bien plus longue et exigeante en efforts politiques et idéologiques, puisqu'il lui faut venir à bout de tout un système de « tranchées et fortifications » renforçant la société civile et la pouvoir qui la domine, ce qui exige « une concentration inouïe de l'hégémonie* ». « *La conquête de l'hégémonie moyennant une persévérante lutte politico-culturelle est même le préalable nécessaire de l'accès au gouvernement, car « il ne faut pas compter seulement sur le pouvoir, sur la force qu'il donne, pour exercer la direction ou l'hégémonie politique* » ». Sève rappelle ce que disait Tosel¹¹⁹ : une classe ne peut être durablement dominante si elle n'est pas dirigeante.

La conception de l'Etat de Gramsci – spécialement sa représentation du dépérissement de l'Etat - mérite attention également. Gramsci envisage le dépérissement de l'Etat dans la « *société réglée*¹²⁰ » (= communisme). « *Tant que l'Etat-classe*¹²¹ *existera, il ne pourra exister de société réglée* ». Il voit l'Etat « *comme susceptible tendanciellement de disparaître et de se dissoudre dans la société réglée* ». Et cela se *fera* « *au fur et à mesure que s'affirmeront des éléments de plus en plus considérables de la société réglée (ou de l'Etat éthique ou de la société civile)* », « *que se formera ainsi « un Etat sans Etat » dont tous les citoyens « réellement égaux et donc également raisonnables et normaux » deviendront « susceptibles d'accepter la loi spontanément, librement, et non par coercition, comme imposée par une autre classe, comme quelque chose d'étranger à la conscience* » ». Au début de ce processus, il faudra certes « *une phase d'Etat-veilleur de nuit, c'est-à-dire une organisation coercitive qui protégera le développement de la société réglée en continuel essor, et réduira donc graduellement ses interventions autoritaires et coercitives* », marquant par là « *le début d'une ère de liberté organique* ». On n'est là ni dans « *l'étatisme inavoué des socialistes* » ni dans « *l'antiétatisme discrédité des anarchistes* ». L'*Anti-Dühring* ou *L'Etat et la révolution* disent pratiquement la même chose.

¹¹⁷ Étant entendu que l'Etat intégral inclue l'Etat de classe.

¹¹⁸ Cf. notre infrapaginale précédente.

¹¹⁹ *Étudier Gramsci*, Kimé, 2016.

¹²⁰ Périphrase pour tromper l'attention des censeurs (Gramsci est en prison).

¹²¹ *Klassenstaat*, dit Marx. Entendre : instance de répression. A distinguer de l'Etat organisateur de fonctions sociales.

Sève insiste sur cette idée gramscienne d'« *Etat sans Etat* », c'est-à-dire d'un Etat « *non plus surplombant la société civile, mais lui devenant réellement immanent jusque dans ses dimensions institutionnelles de pouvoirs publics largement appropriés par des citoyens d'une nouvelle ère, moyennant leur acculturation éthique à une pratique politique transfigurée dont l'exercice donnerait corps à leur « liberté organique* » ».

Et le plus étonnant est que l'homme qui écrit tout cela, dans la mesure où il est en prison, et donc coupé des sources d'information sur l'actualité du mouvement communiste international, ne sait rien de ce que pense et dit Staline. En fait, on le sait maintenant, Gramsci a perçu dès 1926¹²² le drame qui se nouait au sein du régime soviétique, et cherche dans ses *Cahiers de prison* de nouvelles voies. « *Gramsci premier grand dissident interne du marxisme et du communisme de la III^e Internationale stalinisée ?* ». On peut le dire.

Vers une culture et une stratégie communistes non staliniennes (p. 590-601)

On peut le dire, et le documenter. Mi-octobre 1926, quelques semaines avant son arrestation, Gramsci adresse au Comité central du PC(b)R, au nom du Bureau politique du PC d'Italie, une lettre dans laquelle il s'inquiète de ce qui se passe au sein du PC(b)R¹²³. Il craint une scission. « (...) *vous êtes aujourd'hui en train de détruire votre œuvre, vous dégradez et vous courez le risque d'annuler le rôle dirigeant que le Parti communiste de l'URSS avait conquis sous l'impulsion de Lénine* ». Gramsci poursuit : « *L'unité et la discipline ne peuvent être mécaniques et contraignantes, elles doivent être loyales et venir d'une conviction* ». Il exprime le vœu – où s'exprime une sagesse toute léninienne – que la lutte politique n'aboutira pas à l'écrasement de l'adversaire. Palmiro Togliatti, délégué du parti auprès de l'Internationale¹²⁴, ne va pas transmettre la lettre à son destinataire, mais la communiquer à Boukharine. Le 18 octobre, il fait connaître à Gramsci son désaccord, ce qui lui vaudra une réponse sévère de ce dernier. Le rappel de cet épisode permet de mieux comprendre pourquoi Gramsci, une fois emprisonné, ait fait l'objet d'une certaine forme de désintérêt.

En prison, Gramsci rédige la critique du livre de Boukharine de 1921, *La théorie du matérialisme historique. Manuel populaire de sociologie marxiste*. Il s'agit pour lui, en s'attaquant à Boukharine, qu'il considère – de la prison où il se trouve – comme « *l'allié direct de Staline contre Zinoviev*¹²⁵ », d'« *orienter la culture communiste en un sens tout autre que celui où va la conduire le stalinisme* ».

¹²² Gramsci est arrêté le 8 novembre 1926.

¹²³ Au XIV^e Congrès du PC(b)R de décembre 1925, Staline s'en est pris à Zinoviev et Trotski. Ils seront tous deux exclus du parti en novembre 1927.

¹²⁴ Il a succédé à ce poste à Gramsci.

¹²⁵ Gramsci ignore tout de « *l'orientation de plus en plus contestataire de Boukharine envers Staline à partir de 1928-1929, jusqu'à son procès et son exécution en 1938* ».

Pour commencer, Gramsci n'est pas du tout d'accord avec le titre de l'ouvrage de Boukharine. Présenter le matérialisme historique comme une sociologie, alors que celle-ci se présente comme *« une science exacte (c'est-à-dire positiviste) des faits sociaux »*, construite *« sur le modèle des sciences de la nature »*, et cherchant à formuler des *« lois d'évolution de la société humaine »*, c'est faire fausse route. C'est vouloir prévoir l'avenir de la société *« avec la même certitude que celle avec laquelle on prévoit que d'un gland sortira un chêne »*. C'est de *« l'évolutionnisme vulgaire »*. Appliquer *« la relation de causalité au biologique et plus encore à l'historique »* n'a pas lieu d'être car *« en eux l'effet n'est plus du tout la résultante passive de la cause, mais l'élaboration active d'une réponse, l'effet devenant dans une large mesure cause de soi »*. *« En réalité, on ne peut prévoir "scientifiquement" que la lutte », mais non pas son déroulé ni son résultat »*.

Aux yeux de Gramsci, Boukharine rabat le matérialisme historique sur une sociologie *« alors qu'il est pleinement une philosophie, et même « la seule philosophie concrète », étant « spécifiquement une théorie de l'histoire », c'est-à-dire de la seule forme effective de toute réalité »*.

Croisant ainsi le fer avec Boukharine, Gramsci critiquait par avance, sans le savoir, le futur *Matérialisme dialectique et matérialisme historique* publié en 1938 par Staline, dans lequel celui-ci présentait le matérialisme historique comme *« l'extension des principes du matérialisme philosophique à l'étude de la vie sociale¹²⁶ »*.

Sève discute aussi la théorie de la connaissance de Gramsci (p. 598 et suiv.), et relève que chez ce dernier on ne trouve pas une *« franche reconnaissance de la matière comprise comme ensemble de ce qui existe indépendamment de la conscience que nous en avons ou non »*. Gramsci est mal à l'aise avec le Lénine de *Matérialisme et empiriocriticisme* qui pose sans détour cette question : *« La nature existait-elle avant l'homme ? »*.

Et Sève de conclure : *« en s'attachant à reformuler en termes de conquête de l'hégémonie la tâche révolutionnaire telle que l'imposent les conditions des pays avancés (...), Gramsci ne procède pas comme cela a été plus d'une fois dit à une simple adaptation occidentale de la stratégie léninienne de dictature du prolétariat, mais bien plutôt à l'élaboration d'une voie révolutionnaire de portée tendanciellement universelle pour temps nouveaux. Son œuvre prend ainsi place parmi les plus fondamentales des théorisations politiques contemporaines. Marx, Lénine, Gramsci : les trois grands de la pensée et de l'action communistes »*.

¹²⁶ Sève renvoie à la section "Staline et le marxisme", p. 415.

Communistes au gouvernement dans la France de la Libération (p. 601-608)

La déroute du Parti communiste allemand face aux nazis en 1933 fait bouger les lignes au sein de l'IC. La ligne sectaire « *classe contre classe* » de 1928 est réinterrogée tandis que tous les regards se tournent vers le PCF, qui va en retirer une certaine autonomie de pensée et d'action qui le conduit à avancer la stratégie du Front populaire à l'automne 1934.

L'institution des congés payés en 1936 marque un tournant. Progrès social, bien sûr, mais pas seulement ; c'est aussi la nature du salaire qui commence à changer : durant les congés, le salaire « *n'est plus prix d'achat de la force de travail par le capital, mais reconnaissance publique dans le travailleur des droits de la personne, amorce d'une socialisation du salaire susceptible, si elle se généralisait, de remettre en cause les rapports de production capitalistes. Esquisse prometteuse bien qu'implicite d'un tout nouveau rapport possible entre réforme et révolution* ». Question qui va se trouver de nouveau posée – en plus grand – à la Libération.

Maurice Thorez déclare en novembre 1946 au *Times* : « *Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de quelques rares exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès et de justice sociale* ». Déclaration doublement intéressante :

- « *Les réformes en cours dans la France de la Libération vers « plus de démocratie » et de « justice sociale » sont inscrites au compte possible de la « marche au socialisme » - en d'autres termes, on pourrait donc songer à faire la révolution par une voie de réformes* » ;

- « *Et cette hypothèse est expressément caractérisée comme la recherche d'« autres chemins que celui suivi par les communistes russes »* ». La dissolution de l'IC en 1943 est passée par là.

Mais là s'arrêtera l'effort d'analyse du PCF. France-Italie, situations inversées : les avancées théoriques de Gramsci sont privées de toute mise en pratique, tandis que l'expérience française est privée de tout support théorique.

Quelles étaient les « *potentialités révolutionnaires silencieusement recelées par les mesures transformatrices prises par des ministres communistes dans la France de 1945-*

1947 » ? L. Sève laisse de côté la trop complexe question des nationalisations¹²⁷ pour s'attarder sur le statut général de la fonction publique et la Sécurité sociale.

La réforme du statut général des fonctionnaires est bouclée en moins d'un an grâce au rôle majeur joué par la Commission syndicale d'études créée en octobre 1945. Le principe : *« le fonctionnaire (...) n'est pas sujet passif du pouvoir politique quel qu'il soit, mais citoyen responsable de mettre en œuvre la volonté d'une autorité démocratiquement instituée »*. *« Le fonctionnaire est au service non d'un pouvoir mais de la nation »*. Les mesures d'application du principe : le recrutement par concours (fin du clientélisme) et la distinction du grade (titre légitimé par la compétence) et de l'emploi.

Des réformes à dimensions révolutionnaires (p. 608-615)

Cette réforme, qui, bien sûr, ne fleure en rien le dépérissement de l'Etat, présente néanmoins des aspects révolutionnaires.

Si on considère le pouvoir d'Etat comme une instance *« séparée de la société civile »*, la dominant pratiquement *« au service des possédants »*, tout en faisant apparaître fantasmagoriquement *« les intérêts particuliers (de ces derniers) comme expression nécessaire de l'intérêt universel »*, alors le fait *« que le fonctionnaire cesse d'être sujet pour devenir citoyen »*, s'il ne fait pas révolution, apparaît à tout le moins comme *« une refonte du dispositif étatique limitant sensiblement le pouvoir de la bourgeoisie dominante et susceptible de prendre place dans un ensemble de réformes révolutionnaires visant à en finir avec l'Etat de classe »*.

« Une autre dimension à potentialité révolutionnaire du statut de 1946 est la distinction du grade et de la fonction » car le traitement du fonctionnaire cesse d'être la rémunération *« d'un prix d'achat de la force de travail »* et devient *« la reconnaissance tarifée d'une qualification attachée à la personne, indépendamment des aléas de son emploi »*.

Autre réforme d'énorme portée : la Sécurité sociale, portée par Ambroise Croizat. Chantier éclair, là aussi ; mené à bonne fin, lui aussi, grâce à l'irremplaçable contribution des travailleurs de terrain (cf. texte et notes p. 610 et suiv.). Premier trait marquant de la dimension révolutionnaire¹²⁸ : *« le mode novateur de financement du système : la cotisation sociale assise sur les salaires, donc sur la constante production sociale des richesses »*. 500 milliards d'euros (1/4 du PIB) qui vont *« directement des cotisations aux prestations sans prendre la forme d'un capital¹²⁹ »*. Deuxième trait marquant : l'élection des administrateurs du système par les salariés. Troisième trait : *« de chacun selon ses capacités, à chacun*

¹²⁷ La nationalisation, déclare à l'époque Etienne Fajon, *« est une mesure socialiste quand elle est réalisée par un Etat socialiste »*, sinon elle ne change rien aux rapports de production et n'est qu'un progrès d'ordre démocratique.

¹²⁸ Voir sur toute cette question, de Bernard Friot, *Et la cotisation sociale créera l'emploi*, La Dispute, 1999, et *Puissances du salariat*, La Dispute, 2012.

¹²⁹ Dans le plan Beveridge de 1942, au contraire, le financement est fondé sur l'impôt et sur l'épargne, et les prestations servies sont la rente d'un capital.

selon ses besoins ». « *On ne se rend plus compte aujourd'hui*, écrit Michel Etiévent¹³⁰, *de l'étonnement des malades de cette époque à qui, d'un coup et pour la première fois, tout était remboursé* ». « *Pour la bourgeoisie réactionnaire, c'était au-delà du supportable* ». La déconstruction commencera dès 1967.

Il faut citer ici l'ex-vice-président du MEDEF Denis Kessler. Voulez-vous la liste de tout ce dont il nous faut débarrasser la France ?, demandait-il. « *C'est simple, répondait-il, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la résistance*¹³¹ ». « *On ne peut imaginer plus cynique confirmation que ces grandes réformes étaient bien d'essence révolutionnairement anticapitaliste* ».

« *Or, ce qui importe au premier chef pour notre analyse est que cette portée révolutionnaire si clairement perçue par l'adversaire de classe, les dirigeants communistes ne l'ont quant à eux jamais dite, ni à l'époque, ce qui pourrait s'expliquer par des raisons de prudence politique, ni par la suite, ce qui trahit une grave sous-estimation théorique et stratégique* ». Ils en sont restés à l'idée de la III^e Internationale que les réformes sont des résultats bons à prendre quand la lutte de classes le permet, mais « *que la réforme réellement transformatrice n'est possible qu'après la conquête révolutionnaire du pouvoir d'Etat et grâce à elle* ». Leur est restée étrangère l'idée de construire un rapport de forces par des luttes et des initiatives, d'imposer « *un processus de réformes révolutionnaires allant en s'élargissant et s'approfondissant – ce qu'en termes gramsciens on peut appeler construction d'une hégémonie à travers une guerre de position* ». On a beaucoup dit qu'à la Libération, -époque héroïque, -« *la révolution n'avait pas été possible* ». On n'a pas compris « *ce fait capital qu'en réalité y avait été expérimentée sans le voir l'amorce d'une tout autre manière de faire révolution, en fait même la seule manière qui allait être désormais disponible dans le monde des pays très développés, ce qui avait vocation de tout changer à la stratégie communiste* ». Thorez avait indiqué cette voie nouvelle dans son interview au *Times* de 1946, mais il s'attira une « *sévère admonestation stalinienne* ».

Eurocommunisme ? (p. 615-623)

Fin septembre 1947, lors de la première réunion du Kominform en Pologne, Andreï Jdanov brosse le tableau du monde de l'après-guerre : camp impérialiste et antidémocratique dirigé par les USA (tendu vers la guerre) vs camp anti-impérialiste et démocratique dirigé par l'Union soviétique (tendu vers la paix). C'est la guerre froide. Les partis communistes – le français spécialement – sont fermement priés d'en finir avec l'opportunisme. L'interview au *Times* n'est plus à l'ordre du jour. En 1956, le rapport Khrouchtchev va sembler offrir « *une capitale occasion d'engager la réflexion critique sur les sources et le sens de ce qui est arrivé depuis*

¹³⁰ *Ambroise Croizat ou l'invention sociale, suivi de Lettres de prison*, éditions Gap, 1999.

¹³¹ Dans *Challenges*, 4 octobre 2007.

la mort de Lénine à l'Union soviétique », mais cette fenêtre de critique sera manquée également, quand elle ne sera pas tout simplement refusée (y compris par Thorez, d'ailleurs). Et cela nous dit quelque chose du stalinisme des communistes de l'époque : est profondément ancrée en eux la conviction que le communisme¹³² est encore – et pour longtemps - tout à fait hors de portée, que seul est à l'ordre du jour le socialisme, que celui-ci ne saurait être construit et dirigé avec compétence par les ouvriers, mais seulement par une avant-garde, que c'est en URSS que tout cela est en train de se faire, que là est donc la patrie du socialisme. *« Le reste coule de source »* : *« tout communiste (doit) être un ardent défenseur de l'URSS et de ses chefs »*, on ne critique pas le *« parti de Lénine et spécialement de son continuateur Staline »*. Contester, c'est passer à l'ennemi. Du coup, c'est la direction omnisciente et omnipotente qui fait le congrès, et au final le parti devient irréformable.

« C'est seulement à la fin (des années 1960) puis dans les années 1970 que de sérieux doutes s'éveillent (...) ». En 1968, Waldeck Rochet et Enrico Berlinguer *« réproouvent »* la répression du *« printemps de Prague »*. En 1976-1977, Santiago Carrillo (PCE), Enrico Berlinguer (PCI) et Georges Marchais (PCF) initient une dissidence qui sera nommée *eurocommunisme* mais qui, en réalité, se réclamait *« seulement du socialisme démocratique »*. Qu'est-ce que l'eurocommunisme ? C'est, d'une part, *« l'exigence d'un socialisme pleinement démocratique »* et, d'autre part, l'autonomie stratégique, c'est-à-dire le refus de l'inféodation à Moscou.

Parallèlement, chemine chez ces responsables l'idée *« d'un désaccord majeur (avec Moscou) sur l'essentiel »*. Rappelant, dans un rapport de 1977¹³³, les inacceptables *« atteintes aux libertés »* qui se répètent en URSS, Jean Kanapa ajoute : *« Il est possible qu'il s'agisse d'une divergence sur la conception que nous avons, les uns et les autres, du socialisme¹³⁴ »*. A peu près au même moment, Santiago Carrillo émet l'idée *« que si l'Union soviétique et les pays de même régime « sont indubitablement "non capitalistes", ils ne sont pas cependant socialistes », du moins au sens authentique du terme »*.

« Avec cette distinction cruciale entre non-capitalisme et socialisme jaillit le trait de lumière permettant de commencer à débrouiller cette incroyable embrouille : le "socialisme" qui se dit "réellement existant" n'est pas en réalité un socialisme, ce pourquoi le combat des communistes du monde capitaliste pour pareil "socialisme" est en très grave porte-à-faux, exigeant la plus radicale des repensées. Il aura fallu cinquante ans aux plus lucides des communistes pour en venir à commencer de comprendre ce qui, à vrai dire, ne manquait pas d'apparaître au regard populaire, très sensible à de petites choses qui disent

¹³² Pour rappel : appropriation des moyens de production et d'échange par les producteurs directs, dépérissement de l'Etat et libre développement de chaque individu.

¹³³ Rédigé en vue d'une rencontre avec les responsables du PCUS.

¹³⁴ Ses derniers mots avant de mourir, en septembre 1978, auraient été : *« L'URSS, quel gâchis ! »*.

tout et difficile à tromper sur ce qui « n'allait pas » dans l'univers soviétique – mais entre ce qui peut sauter aux yeux sans vraiment faire sens et ce qui doit être laborieusement pensé pour y parvenir, il y a un abîme ».

Courant 1978, « *la fulgurance de l'eurocommunisme* » culmine et s'éteint.

Fin de parti(e) (p. 623-631)

A vrai dire, le discours eurocommuniste, quoique mordant sur « *la carence des libertés qui règne dans le monde soviétique* », ne propose pas d'explication à cette situation, se contentant de proposer un « *socialisme démocratique* », sans voir le pléonasme qui gît dans cette expression. « *Si le socialisme a un sens, en effet, celui de dire un état de choses où le peuple devient socialement son propre maître, n'est-il pas démocratique par essence ? Comment donc peut-il y avoir un socialisme en carence de démocratie ?* ». Les eurocommunistes ne sont pas allés jusqu'à « *l'extraordinaire conclusion qui s'impose* » : « *puisque'il est sans vraie démocratie, c'est donc que ce "socialisme" à la soviétique n'est pas pour de vrai le socialisme* ». Sève insiste ici sur l'importance cruciale de la bataille exigeante sur les mots qu'il livre dans ce livre avec tant d'insistance. La conception du socialisme comme première phase – seule réaliste – de l'après-capitalisme, la phase supérieure du communisme étant un idéal lointain, sinon même inaccessible, n'est pas celle de Marx. Cette conception a été inventée par « *la social-démocratie allemande pour s'exonérer des exigences fondamentales impliquées par toute sortie réelle du capitalisme, et singulièrement deux : l'appropriation effective des moyens de production par les producteurs directs, le double processus d'élimination de l'Etat de classe et de dépérissement progressif de celui qui en assurera la relève* ».

Pour Marx, le communisme c'est en premier lieu « *le mouvement réel qui met fin à l'état de choses actuel* », c'est-à-dire qu'il est « *visée actuelle et non projet futur* ». Et c'est seulement ensuite, en second lieu, que l'on peut aussi définir le communisme comme « *la société sans classes à quoi tend* » la visée communiste. « *Corollaire capital : le communisme en son plein sens doit commencer aujourd'hui ou ne commencera jamais* » ; commencer aujourd'hui à engager « *l'immense processus d'appropriation de tous les moyens sociaux par les acteurs directs de notre vie commune et de tous les pouvoirs publics par l'ensemble des citoyens à titre collectif et individuel* ». Et si d'aucuns veulent absolument appeler cela du socialisme, pourquoi pas ; mais c'est un socialisme « *orienté d'emblée sans équivoque (par) la visée communiste* » ; c'est-à-dire le seul socialisme qui vaille. « *Tout autre "socialisme" (...° mène dans le mur* ».

Quant à l'expression « *socialisme démocratique* » des eurocommunistes, elle recèle soit un pléonasme soit un impensé. Le pléonasme : si on parle socialisme, il n'est nul besoin de le qualifier de démocratique puisqu'il l'est par définition. L'impensé : si on insiste à ce point

pour déterminer le socialisme de démocratique, c'est en bonne logique pour se démarquer d'un socialisme qui ne l'est pas... Lequel ?... Je veux des noms !...

Les eurocommunistes ont amorcé un mouvement critique, mais sont restés au milieu du gué. Les électeurs ne s'y sont pas trompés qui, en France, ont vu dans l'expression « *socialisme démocratique* » « *une tardive reconnaissance muette de la pertinence du choix social-démocrate* », et ont placé François Mitterrand largement devant Georges Marchais à la présidentielle de 1981.

D'autres incohérences du PCF peuvent être évoquées. Incohérence sur la question des nationalisations : on voit bien, depuis la Libération, qu'elles dérivent inexorablement vers une étatisation qui – l'Etat étant ce qu'il est - ne change rien d'essentiel. Il faudrait y adjoindre une dimension autogestionnaire ; un pas est fait en ce sens au congrès de 1979, mais aucune conception communiste de l'autogestion n'est pensée, et c'est la CFDT qui va tenir le haut du pavé sur ce thème. Incohérence, par ailleurs, autour de l'idée de dictature du prolétariat, qui concerne la visée stratégique. A son congrès de 1976, le PCF abandonne « *l'idée que la dictature du prolétariat est la condition obligée d'accès au socialisme* ». Laissons de côté l'idée que cette initiative, que le PCF vit comme une hardiesse, va se retourner en son contraire dans l'opinion française (« *il en était donc encore à pareil archaïsme ?* »), et concentrons-nous sur l'essentiel : « *abandonner la dictature du prolétariat signifiait renoncer à toute idée de conquête insurrectionnelle du pouvoir sur une base initialement minoritaire* », et donc privilégier « *une stratégie révolutionnaire alternative centrée sur les conditions politiques et culturelles de conquête pacifique d'une très large hégémonie en faveur de transformations sociales majeures* ». Ce n'est pas dans cette direction que s'engagea le PCF. Le renoncement à une idée caduque était juste, mais rien ne lui fut substitué. « *La stratégie ayant horreur du vide, ce qui prit la place inoccupée de la révolution à l'ancienne fut de fait le repli sur la bataille électorale, pièce maîtresse du système de domination politique bourgeoise* ». Un parti comme les autres, quoi...

Qu'en est-il en ce qui concerne les questions d'organisation ? On a vu se répéter dans tous les partis de la III^e Internationale le scénario des années 1920 en Union soviétique, à savoir la prise de pouvoir de l'organe exécutant (le secrétariat) sur l'organe décideur (le congrès).

« *Pour les partis les plus avancés du mouvement communiste international, le fugitif discours de l'eurocommunisme aura donc été un chant du cygne* ». « *Tardivement et incomplètement lucides sur la vraie nature du "socialisme" de type soviétique, ils n'ont pas su s'en émanciper en pensée et en acte jusqu'à inventer celui tout autre qu'appelle d'urgence notre temps. L'effondrement du monde soviétique était dès lors aussi celui de leur propre crédibilité – ils n'ont pas fortuitement sombré de façon simultanée* ».

« De ce que n’existait nulle part encore, pas même dans les pays les plus développés, la possibilité d’une sortie viable du capitalisme, la juste conclusion à tirer pour des révolutionnaires n’était certes pas d’attendre sans rien faire qu’elle mûrisse d’elle-même, mais de considérer que ce qui était à l’ordre du jour n’était pas du tout la révolution communiste mais l’action multiforme pour commencer, fût-ce de très loin, à en faire mûrir les conditions. C’est ce qui n’échappa pas, in extremis, à la lucidité de Lénine. Que ses successeurs ne l’aient pas compris nous aura valu le stalinisme ».

Fin de l’histoire ou fin de la préhistoire ? (p. 631-638)

Qu’en est-il du communisme quelques décennies après la chute du mur de Berlin ? *« Rien n’a survécu du “socialisme” est-européen, ni davantage des tentatives analogues d’Amérique latine »*, Cuba mis à part. La Chine et le Vietnam sont dirigés par des partis se dénommant communistes, mais *« il paraît s’agir de pays à ranger désormais pour l’essentiel sous la rubrique du capitalisme et n’ayant conservé de leur passé “communiste” qu’une foncière absence de démocratie »*. Sève signale les travaux de chercheurs marxistes qui prennent au sérieux le *socialisme à la chinoise*¹³⁵, mais il ne pense pas que la Chine soit concernée par la question des *« perspectives possibles du communisme »*. Les dirigeants chinois eux-mêmes situent, aujourd’hui encore, leur pays au *« stade primaire du socialisme*¹³⁶ », ne visant qu’un *« socialisme de moyenne aisance*¹³⁷ » au mi-temps du XXI^e siècle, le communisme étant réduit à un *« noble idéal*¹³⁸ ». Le développement reste conçu en termes de forces productives matérielles et il n’est pas question de dépérissement de l’Etat. *« Cette pensée continue de relever en profondeur du national-étatisme stalinien »*.

S’agissant du mouvement communiste international, les perspectives ne paraissent pas meilleures. Le PCI n’existe plus. Le PCF fait figure de mort en sursis. Des partis communistes à l’audience significative existent encore au Japon, en Afrique du Sud ou en Russie, mais dans ces pays *« ne s’annonce nulle reprise générale de la visée communiste marxienne »*.

Et Sève de conclure ainsi ce deuxième chapitre : *« (...) si la thèse est juste qu’a développée tout ce chapitre selon laquelle le drame incalculable du XX^e siècle tient en fin de compte à ce qui était alors l’immaturité historique du communisme marxien, bien trop tôt proclamé et vite abandonné de fait par des révolutions impatientes contre les dominations arriérées, la capitale question à se poser aujourd’hui est de caractère bien plus fondamental que celle qu’on vient de dire*¹³⁹. *Elle est d’évaluer aussi sérieusement qu’il va être possible (...) si cette*

¹³⁵ Tony Andréani, *Le « modèle chinois » et nous*, L’Harmattan, 2018 ; Jean-Claude Delaunay, *Les trajectoires chinoises de modernisation et de développement. De l’Empire agro-alimentaire à l’Etat-nation et au socialisme*, Delga, 2018.

¹³⁶ Rapport de Xi Jinping au XIX^e Congrès du PCC.

¹³⁷ Ibidem.

¹³⁸ Ibidem.

¹³⁹ Sève vient d’évoquer les dissidences qui se sont développées au sein du PCF à partir des années 1980 (*Rénovation communiste, Reconstructeurs, Refondation communiste*).

prématurité perdue ou est en voie d'être dépassée, ce qui changerait de façon capitale toute la donne historique ».

Avertissement. A propos du chapitre III

(p. 639-644)

Son titre sera *Quel communisme pour le XXI^e siècle ?*, et il s'attachera à répondre à trois interrogations : quelle maturité historique ? Quelle finalité civilisationnelle ? Quelle faisabilité politique ?

Sur la maturité historique – Le chapitre II a amplement montré (« *ce que l'idéologie massivement dominante veut* {absolument nous} *empêcher d'entendre* ») que celle-ci n'était pas au rendez-vous en 1917, et que cela explique largement « *une histoire contrastée ou abondamment le drame sanglant et le bureaucratisme pesant jusqu'à avortement final* ».

La visée communiste est-elle enfin venue à maturité ? Peut-on la relancer dans les conditions d'aujourd'hui sans aller au-devant des mêmes déboires ? Nous répondrons oui :

- eu égard aux forces productives (dont le développement s'identifie de plus en plus, - non sans tensions, -au développement de *la* force productive) ;
- eu égard à l'entrée du capitalisme « *en phase terminale sous forme de fuite en avant aux allures suicidaires* », tant en ce qui concerne la planète (catastrophe écologique) que l'homme (catastrophe anthropologique), de sorte « *qu'en finir sans tarder avec le capitalisme devient même une question de survie pour l'humanité*¹⁴⁰ ». Soit : en sortir ou y rester.

Sur la finalité civilisationnelle – Qu'entendre par communisme ? « *Le très peu qui s'en savait a été chassé des têtes par trente ans d'idéologie néolibérale sans partage* ». « *Un vaste travail de réacculturation est* {donc} *à déployer* ». « *Changement notable depuis 2007* {cependant} : *la question du communisme a refait l'objet de publications en sens divers* ». Sève annonce l'examen critique de plusieurs d'entre elles.

« *Vont être à affronter de grandes questions classiques, mais désormais porteuses de dimensions inconnues* ». Il y a, par exemple, dans l'ordre économique-social, la question du « *à chacun selon ses besoins* ». Elle fait toujours partie de la visée communiste, mais il faut voir comment aujourd'hui, avec le problème de la finitude de la planète. La réponse passera par « *un débat démocratique sans précédent* ».

Dans l'ordre politique, il y a la question de l'Etat. Dans la visée communiste, son dépérissement est programmé. Mais il faudra voir comment cela peut être engagé « *en un temps où les géants du capital deviennent plus puissants que des nations* », sachant que si

¹⁴⁰ Cf. Hervé Kempf (*Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*) ou Paul Jorion (*Se débarrasser du capitalisme est une question de survie*).

dépérissement de l'Etat il doit y avoir c'est pour faire place à l'appropriation citoyenne, et que celui-là doit se faire pour autant que celle-ci advienne.

Sur la faisabilité politique – À regarder les comportements électoraux en France et en Europe, l'optimisme n'est pas de mise. *« Devons-nous nous résigner à sombrer dans le grand désordre du monde en le tenant pour fatal, ou bien ferons-nous comme firent avant nous ceux qui rendirent possible l'apparemment impossible ? »*. *« Les 1789 finissent par arriver : l'exigence du passage à une société sans classes est historiquement mûre, à nous de trouver comment l'indispensable va être réalisable »*. Vaste chantier... et qui ne concerne pas seulement *« le vaste peuple des exploités et opprimés »*, mais aussi tous ceux qui sont concernés par les catastrophes écologique et anthropologique en cours, ce qui milite pour une révolution pacifique. Encore faut-il *« que ses objectifs soient appropriés par la très grande majorité »*, ce qui suggère cette question : *« l'effort révolutionnaire ne doit-il pas alors consister en premier dans la plus convaincante et persévérante des batailles d'idées sur les questions les plus fondamentales, étayées par des initiatives transformatrices déjà probantes, gagnant moralement des appuis à sa cause chez ceux mêmes qui auraient à y perdre pratiquement ? »*.

« Et si dès lors la politique révolutionnaire devient avant tout affaire de conquête des consciences et de concertation des initiatives, n'est-il pas clair que devient ici foncièrement contre-productive la verticalité aliénante du parti, mais inefficace aussi l'horizontalité évanescence du mouvement, et que s'impose d'inventer un nouveau mode d'organisation pour le combat de transformation sociale où se combinent entière autonomie responsable des acteurs et indispensable centralité, (c'est-à-dire)¹⁴¹ pouvoir directeur apte à assurer la cohérence durable des actions ? ».

Soit un III^e chapitre qui, sans surprise, voudrait convaincre de l'urgentissime nécessité de la sortie du capitalisme.

¹⁴¹ Sève écrit exactement ceci, qui me paraît bancal : *« ...où se combinent entière autonomie responsable des acteurs et indispensable centralité sans pouvoir directeur apte à assurer la cohérence durable des actions »*. Le "c'est-à-dire" que je propose pour remplacer "sans" me semble réintroduire de la cohérence dans le texte de Sève sans trahir (ce que je crois être) sa pensée.